Principes d'économie moderne

J. E. Stiglitz

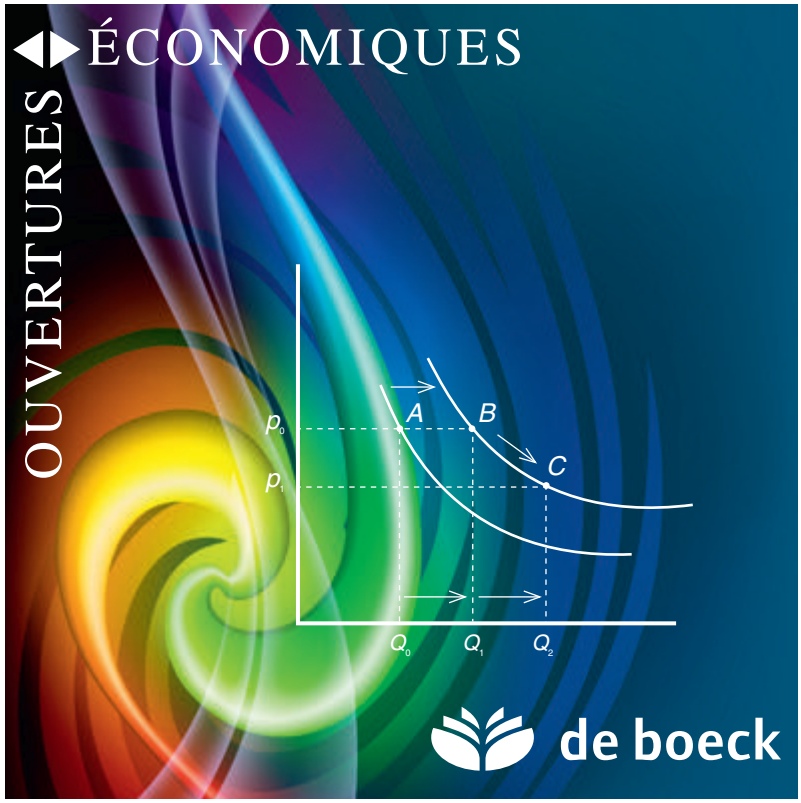
Prix Nobel d'économie

J.-D. Lafay • C. E. Walsh

Traduction de la 4e édition américaine par Françoise Nouguès

4e édition française actualisée

Conception et réalisation des compléments multimédias par Franck Jovanovic



NOTO VERSION NUMÉRIQUE

Principes d'économie moderne

OUVERTURES ◀▶ ÉCONOMIQUES

Principes d'économie moderne

J. E. Stiglitz
Prix Nobel d'économie

J.-D. Lafay • C. E. Walsh

Traduction de la 4e édition américaine par Françoise Nouguès

4e édition française actualisée

Conception et réalisation des compléments multimédias par Franck Jovanovic

OUVERTURES ÉCONOMIQUES

de boeck

Ouvrage original :
Economics, Fourth Edition, by Joseph E. Stiglitz and Carl E. Walsh
copyright © 2006, 2002, 1997, 1993 by W. W. Norton & Company, Inc.
All rights reserved

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web : **www.deboeck.com**

© De Boeck Supérieur s.a, 2014
4e édition
Fond Jean Pâques 4, B-1348 Louvain-La-Neuve
Pour la traduction et l'adaptation française

Tous droits réservés pour tous pays.
Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en Belgique

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale, Paris : octobre 2014 ISSN 2030-501X
Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles : 2014/0074/001 ISBN 978-2-8041-7472-9

Les auteurs

Le professeur **Joseph E. Stiglitz** enseigne l'économie, la gestion des entreprises, le commerce international et l'économie publique à l'Université Columbia. Il a été auparavant en poste aux universités de Yale, Princeton, Oxford et Stanford. Reconnu comme l'un des meilleurs économistes de sa génération, le Professeur Stiglitz a apporté d'importantes contributions dans la plupart des domaines de la science économique, notamment en économie de l'information, thème sur lequel cet ouvrage insiste particulièrement. Avant de devenir lauréat du prix Nobel d'économie, en 2001, Joseph Stiglitz a reçu de nombreux prix et récompenses, comme le John Bates Clark Award de l'*American Economic Association*, attribué tous les deux ans à l'économiste de moins de quarante ans dont les recherches ont été jugées les plus décisives. Le Professeur Stiglitz est l'auteur ou l'éditeur (au sens anglo-saxon) de centaines d'articles et de plusieurs ouvrages scientifiques, en particulier du manuel universitaire best-seller *Economics of the Public Sector* (Norton). Il est aussi éditeur-fondateur du prestigieux *Journal of Economic Perspectives*, Joseph Stiglitz est parallèlement l'auteur de plusieurs livres grand public qui ont eu un immense retentissement : *La grande désillusion* (Globalization and its Discontents – Norton 2002), et récemment *Le prix de l'inégalité* (The Price of Inequality – Norton 2012). Enfin, il a occupé d'importantes fonctions comme responsable de la politique économique américaine auprès du Président Clinton, notamment comme président du *Council of Economic Advisers*. De 1997 à 2000, il a exercé les fonctions « d'économiste en chef » de la Banque mondiale. Selon la liste établie par le magazine Time en 2011, Joseph Stiglitz fait partie des 100 personnes les plus influentes dans le monde.

Jean-Dominique Lafay est professeur émérite à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne et ancien directeur du Laboratoire d'économie publique de cette université. Auteur de nombreux ouvrages et articles scientifiques en économie publique, spécialiste des liens entre économie et politique, il a notamment publié comme consultant à l'OCDE, deux ouvrages pionniers: *La dimension politique de l'ajustement économique* (avec J. Lecaillon, Paris: OCDE) et *La faisabilité politique de l'ajustement économique dans les PED*) (avec S. Haggard et C. Morrisson, Paris OCDE). Ses recherches et enseignements récents concernent l'économie des conflits, notamment des phénomènes révolutionnaires. Il a été membre de *l'Editorial Board de la revue Public Choice*, et de la *revue Politique et management public* et du *Cercle des économistes*, Jean-Dominique Lafay a exercé plusieurs fonctions dans l'administration universitaire française. Doyen de Faculté à 28 ans, il a été directeur scientifique national pour le droit, l'économie, la science politique et la gestion au ministère de la Recherche puis vice-chancelier des universités de Paris.

Carl E. Walsh est professeur d'économie à l'Université de Californie, Santa Cruz, où il enseigne l'économie générale. Il a été auparavant en poste dans les Universités de Princeton et d'Auckland (Nouvelle-Zélande) ainsi que professeur invité à l'Université Stanford. Carl Walsh est connu pour ses recherches en économie monétaire et pour son manuel de second cycle *Monetary Theory and Policy* (MIT Press). Avant de devenir enseignant à la Faculté de Santa Cruz, il a exercé les fonctions d'économiste senior à la Banque fédérale de Réserve de San Francisco, où il continue d'intervenir ponctuellement. En outre, il a été chercheur invité dans plusieurs Banques fédérales de Réserve, ainsi qu'au Board of Governors de la Fed. Il a donné des cours en économie monétaire à la Banque d'Angleterre, à la Banque d'Espagne, à la Banque du Portugal et au Fonds monétaire international. Ancien membre du comité éditorial de l'*American Economic Review*, il est actuellement éditeur associé du *Journal of Money, Credit, and Banking* et membre du comité éditorial du *Journal of Macroeconomics*.

Sommaire

Partie I Introduction 1

1 La science économique moderne 3
2 Raisonner en économiste 23

Partie II Marchés parfaits 47

3 Demande, offre et prix 49
4 L'utilisation des concepts d'offre et de demande 71
5 Les décisions de consommation 95
6 La décision d'investir 123
7 Les coûts de l'entreprise 141
8 L'entreprise en concurrence 163
9 Le marché du travail 181
10 Le marché du capital 197
11 L'efficacité des marchés concurrentiels 219

Partie III Marchés imparfaits 241

12 Introduction aux marchés imparfaits 243
13 Monopole, concurrence monopolistique et oligopole 263
14 Les politiques publiques en matière de concurrence 291
15 Les comportements stratégiques 311
16 Information imparfaite sur le marché des biens 335
17 Imperfections sur le marché du travail 355

Partie IV Questions de politique économique 375

18 Le secteur public 377
19 Économie de l'environnement 407
20 Échanges internationaux et politiques commerciales 425
21 Les changements technologiques 457

Partie V Introduction à la macroéconomie 475

22 Analyse macroéconomique et perspectives économiques 477
23 Les mesures du produit et du chômage 491
24 Coût de la vie et inflation 513

Partie VI Analyse macroéconomique en plein emploi 527

25 Le modèle de plein emploi 529
26 Les finances publiques en plein emploi 549
27 Économie ouverte et équilibre de plein emploi 567
28 Croissance et productivité 583
29 Monnaie, prix et Banque centrale 603

Partie VII Fluctuations macroéconomiques 633

30 Introduction à l'analyse des fluctuations macroéconomiques 635
31 Dépenses globales et revenu national 657
32 Demande globale et inflation 683
33 Les banques centrales et les taux d'intérêt 707
34 Le rôle de la politique macroéconomique 719

Partie VIII L'économie mondialisée 745

35 Le système financier international 747
36 La politique économique en économie ouverte 767
37 Économie du développement et de la transition 781

Partie IX Autres questions macroéconomiques 807

38 Inflation et chômage 809
39 Les grands débats de politique macroéconomique 827
40 L'intégration économique européenne 853

Glossaire 885

Index 905

Crédits 923

Table de matières 925

Avant propos

L'économie : une, discipline fascinante

L'économie a toujours été une discipline fascinante, mais on chercherait en vain dans son histoire une période qui puisse rivaliser avec la nôtre. Il suffit de citer quelques grandes questions économiques d'aujourd'hui pour s'en convaincre :

- la fin du XXe siècle et le début du XXIe ont vu la croissance du produit mondial s'envoler, aux alentours de 5 % par an en moyenne, un phénomène sans précédent. Et ce résultat provient en grande partie des performances exceptionnelles de quelques grands « pays émergents ». Ces exploits économiques sont d'autant plus remarquables que, socialement, ils ont permis de faire sortir de l'extrême pauvreté près d'un milliard et demi d'êtres humains,
- associée à la révolution de l'information et au développement de l'économie numérique, la mondialisation a été à l'origine de bouleversements considérables, tant dans la production des biens et des services que dans leur distribution,
- la construction européenne, en dépit de ses interrogations et de ses faux rythmes, poursuit la route qu'elle s'est tracée. Le développement du marché unique et la création de l'euro, sont autant d'événements originaux, dont l'ampleur est source à la fois de satisfaction et de craintes, mais qui suscitent toujours des réflexions et des analyses de grande qualité,
- on pourrait parler de même des déficits budgétaires et des taux d'endettement sans précédents en temps de paix auxquels sont confrontés de nombreux pays développés, ou encore des menaces qui pèsent sur l'équilibre financier des retraites, insuffisamment provisionnées, ou sur celui de l'assurance santé, dans des pays où la part des personnes âgées s'accroît fortement.

Comme on le voit, les défis à surmonter dans les années à venir sont considérables et plus le temps passe, plus les grands outils de l'économie vont devenir irremplaçables, y compris quand se produisent des événements d'une gravité exceptionnelle comme la crise économique et financière de 2008-2010 (que l'on appellera par la suite, pour simplifier, la crise de 2008-2010). Les économistes ont en effet accompli des progrès remarquables dans la compréhension des processus de décision des individus, des ménages et des entreprises, qu'il s'agisse de savoir ce que l'on doit acheter et vendre, ce que l'on doit épargner et comment il convient d'investir son épargne. Tous ces progrès ont modifié la façon dont les États conçoivent leurs politiques économiques, que leurs objectifs soient de protéger l'environnement, de promouvoir l'éducation ou de prendre en compte les effets de l'innovation.

Plus que jamais, les étudiants doivent assimiler en profondeur les outils qui leur permettront d'être plus pertinents, afin que leurs décisions, personnelles, professionnelles ou citoyennes soient à la hauteur des défis à relever. Même un concept aussi simple que celui d'arbitrage constitue un outil indispensable, toujours stimulant pour la réflexion des personnes auxquelles on enseigne (étudiants ou simple lecteur).

Points forts de la nouvelle édition

La préparation de cette nouvelle édition nous a donné l'occasion d'améliorer le livre sur plusieurs points essentiels. Nous continuons certes à nous appuyer sur les cinq idées clés de l'économie moderne : les arbitrages, les incitations, les échanges, la formation et la distribution. Cependant, la recherche économique voit naître continuellement de nouveaux développements, que nous devons transmettre aux étudiants, y compris dans un cours introductif.

L'un des principaux points forts reconnus à ce manuel est d'offrir aux étudiants un panorama large et de qualité sur des disciplines en plein développement comme l'économie de l'information ou la nouvelle économie comportementale. Nous avons procédé à plusieurs changements dans l'organisation du livre. Les enseignants bénéficieront ainsi d'une liberté encore plus grande pour définir la structure de leurs cours.

Les « Principes d'économie moderne », comme la version américaine originelle, ont connu dès leur première édition un succès qui ne s'est jamais démenti et témoigne du caractère exceptionnel de ce manuel, devenu un classique dans les universités et grandes écoles du monde francophone. Cette 4ème édition française, coécrite par Joseph Stiglitz, Jean-Dominique Lafay et Carl Walsh, reprend la tradition des éditions précédentes, en s'achevant sur un chapitre consacré à l'intégration européenne, propre à l'édition française.

La mise à jour a été l'un des mots d'ordre de cette édition. Il faut dire qu'entre 2007, date de parution de l'édition française précédente, et aujourd'hui (2014), l'actualité économique a été particulièrement riche en événements, – la crise économique et financière de 2008-2010 n'étant pas la moindre. Déclenchée par des problèmes financiers, cette crise s'est transformée en une récession économique mondiale sévère – la plus brutale et la plus intense depuis la Grande Dépression de 1929. Il est intéressant de constater que les différents pays n'en sont pas tous sortis de la même manière. Les pays émergents, par exemple, ont connu un ralentissement d'une ampleur à peu près égale à celle des pays développés mais, comme leurs taux de croissance étaient beaucoup plus élevés, ils sont tombés nettement moins bas. De même, on peut estimer que la crise, qui s'est plutôt rapidement terminée aux États-Unis, continue à frapper plusieurs grands pays européens si l'on met à part l'Allemagne (même si elle n'en est pas sortie totalement indemne). Le livre a aussi été réorganisé, en déplaçant certains paragraphes et même un chapitre entier (le chapitre 6 sur la décision d'investir) et en créant de nouvelles sections à l'intérieur de plusieurs chapitres.

Grâce à cette actualisation en profondeur et à un effort important « d'européanisation », les enseignants disposeront d'un manuel en connexion plus étroite avec les faits et nous espérons que tous leurs étudiants en tireront un bénéfice pédagogique accru.

On ne devient pas économiste en lisant quelques médias, même spécialisés

Contrairement à ce que beaucoup s'imaginent, notamment dans les milieux politiques, on ne devient pas économiste en lisant régulièrement quelques médias spécialisés, une poignée de brochures du type « l'économie mais c'est très simple », plus quelques livres alignant des pages d'équations compliquées. A la rigueur, cela peut être pour certains un préalable nécessaire, mais il est loin d'être suffisant. Et c'est là que ce manuel prend toute sa valeur.

L'enseignement de la science économique de base a eu beaucoup de mal à trouver sa voie, surtout dans le monde francophone, pris en étau entre la tentation des approximations à la mode (sans parler des biais idéologiques) et celle d'un formalisme extrême, censé être un gage de compétence mais qui rappelle parfois la pensée scolastique finissante.

Ces hésitations ont beaucoup nui à la discipline, en rendant son enseignement moins attrayant, plus abstrait, moins structuré (au profit d'explications médiatiques ad hoc) et plus conventionnel – replié faute de mieux sur les vieux « passages obligés ». Le résultat en a été une baisse de l'intérêt des étudiants pour les études d'économie depuis quelques années, souvent au profit de disciplines connexes, alors même que les questions économiques retenaient de plus en plus l'attention des responsables politiques, de la « société civile » et des médias.

Face à tous ces problèmes, les *Principes d'économie moderne* apportent des réponses novatrices. Le lecteur y assimilera les modes de raisonnement des économistes modernes, sans avoir à franchir au préalable ces barrières à l'entrée que constituent certaines formalisations de la recherche économique de pointe. Les étudiants, pour leur part, constateront, après avoir étudié les différents chapitres, qu'ils sont devenus de force à parler utilement de la théorie de l'information, des incitations, de la concurrence imparfaite, des innovations, de l'économie comportementale, de la crédibilité et de la cohérence temporelle, du salaire d'efficience, et de bien d'autres sujets. Les illustrations pratiques, les résumés, les exercices seront autant d'outils qui les aideront à mieux assimiler les phénomènes et les mécanismes essentiels et à évaluer à chaque étape l'avancement de leurs connaissances. Encore plus que la précédente, cette nouvelle édition constitue un outil d'apprentissage exceptionnel.

Hommage à l'équipe qui a contribué à la réalisation de ce travail

Avant de terminer cet avant-propos, nous tenons à rendre hommage à toute l'équipe qui a contribué à la réalisation de cette nouvelle édition des *Principes*. Dominique de Raedt et Mireille Raskin, des Editions De Boeck, ont su donner les impulsions et les conseils nécessaires pour que ce travail arrive à son terme. Nous tenons à souligner l'excellent travail accompli par Charles Bonati, docteur en économie de l'Université de Paris Panthéon-Sorbonne, qui a su trouver, grâce à son expérience statistique, pratiquement toutes les données nécessaires pour actualiser les figures et les tableaux. Franck Jovanovic, Professeur à l'Université du Québec à Montréal, nous a fait plusieurs suggestions techniques très pertinentes, dont nous le remercions vivement. Les traductrices des éditions antérieures, Florence Dufour et Françoise Nouguès, ont

apporté leur concours éclairé pour la relecture des épreuves de la présente édition. Nous avons enfin une très amicale pensée pour Jean Brouillard, qui a été à l'origine de ce projet d'ouvrage au tournant du siècle. Ce fut le début d'une longue aventure qui, quinze ans après, est toujours pleine de vie et d'enthousiasme.

Jean-Dominique Lafay

Présentation de l'édition française

Organisation du texte

Le texte est organisé de telle sorte qu'il s'adresse à un large public, étudiant comme enseignant. Concernant les étudiants, nous utilisons tout au long du livre les cinq idées clés d'arbitrage, d'incitations, d'échange, d'information et de distribution, dans les chapitres consacrés tant aux questions microéconomiques que macroéconomiques. Ces concepts sont reliés à un noyau dur de principes fondamentaux, qui servent de points de repère pour la quasi-totalité des problèmes traités. Dans un premier temps il s'agit de donner des bases solides à ces idées clés, mais nous ne nous sommes pas arrêtés là. Nous avons voulu nous assurer que les étudiants étaient capables d'assimiler les apports exceptionnels du modèle économique de base en concurrence parfaite mais aussi d'en comprendre les limites. De la sorte, ils seront en mesure de mieux apprécier ce qu'apporte la théorie économique moderne à l'étude de la concurrence imparfaite, de l'information, de la croissance et des fluctuations économiques. Nous montrons comment ces outils permettent d'appréhender plusieurs phénomènes que l'économie classique est incapable d'expliquer. En immergeant les étudiants dans l'économie moderne – qui va de l'économie de l'information et de l'innovation à l'économie comportementale – ils peuvent pleinement apprécier toute la richesse de la discipline et avoir un regard analytique plus pertinent sur le monde qui les entoure.

Cet ouvrage étudie en profondeur les sujets traditionnels de l'analyse économique tout en laissant aux enseignants toute latitude de l'adapter à leurs besoins personnels. Les outils de base servant à étudier les marchés de concurrence et l'économie de plein emploi sont traités en premier, que le cadre soit microéconomique ou macroéconomique. Les sections suivantes concernent les marchés imparfaits et les fluctuations, avec un chapitre introductif pour en présenter une vue d'ensemble. Les étudiants auront ainsi une première idée des grandes institutions concernées et des thèmes qui seront examinés plus en détail dans les chapitres ultérieurs. Une telle organisation permet à un enseignant qui ne souhaite pas passer trop de temps sur une question particulière, l'information imparfaite par exemple, de donner malgré tout à ses étudiants un aperçu du sujet et des enseignements que les économistes ont tiré de son étude. Enfin, toutes les sections, microéconomiques comme macroéconomiques, se terminent par des chapitres consacrés à de grandes questions. L'ensemble peut ainsi s'adapter facilement à la structure de plusieurs enseignements et aux lectures recommandées par les enseignants. On notera enfin que les questions concernant l'économie internationale, l'économie du développement et l'intégration européenne sont traitées dans la section macroéconomique d'une façon nouvelle et plus approfondie.

Outils pédagogiques

Ce livre comprend un ensemble d'outils pédagogiques qui aideront les étudiants à mieux maîtriser les principes de base de l'économie et à mieux retenir les idées développées.

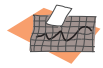
Encadrés qui mettent en relief les principaux aspects de l'économie numérique issue de la révolution de l'information et de l'Internet.

Amazon, Facebook, Google, Microsoft et les sites de poker en ligne ou de rencontre sont autant de manifestations de cette économie numérique qui est en train de bouleverser nos façons de vivre, de travailler, de faire des courses, de voyager et de se divertir. Même si les principes fondamentaux de l'économie restent les mêmes, la façon dont ils sont utilisés est en train de changer de façon accélérée. Cette quatrième édition des *Principes d'économie moderne* tient naturellement compte de cet état de fait.

ILLUSTRATION ÉCONOMIE NUMÉRIQUE Encadrés qui mettent en relief un aspect spécifique des développements relatifs à l'économie numérique.

SITES INTERNET Encadrés qui proposent des liens utiles avec des ressources Internet ou des pages personnelles.

Autres encadrés aidant les étudiants à mieux comprendre



RAISONNER EN ÉCONOMISTE Encadrés permettant de mieux assimiler les idées clés développées tout au long de l'ouvrage : arbitrages, incitations, échange, information, distribution.

PERSPECTIVES INTERNATIONALES Encadrés présentant des applications concernant des sujets d'ordre international.

EXEMPLE TYPE Encadrés intégrés dans le corps du texte qui mettent en relief, dans chaque chapitre, des applications à des situations réelles.

IDÉES CLÉS concernant…	Paragraphes mettant en relief les principaux aspects de thèmes particulièrement importants spécifiques ou plus délicats à comprendre.
EN BREF	Court résumé de points clés développés dans le texte.

Présentation des compléments

1. Compléments accessibles aux étudiants

Les compléments associés aux *Principes d'économie moderne* de Stiglitz-Lafay-Walsh ont été conçus pour offrir une expérience d'apprentissage interactive. Avec ces compléments, les étudiants sont actifs : ils interagissent avec le contenu du manuel, visualisent les effets concrets de certains évènements, approfondissent les concepts importants, complètent les connaissances, reconstruisent par eux-mêmes des concepts économiques et leur utilisation.

Les compléments précisent, détaillent et approfondissent les sections et les notions importantes des chapitres pour conduire les étudiants à s'approprier par eux-mêmes les connaissances. Ils incluent des documents additionnels, des animations, et des explications supplémentaires à celles comprises dans le manuel. Ils incluent des questions/réponses pour permettre aux étudiants de s'assurer par eux-mêmes de la maîtrise des notions, définitions et concepts importants. Ils comprennent également un grand nombre de graphiques, figures et tableaux en complément de ceux du manuel. Les compléments ont aussi été conçus pour inciter les étudiants à développer leur esprit critique lorsqu'ils lisent un ouvrage et à faire des liens entre leurs lectures et leurs connaissances préalablement acquises.

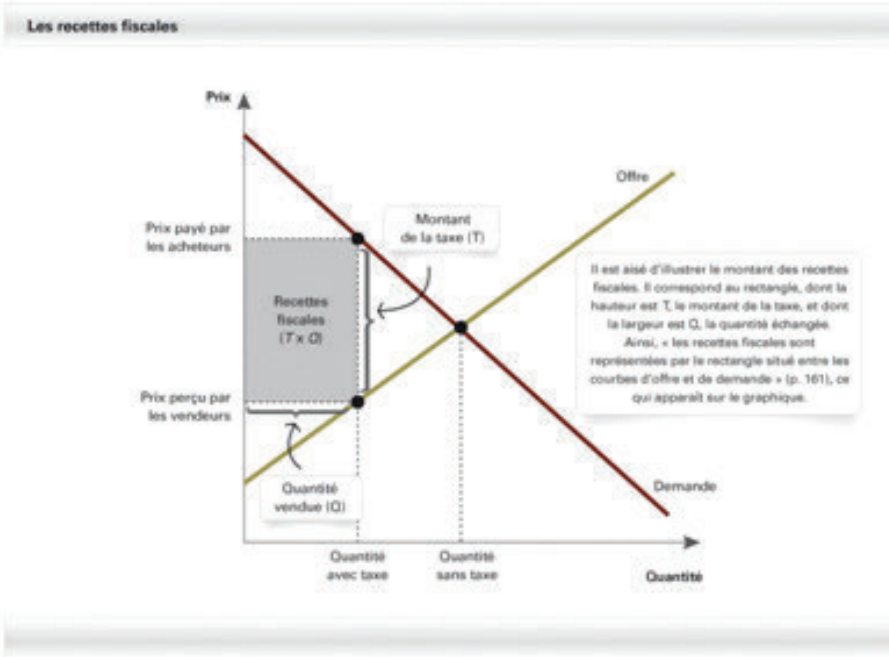
Des outils interactifs et innovants

Les compléments associés aux *Principes d'économie moderne* de Stiglitz-Lafay-Walsh offrent plusieurs outils interactifs et innovants.

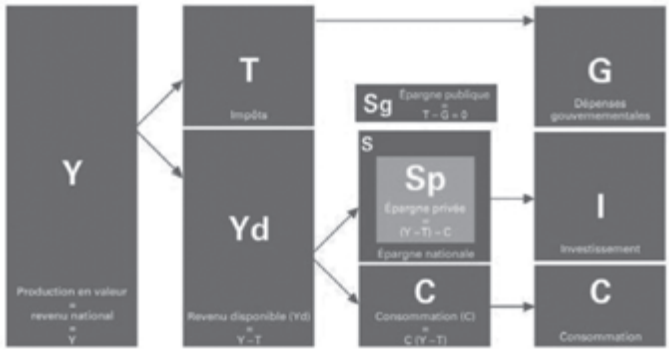
Des animations avec voix off

Les compléments comptent des animations avec voix off qui permettent de suivre visuellement la manière dont certains graphiques ou figures du manuel sont construits tout en écoutant les commentaires.

Ils offrent une version animée de certains raisonnements du manuel.



Ils permettent d'approfondir certaines affirmations ou concepts du manuel difficilement accessibles au premier abord.



Par ailleurs, certaines animations ont été scénarisées pour familiariser les étudiants avec les raisonnements théoriques sous-jacents utilisés dans les outils de simulation interactifs.

Des simulations

Des simulations permettent aux étudiants d'analyser par eux-mêmes les conséquences d'un choc macroéconomique.

Simulateur du multiplicateur des dépenses publiques en économie fermée

Propension marginale à consommer (PmC)	0,5	Saisissez une valeur entre 0 et 1.
Taux marginal d'imposition (Tml)	0,2	Saisissez une valeur entre 0 et 1.
Variation des dépenses gouvernementales (G)	50	Saisissez une valeur entre 0 et 200.

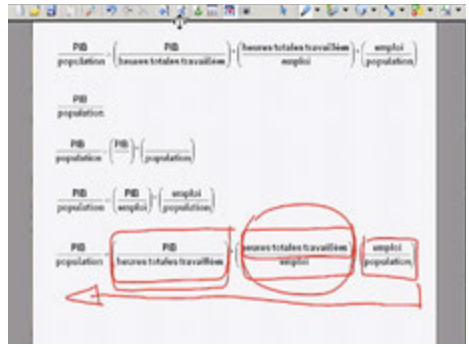
Calculer

Période	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	...infini
Y	333,33	383,33	403,33	411,33	414,53	415,81	416,33	416,53	416,61	416,64	416,66	416,67
C	233,33	233,33	253,33	261,33	264,53	265,81	266,33	266,53	266,61	266,64	266,66	266,67
I	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50
G	50	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
T	66,67	66,67	76,67	80,67	82,27	82,91	83,16	83,27	83,31	83,32	83,33	83,33
PmC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
dép. conso. autonomes*	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Tml	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
variation de G	50											
multiplicateur	1,67											
$Y_t - Y_{t-1}$		50,00	20,00	8,00	3,20	1,28	0,51	0,20	0,08	0,03	0,01	0,00
$C_t - C_{t-1}$		0,00	20,00	8,00	3,20	1,28	0,51	0,20	0,08	0,03	0,01	0,00
variations cumulées de Y												83,33
variations cumulées de C												33,33

*Les dépenses de consommation autonome désignent les dépenses de consommation qui sont effectuées quelque soit le niveau du revenu.

Vidéos

Certaines démonstrations sont faites à l'aide de vidéos afin d'aider les étudiants à les assimiler.



Un apprentissage facilité

Les compléments associés aux *Principes d'économie moderne* de Stiglitz-Lafay-Walsh facilitent l'acquisition des connaissances en associant les trois systèmes de perception actifs dans tout apprentissage : le visuel, l'auditif et le kinesthésique.

Les animations avec voix off font appel au système de perception visuel et auditif des étudiants. Les simulations permettent aux étudiants de mettre en œuvre leurs connaissances en faisant appel au système de perception kinesthésique des étudiants.

De la même manière, tout au long de l'analyse guidée, l'attention des étudiants est sollicitée par des questions sur les concepts théoriques immédiatement abordés dont la réponse est directement accessible.

2. Compléments réservés aux enseignants

Les enseignants peuvent disposer du corrigé en anglais des problèmes de fin de chapitre.

Pour ce faire, il vous suffit d'en faire la demande en complétant le formulaire sur noto.deboeck.com

Structures de cours possibles

Les possibilités d'utiliser ce manuel de façon modulable ont été encore élargies dans cette édition. La partie IV, *Questions de politique économique*, et la partie IX, *Autres questions macroéconomiques*, contiennent des chapitres qui peuvent être soit traités a la fin du cours, si le temps le permet, soit intégrés dans les chapitres traitant des grands thèmes de la micro et de la macroéconomie. La partie VIII, *L'économie mondiale*, permet aux enseignants de construire un cours introductif plus orienté vers les questions internationales (commerce international, questions financières internationales, économie du développement). Enfin, le chapitre 40, *L'intégration économique européenne*, peut servir de base à lui seul pour un bref cours d'initiation aux problèmes européens.

Mais il est possible aussi de choisir entre les différents thèmes et de construire un cours dont la structure soit plus traditionnelle. Les suggestions qui suivent, parce qu'elles ne représentent qu'une faible partie des options envisageables, illustrent bien la grande flexibilité de cette quatrième édition française.

Suggestion pour un cours d'un semestre en microéconomie et macroéconomie

Chapitre	Titre
1	La science économique moderne
2	Raisonner en économiste
3	Demande, offre et prix
4	L'utilisation des concepts d'offre et de demande
5	Les décisions de consommation
7	Les coûts de l'entreprise
8	L'entreprise en concurrence
9	Le marché du travail
10	Le marché du capital
11	L'efficacité des marchés concurrentiels
12	Introduction aux marchés imparfaits
13	Monopole, concurrence monopolistique et oligopole
14	Les politiques publiques en matière de concurrence
22	Analyse macroéconomique et perspectives économiques
23	Les mesures du produit et du chômage
24	Coût de la vie et inflation
25	Le modèle de plein emploi
26	Les finances publiques en plein emploi
27	Économie ouverte et équilibre de plein emploi
28	Croissance et productivité
29	Monnaie, prix et Banque centrale
30	Introduction à l'analyse des fluctuations macroéconomiques
32	Demande globale et inflation
33	Les banques centrales et les taux d'intérêt
34	Le rôle de la politique macroéconomique

Suggestion pour un cours bref en microéconomie et macroéconomie

Chapitre	Titre
1	La science économique moderne
2	Raisonner en économiste
3	Demande, offre et prix
4	L'utilisation des concepts d'offre et de demande
5	Les décisions de consommation
7	Les coûts de l'entreprise
8	L'entreprise en concurrence
9	Le marché du travail
10	Le marché du capital
11	L'efficacité des marchés concurrentiels
12	Introduction aux marchés imparfaits
22	Analyse macroéconomique et perspectives économiques
23	Les mesures du produit et du chômage
24	Coût de la vie et inflation
25	Le modèle de plein emploi
26	Les finances publiques en plein emploi
27	Économie ouverte et équilibre de plein emploi
28	Croissance et productivité
29	Monnaie, prix et Banque centrale
30	Introduction à l'analyse des fluctuations macroéconomiques
32	Demande globale et inflation
33	Les banques centrales et les taux d'intérêt

Suggestion pour un cours d'un semestre en microéconomie

Chapitre	Titre
1	La science économique moderne
2	Raisonner en économiste
3	Demande, offre et prix
4	L'utilisation des concepts d'offre et de demande
5	Les décisions de consommation
6	La décision d'investir
7	Les coûts de l'entreprise
8	L'entreprise en concurrence
9	Le marché du travail
10	Le marché du capital
11	L'efficacité des marchés concurrentiels
12	Introduction aux marchés imparfaits
13	Monopole, concurrence monopolistique et oligopole
14	Les politiques publiques en matière de concurrence
15	Les comportements stratégiques
16	Information imparfaite sur le marché des biens
17	Imperfections sur le marché du travail
18	Le secteur public
19	Économie de l'environnement
20	Échanges internationaux et politiques commerciales
21	Les changements technologiques

Suggestion pour un cours bref en microéconomie

Chapitre	Titre
1	La science économique moderne
2	Raisonner en économiste
3	Demande, offre et prix
4	L'utilisation des concepts d'offre et de demande
5	Les décisions de consommation
7	Les coûts de l'entreprise
8	L'entreprise en concurrence
9	Le marché du travail
10	Le marché du capital
11	L'efficacité des marchés concurrentiels
12	Introduction aux marchés imparfaits
13	Monopole, concurrence monopolistique et oligopole
14	Les politiques publiques en matière de concurrence
18	Le secteur public

Suggestion pour un cours d'un semestre en macroéconomie

Chapitre	Titre
22	Analyse macroéconomique et perspectives économiques
Présentation des points fondamentaux de la macroéconomie	
23	Les mesures du produit et du chômage
24	Coût de la vie et inflation
25	Le modèle de plein emploi
26	Les finances publiques en plein emploi
27	Économie ouverte et équilibre de plein emploi
28	Croissance et productivité
29	Monnaie, prix et Banque centrale
30	Introduction à l'analyse des fluctuations macroéconomiques
31	Dépenses globales et revenu national
32	Demande globale et inflation
33	Les banques centrales et les taux d'intérêt
34	Le rôle de la politique macroéconomique
Plus l'un ou plusieurs des cours suivants :	
35	Le système financier international
36	La politique économique en économie ouverte
37	Économie du développement et de la transition
38	Inflation et chômage
39	Les grands débats de politique macroéconomique
40	L'intégration économique européenne

Suggestion pour un cours bref en macroéconomie

Chapitre	Titre
22	Analyse macroéconomique et perspectives économiques
Présentation des points fondamentaux de la macroéconomie	
23	Les mesures du produit et du chômage
24	Coût de la vie et inflation
25	Le modèle de plein emploi
26	Les finances publiques en plein emploi
27	Économie ouverte et équilibre de plein emploi
28	Croissance et productivité
29	Monnaie, prix et Banque centrale
30	Introduction à l'analyse des fluctuations macroéconomiques
31	Dépenses globales et revenu national
32	Demande globale et inflation
33	Les banques centrales et les taux d'intérêt
34	Le rôle de la politique macroéconomique

PARTIE I

Introduction

1 La science économique moderne

2 Raisonner en économiste

1

La science économique moderne

SUJETS ÉTUDIÉS

1 La science économique : définitions et concepts clés.

2 Ce qu'est un marché. Les principaux marchés de l'économie.

3 Pourquoi l'économie est une science et pourquoi les économistes sont si souvent en désaccord.

Depuis les années 1990, l'économie mondiale a connu des bouleversements considérables, tant dans son fonctionnement conjoncturel que dans son organisation structurelle.

La crise financière et économique qui a débuté aux États-Unis en 2007 et qui s'est transmise à la planète entière s'est retrouvée au centre de l'actualité au cours des six dernières années. Il faut dire que ce dysfonctionnement conjoncturel de l'économie mondiale, d'une ampleur et d'une durée extrêmes, rappelle inévitablement la Grande crise de 1929. La chute a été d'autant plus mal ressentie qu'elle est arrivée après cinq années d'une croissance mondiale sans précédent (près de 5 % par an). Ceux qui pensaient que, depuis la Seconde Guerre mondiale, les États étaient parvenus à contrôler les cycles économiques grâce à des politiques publiques adaptées ont dû sérieusement réviser leurs positions.

C'est surtout la vitesse de transmission des problèmes d'un pays à l'autre qui a surpris, ainsi que la lenteur et l'impuissance des institutions publiques nationales et internationales. Comme si, face à une mondialisation économique accélérée, les institutions politiques censées prévenir et contrôler les trop forts dérapages cycliques de l'économie n'avaient pas été capables de suivre le rythme qui leur était imposé. Quoi qu'il en soit, la difficile épreuve économique que le monde vient de subir – et dont l'Europe semble avoir plus de mal à sortir que les autres – est une source

de réflexion à la fois nécessaire et fascinante pour tous les économistes.

- La focalisation sur la « crise » ne doit pas faire oublier une autre caractéristique majeure de l'économie mondiale. Cette dernière a en effet connu de profondes modifications structurelles qui se sont opérées au cours des trente dernières années. Les entreprises ne produisent plus de la même manière ni aux mêmes endroits (beaucoup se sont « délocalisées »). Les modes de distribution des biens et services ont considérablement changé et de nombreux produits nouveaux sont apparus.

Pour une large part, ces modifications structurelles résultent directement de l'apparition de technologies à la fois innovantes et performantes.

Tout comme la révolution industrielle des XVIIIe et XIXe siècles a transformé l'économie agricole de la Grande-Bretagne en économie industrielle (avant de se propager dans d'autres pays), la « révolution de l'information » que nous vivons actuellement change radicalement tout un ensemble d'actes de la vie courante. Parallèlement, le secteur des technologies de l'information prend une place grandissante dans les économies des pays industrialisés. Depuis les années 1990, Microsoft, le producteur des systèmes d'exploitation Windows ainsi qu'Intel, le plus grand constructeur mondial de microprocesseurs (pièce centrale des ordinateurs), figurent parmi plus grandes entreprises américaines, comme en témoigne le fait qu'elles soient retenues dans le calcul du Dow Jones des valeurs industrielles (c'est-à-dire de l'indice le plus célèbre des cours sur les marchés boursiers américains).

Certes, la brève crise financière de 2000-2001, qui a concerné presque uniquement le secteur des nouvelles technologies, avait déjà un peu refroidi – au moins temporairement – l'enthousiasme des investisseurs. Malgré cela, même pendant la crise financière et économique de 2008-2010, les pionniers de l'économie numérique ont continué sur leur lancée. Une société comme Google, premier site mondial de recherche sur Internet, a connu par exemple une progression de près de 50 % de son cours de bourse. Début 2013, cette société atteignait une valeur boursière de 260 milliards de dollars, en réponse à un chiffre d'affaires annoncé de 38 milliards de dollars pour 2012 et un bénéfice net de 8 milliards de dollars.

Les succès du nouveau secteur de l'économie numérique ne doit pas faire oublier « l'ancienne économie ». Elle aussi a fait preuve de dynamisme, comme le prouve la liste des 500 plus grandes entreprises américaines publiée chaque année par le magazine *Fortune*. Parmi les vingt premières, le secteur de la finance arrive en tête à égalité avec celui des technologies de l'information et de la communication (5 entreprises citées dans chaque cas). Mais l'industrie pétrolière (4 citations) et l'industrie automobile (3 citations) arrivent immédiatement après. De plus, les cinq premières places du classement *Fortune 500* sont occupées uniquement par des entreprises de l'économie traditionnelle (Exxon Mobil, Wal-Mart, Chevron, ConocoPhillips et General Motors).

Dans la pratique, loin d'être en concurrence, l'ancienne et la nouvelle économie vivent en bonne harmonie. Les technologies de l'information et de la communication n'ont pas seulement fait émerger quelques grandes entreprises de logiciels ou de l'Internet. Elles ont aussi modifié les méthodes de production des entreprises des secteurs traditionnels, leur façon de commercer ainsi que le comportement de leurs clients. Les chaînes de montage et leurs robots informatiques n'ont maintenant plus grand-chose à voir avec les chaînes d'antan. Les sols tachés de graisse des anciens garages ont laissé la place à des espaces propres et silencieux, où les pannes des automobiles sont diagnostiquées par ordinateur. La façon d'acheter a aussi beaucoup évolué. Qu'il s'agisse d'acquérir une voiture, un livre ou un DVD, de louer une chambre d'hôtel, de réserver un billet d'avion, de payer ses impôts ou même de poser sa candidature à un concours par Internet, les relations des individus entre eux, avec les entreprises et avec les administrations publiques ont profondément changé. Dans le domaine de l'apprentissage et de l'enseignement, l'impact des nouvelles technologies a été très important et il le deviendra de plus en plus. Un manuel comme celui que vous lisez dispose de plusieurs sites Web, où les étudiants peuvent obtenir de l'aide (en français ou en anglais), effectuer des exercices et trouver des informations sur les derniers événements économiques et les débats de politique économique[1].

[1] http://wwnorton.com/college/econ/stec4/economics/welcome.asp (= pour l'édition américaine)

Face à des modifications aussi importantes, que nous apporte l'étude de l'économie ? Après tout, il s'agit d'une discipline qui fait souvent référence à Adam Smith, professeur d'économie écossais qui vivait à la fin du XVIIe siècle. Son livre célèbre, intitulé *The Wealth of Nations* (« La Richesse des nations ») a été publié en 1776, à une époque où l'économie était encore très largement agricole. Certains ne manqueront pas de penser que les idées qui permettaient de comprendre comment se détermine le prix du blé, par exemple, sont de peu d'utilité pour expliquer le fonctionnement de l'économie moderne.

En réalité, c'est le contraire qui est vrai : les principes de base établis à cette période nous fournissent encore des instruments essentiels pour comprendre l'économie mondialisée dans laquelle nous vivons. Comme le disent Carl Shapiro et Hal Varian, de l'Université de Californie à Berkeley, « la technologie change, mais pas les lois de l'économie ! »[2]. Depuis Adam Smith, les biens produits ainsi que la façon de les produire et de les échanger ont certes énormément changé. Mais les lois qui ont permis d'expliquer les fluctuations des prix agricoles au XVIIIe siècle servent toujours à expliquer le fonctionnement de l'économie à l'orée du XXIe siècle. Les principes de l'économie de Smith, sur lesquels se sont appuyées des générations d'économistes, sont encore des guides précieux pour ceux qui veulent comprendre l'économie moderne.

Au cours des deux siècles qui se sont écoulés depuis cette période, les économistes ont certes raffiné et multiplié les outils permettant de comprendre les comportements économiques et étendu leur champ d'application de plusieurs manières. En tenant compte du rôle de l'information et du changement technologique, ils sont maintenant capables d'apporter de meilleures explications qu'il y a seulement 20 ans dans de multiples domaines, qui vont des méthodes de commercialisation des automobiles à la façon de produire de nouvelles idées.

Mais quels sont ces principes ? Quel est le champ d'étude des économistes ? Et que peut-on apprendre de spécifique en adoptant un point de vue économique ? En quoi l'économie peut-elle nous aider à comprendre pourquoi le saumon sauvage est en voie d'extinction et non le mouton, pourquoi les entreprises industrielles font de la publicité et non les producteurs de blé, pourquoi les pays qui ont recours au système de marché font mieux que ceux qui s'appuient sur la planification ou pourquoi il n'est pas souhaitable de laisser une entreprise unique dominer un marché ?

Les changements de l'économie actuelle sont très sensibles dans le commerce électronique, lequel connaît actuellement une expansion marquée. En 2012, on comptait en Europe 550 mille entreprises en ligne, 529 millions d'internautes, 3, 5 milliards de colis envoyés et 250 millions d'acheteurs en ligne (qui dépensent plus de 1200 euros par an en moyenne). Cette même année, le chiffre d'affaires du commerce électronique en Europe, avec 312 milliards d'euros de chiffre d'affaires (et 19 % de plus en un an) a même dépassé celui des États-Unis. Par pays, le Royaume-Uni arrive en tête des pays européens (96 milliards d'euros) suivi par l'Allemagne (50 milliards d'euros) et par la France (45 milliards d'euros)[3].

Sur toutes les questions clés que posent l'industrie informatique et l'Internet, l'analyse économique apporte un éclairage précieux. Cela concerne :

- le ***piratage en ligne***, avec la bataille juridique opposant les éditeurs de musique et de films (soucieux de mieux faire respecter les droits de propriété des auteurs et des éditeurs) aux consommateurs, partisans d'un partage libre des fichiers.

- les ***avantages et les inconvénients de la très forte concurrence*** qui s'est établie entre les entreprises du secteur, à coup de baisses de prix et d'innovations en cascade.

- les ***conséquences d'un accès généralisé et à faible coût à des marchés mondialisés***, souvent positives pour les consommateurs, mais parfois très négatives pour les producteurs locaux ou les gouvernements (fuites de capitaux, délocalisations d'entreprises, difficultés de collecter les taxes dues à l'importation pour les commandes effectuées sur des sites étrangers, etc.).

- le ***devenir des instruments de paiement en ligne*** et les conséquences prévisibles de la guerre qui s'annonce entre PayPal (filiale d'eBay, leader des paiements en ligne et dont le chiffre d'affaires dépasse

[2] Carl Shapiro et Hal R. Varian, *Information Rules*, Cambridge : Harvard Business School Press, 1999, p. 2.

[3] Source : Ecommerce Europe (2013) B2C Rapport Ecommerce Europe. www.ecommerce-europe.eu.

largement le milliard de dollars par trimestre) et des concurrents potentiels tels que que Google, Facebook, Visa ou Amazon. Ces entreprises, ainsi qu'un groupe de start-up, regardent en effet avec de plus en plus d'insistance en direction d'un marché en plein essor et qui a généré en 2012 231 milliards de dollars sur le seul espace américain.

La presse s'intéresse souvent aux questions économiques et les quatre exemples précédents montrent que les sujets abordés concernent des domaines clés de l'analyse économique : le rôle des incitations et de l'information, la mondialisation et les échanges, la concurrence et la réglementation publique, les coûts et les décisions commerciales des entreprises. L'étude de la science économique permet de mieux apprécier la portée des articles économiques que l'on peut lire dans la presse, de mieux appréhender le monde de l'entreprise et d'acquérir de nouvelles connaissances sur l'environnement économique général, celui auquel chacun de nous est confronté chaque jour.

SITES INTERNET
OÙ EN EST L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Depuis 1998, le Département américain du Commerce publie un rapport annuel sur l'économie numérique. Le dernier rapport est disponible en ligne à l'adresse suivante : www.esa.doc.gov/reports. Pour l'Europe, on consultera le rapport annuel Europe B2C Ecommerce Report 2013 (www.ecommerce-europe.eu)

Qu'est-ce que la science économique ?

Comme on a pu le constater, la presse accorde une large place aux grandes questions économiques. Mais qu'est-ce que la science économique ? Le moment est venu d'en donner une définition. La *science économique* étudie comment les individus, les entreprises, les pouvoirs publics et d'autres organisations sociales font des *choix*, et comment ces choix déterminent la façon dont sont utilisées les ressources de la société.

Pourquoi les Américains ont-ils acheté des automobiles de plus petite taille et à faible consommation dans les années 1970 et des véhicules SUV et 4 × 4 pendant les années 1990 ? Comment se détermine le nombre de personnes travaillant dans le domaine de la santé ou dans le secteur informatique ? Pourquoi l'écart de revenu entre les riches et les pauvres a-t-il augmenté au cours des années 1980 ? Pour comprendre comment les individus font des choix et les conséquences de ces choix sur les ressources de la société, on examinera cinq concepts dont le rôle est central en économie : les arbitrages (*trade-offs*), les incitations, l'échange, l'information et la distribution.

1 Tout choix implique des **arbitrages** – dépenser plus pour une chose implique d'avoir moins à dépenser pour une autre. Consacrer plus de temps à étudier l'économie laisse moins de temps pour étudier la physique.

2 Lorsqu'ils font des choix, les individus répondent à des **incitations**. Si le prix des lecteurs MP3 Sony baisse par rapport à celui des iPod, on est plus incité à acheter un lecteur Sony. Si les salaires des ingénieurs augmentent par rapport au salaire moyen des titulaires d'un master de gestion, les étudiants seront plus incités à faire des études d'ingénieur que des études de gestion.

3 Quand on fait des **échanges** avec une autre personne, l'éventail des choix possibles pour chacune d'elles s'élargit.

4 Pour effectuer des choix judicieux, il est nécessaire de disposer d'**information** et de bien s'en servir.

5 Enfin, les choix que nous faisons – concernant par exemple la durée des études, la profession à exercer ou les biens et services à acheter – déterminent la **distribution** de la richesse et du revenu dans la société.

Les cinq concepts précédents (arbitrages, incitations, échange, information et distribution) permettent de définir les principales idées-forces

de l'analyse économique. Ils servent également de guide pour raisonner en économiste sur les grands problèmes et les grands thèmes. Apprendre à « raisonner en économiste » signifie apprendre à mettre en lumière les arbitrages et les incitations auxquels on est confronté, apprendre à apprécier les conséquences des échanges, le rôle de l'information et les effets sur la distribution des différents choix opérés. Les nombreux encadrés « Raisonner en économiste », que l'on trouve tout au long de ce livre, sont là pour rappeler l'importance de ces éléments clés et pour se familiariser avec leur utilisation pratique.

Arbitrages

Chacun d'entre nous doit en permanence effectuer des choix – les étudiants peuvent travailler à la bibliothèque ou dans leur chambre, manger de la pizza ou des sushis, poursuivre leurs études ou travailler à plein temps.

Les sociétés doivent elles aussi faire des choix – conserver des espaces verts plutôt que d'autoriser la construction de logements, produire des ordinateurs et importer des téléviseurs plutôt que l'inverse, baisser les impôts plutôt qu'augmenter les dépenses publiques. Dans certains cas, les individus ou les États font ces choix de façon explicite. Vous pouvez ainsi avoir à trancher entre l'étude de l'économie ou celle d'une autre discipline. L'État décide chaque année s'il doit baisser les impôts ou accroître ses dépenses. Dans d'autres cas, les choix résultent d'actions non coordonnées de millions d'individus. Ni l'État, ni aucun individu n'a décidé que les États-Unis importeraient des automobiles japonaises ou exporteraient du blé en Inde. Il n'en reste pas moins que les choix font intervenir à chaque fois des arbitrages – obtenir plus d'une chose implique d'en avoir moins d'une autre. La **rareté** oblige à faire des arbitrages.

La rareté occupe une place centrale en économie ; c'est parce que les ressources sont rares que les choix ont de l'importance. Chacun d'entre nous est obligé de faire des choix en raison du montant limité de son revenu. On ne peut pas s'offrir tout ce que l'on souhaite. Si l'on dépense plus pour son logement, on dispose de moins d'argent pour acheter des vêtements ou s'offrir des loisirs. Avoir un toit ouvrant quand on achète une nouvelle voiture peut signifier renoncer à des sièges en cuir afin de ne pas dépasser le budget disponible. Mais le caractère limité du revenu n'explique pas à lui seul pourquoi nous sommes obligés de faire des arbitrages. Prenons le cas d'une personne immensément riche, qui peut s'offrir tout ce qu'elle souhaite. On aurait tort de croire qu'il n'existe pour elle aucune contrainte. En effet, le temps est également une ressource et même l'enfant d'un milliardaire possédant tous les jouets du monde, y compris les plus chers, doit choisir chaque jour ceux avec lesquels il va jouer. Dès que l'on fait intervenir le temps, on se rend compte que la rareté est une réalité à laquelle tout le monde est soumis.

Tous les économistes sont d'accord pour reconnaître le rôle déterminant de la rareté. Cette idée se résume comme suit : *il n'existe pas de repas gratuit (« there is no free lunch »). Avoir plus d'une chose implique de renoncer à une autre. Du fait de la rareté, les arbitrages sont des réalités permanentes de la vie.*

Incitations

C'est une chose de dire que nous sommes tous confrontés à des arbitrages quand nous devons faire des choix. C'en est une autre de comprendre comment les individus et les entreprises effectuent ces choix et comment ces choix peuvent changer selon les circonstances économiques. Les entreprises vont-elles par exemple décider d'accroître ou de réduire le montant de leur main-d'œuvre quand de nouvelles technologies apparaissent ? Les individus vont-ils acheter de nouveaux types d'automobiles quand le prix de l'essence augmente ?

Toute personne confrontée à un choix évalue les avantages et les inconvénients des différentes options envisageables. Quand vous devez décider du menu de votre dîner, vous pouvez comparer les avantages et les inconvénients entre prendre une pizza surgelée dans votre congélateur ou sortir pour acheter des sushis. De même, une entreprise évalue les avantages et les inconvénients des différentes options en fonction de leurs effets respectifs sur ses profits. Par exemple, une chaîne de restauration tiendra compte, pour implanter un nouveau restaurant, des avantages et des inconvénients de toutes les localisations possibles. L'une d'elles sera mieux située, dans un quartier plus fortuné, mais le loyer sera plus élevé. Une autre aura

une localisation moins favorable avec un loyer plus faible.

Quand des décideurs pondèrent de façon systématique les avantages et les inconvénients des options envisageables, on peut prévoir leur réaction quand les conditions économiques changent. Une hausse du prix de l'essence accroît les coûts des déplacements en automobile, mais le coût d'utilisation d'une automobile qui consomme peu augmente moins que celui d'un véhicule de grand tourisme. Les ménages qui veulent acheter une automobile vont être incités à choisir un modèle qui consomme peu. Si une entreprise vend une part importante de ses produits sur Internet, le poids accordé à la clientèle de proximité sera plus faible. Elle sera donc moins incitée à payer un loyer élevé pour une « bonne » localisation.

Les économistes étudient les choix en se focalisant sur les incitations. Pour un économiste, les incitations se définissent comme les avantages (y compris les réductions de coût) qui font pencher un décideur en faveur d'une option particulière. Parmi les nombreux facteurs qui peuvent influer sur les incitations, *les prix* font partie des plus importants. Si le prix de l'essence augmente, les individus sont incités à moins utiliser leur automobile. Si le prix des lecteurs MP3 baisse, les incitations à en acheter un sont plus fortes. Quand le prix d'un bien augmente, les entreprises sont incitées à en produire une plus grande quantité, afin d'accroître leurs profits. Quand un facteur utilisé pour la production devient plus cher, le travail par exemple, les entreprises sont incitées à rechercher de nouvelles méthodes visant à économiser cette ressource. Les incitations sont également influencées par les rendements anticipés de différentes activités. Si la rémunération du titulaire d'un master augmente par rapport à celle du titulaire d'une licence, les étudiants seront plus incités à poursuivre leurs études au-delà de la licence.

Quand les économistes étudient le comportement des individus ou celui des entreprises, ils s'intéressent en priorité à leurs incitations. Ces incitations sont parfois faciles à identifier. Si l'on augmente le nombre des cours nécessaires pour obtenir un master, les incitations des étudiants à aller au-delà de la licence diminueront. Mais la situation peut être moins claire. Par exemple, des automobiles plus sûres peuvent inciter leurs conducteurs à conduire plus vite. Bien identifier les incitations et les « désincitations » à agir dans un sens ou un autre est l'une des premières choses que doit faire un économiste quand il veut comprendre les choix d'un individu ou d'une entreprise.

Les décideurs réagissent aux incitations. Celles-ci sont importantes pour comprendre les choix effectués.

Les arbitrages et les incitations en pratique : le partage de musique en ligne

On doit à Napster d'avoir introduit, en 1999, le premier programme de partage de fichiers en ligne permettant d'échanger des fichiers musicaux par Internet. Cette pratique a été à l'origine de controverses nourries, avec d'un côté l'industrie de l'édition musicale, qui considérait le partage de fichiers musicaux comme une activité illégale et, de l'autre, les sociétés qui produisaient le logiciel de partage de fichiers et les millions d'amateurs de musique qui refusaient de payer pour ce genre de service. Le débat s'est assez rapidement élargi à l'industrie cinématographique, dans la mesure où les films numérisés devenaient tout aussi facilement partageables que les fichiers musicaux. La bataille juridique entre MGM et Grokster, un distributeur de logiciels permettant le partage de fichiers en « peer-to-peer », a été portée devant la Cour suprême des États-Unis en 2005.

Les incitations sont au cœur du procès intenté au partage de fichiers. Les sociétés d'édition musicale gagnent de l'argent en vendant des CD. Elles détiennent, avec les artistes créateurs de musique, des droits d'auteur qui les autorisent à faire payer ceux qui utilisent leurs productions. Les livres (y compris celui que vous lisez en ce moment), la musique, les films sont des produits soumis à des droits d'auteur. Ils ne peuvent être distribués ou vendus sans l'autorisation du détenteur de ces droits. Le détenteur d'un droit d'auteur (l'éditeur, l'auteur, l'artiste, le compositeur) est autorisé à limiter l'accès à son produit et à exiger le paiement de royalties en échange de son utilisation. Aussi longtemps que la musique ne pouvait être copiée que par duplication physique d'une bande magnétique ou d'un CD, il était coûteux de faire des copies illégales. L'industrie de l'édition musicale tolérait la gravure d'un CD s'il agissait de l'écouter dans sa voiture ou de le donner à un ami, sous réserve que ce partage reste relativement mineur.

RAISONNER EN ÉCONOMISTE
LA TARIFICATION DES SERVICES EN LIGNE ET LES INCITATIONS

Dans les premiers temps, la facturation des connexions Internet se faisait en général sur la base du temps passé en ligne par l'utilisateur client. En 1997, l'un des premiers fournisseurs d'accès internet, AOL (America OnLine), décide de changer de politique tarifaire en instaurant un forfait mensuel unique, avec un temps de connexion illimité. Les serveurs d'AOL ont été rapidement saturés et il est devenu pratiquement impossible pour les clients de se connecter. La raison en était simple : à partir du moment où la connexion n'était plus facturée au temps passé, de nombreux clients sont restés connectés en permanence. Ce faisant, ils ont saturé la capacité de connexion de modems d'AOL. Quand les clients payaient au temps passé, ils avaient une incitation à se déconnecter quand ils n'utilisaient pas le service AOL. Avec la nouvelle tarification, l'incitation à économiser le temps de connexion avait disparu. Si AOL avait été plus attentif aux incitations, il en aurait conclu qu'*avant* d'annoncer la nouvelle tarification, il lui fallait accroître sensiblement sa capacité de connexion de modems.

De nos jours, ce problème s'est en grande partie résolu de lui-même : les progrès de la technologie ont permis à la fois une forte diminution des coûts et une augmentation considérable des capacités de connexion.

L'avènement de la musique numérique a profondément changé les données du problème. Le partage de fichiers musicaux au format MP3, introduit par Napster[4], a popularisé auprès de millions de personnes le recours à ce type d'échanges. En février 2001, on comptait plus de 26 millions d'utilisateurs dans l'ensemble du monde. Napster a rapidement attiré l'attention des sociétés d'édition musicale, qui lui ont intenté un procès pour distribution de musique protégée par des droits d'auteur sans paiement de royalties. Napster a rapidement mis un terme aux poursuites judiciaires en acceptant de payer 26 millions de dollars aux détenteurs des droits d'auteur musicaux. Mais, confrontée à la nécessité de payer un montant aussi considérable, cette société a été déclarée en faillite en 2002. Depuis, elle s'est reconvertie en un service de souscription payant permettant de télécharger de la musique légalement.

La place occupée auparavant par Napster a été reprise par des sociétés de services comme Morphéus ou Grokster. Ces sociétés offraient des possibilités de partage de fichiers en *peer-to-peer* (p2p) dits de « deuxième génération ». La bataille juridique avec l'industrie de l'édition musicale a alors repris de plus belle. Les sociétés mises en cause ont fait valoir que, si leurs produits pouvaient être utilisés pour dupliquer illégalement des fichiers soumis à droits d'auteur, ce n'était pas une raison suffisante pour les rendre juridiquement responsables d'une telle situation. Mais, en juillet 2005, la Cour suprême américaine a jugé le contraire, estimant que ces sociétés de services étaient juridiquement responsables dans la mesure où elles faisaient la promotion de produits susceptibles de ne pas respecter les droits d'auteur en toute connaissance de cause et qu'elles n'avaient rien fait pour décourager cette activité illégale.

Comment cette controverse est-elle liée au concept d'incitation ? Tout d'abord, la gratuité de la musique crée pour les amateurs de musique une incitation évidente à télécharger des fichiers musicaux plutôt que de les acheter sous forme de CD. Il s'agit de l'argument central des éditeurs de musique contre le partage de fichiers en peer-to-peer. De plus, si elles ne sont pas en mesure de faire payer la musique qu'elles produisent (car cette musique peut être téléchargée gratuitement), les sociétés d'édition musicale, et notamment les plus renommées, n'auront plus guère d'incitations ni à enregistrer des musiques nouvelles ni à faire la promotion de nouveaux auteurs ou artistes. Sur le fond, l'argument semble imparable. Mais la question de l'ampleur des effets du non-paiement a fait l'objet de vifs débats. L'industrie de l'édition musicale met en avant la baisse de ses ventes de CD de 20 % en 4 ans. Pour certains, ces chiffres prouvaient à eux seuls les conséquences commerciales négatives pour le secteur du téléchargement gratuit. Pour d'autres, la baisse des ventes ne faisait que refléter le ralentissement économique du secteur informatique de 2001 et la hausse du chômage qui l'a accompagné. Mais certaines études ont aussi avancé l'idée exactement contraire : la possibilité de télécharger gratuitement de la musique aurait en

[4] Société créée par deux jeunes Américains de 20 ans.

SITES INTERNET
SITES D'ENCHÈRES

L'enchère est une forme particulière de marché qui oblige les acheteurs potentiels à être physiquement présents (ou représentés) sur le lieu où s'effectuent les échanges. Des enchères ont maintenant lieu sur Internet et peuvent faire intervenir des participants habitant à n'importe quel endroit de la planète. Certains sites, comme eBay (www.ebay.com/), offrent à peu près tout ce que l'on veut à la vente. D'autres sont plus spécialisés. Par exemple, Heritage Coins (coins.ha.coin) est un site d'enchères pour les pièces de monnaie rares. Même le gouvernement américain a sauté le pas. Certes, le Trésor américain (*U.S. Treasury*) ne vend pas réellement sous forme d'enchères en ligne, mais il utilise le Web pour publier les adresses des lieux où les biens immobiliers confisqués seront mis aux enchères (www.treasury.gov/services/Pages/auctions_index.aspx).

fin de compte provoqué une hausse – et non une baisse – des ventes de CD. Écouter de la musique en ligne accroît l'intérêt porté aux musiques nouvelles et une personne qui a entendu en ligne un nouveau morceau a plus de chances que les autres d'acheter l'album CD correspondant. On citera enfin une étude effectuée par des économistes de l'université de Caroline du Nord et la Harvard Business School, dont la conclusion est l'impossibilité de mettre en évidence un quelconque effet de l'accès aux fichiers musicaux en ligne sur les ventes ultérieures de CD.

On voit clairement l'apport de l'analyse des incitations pour comprendre les enjeux de cette bataille juridique, indépendamment de la simple question de son issue finale. Dans le cas de la **demande**, le sens des effets incitatifs de la musique à faible coût ou avec libre accès ne sont pas clairement établis. En revanche, du côté de l'offre, les conclusions sont plus tranchées : le faible coût, voire la gratuité totale des fichiers musicaux ou cinématographiques contribuent très clairement à réduire les incitations des sociétés d'édition musicale à découvrir, à enregistrer et à faire la promotion des nouveaux talents musicaux.

Échange

D'une façon ou d'une autre, les décisions prises par les individus, par les ménages, par les entreprises ou par l'État (compte tenu des conditions d'arbitrage et en réponse à des incitations) déterminent la manière dont les ressources limitées de l'économie sont utilisées, y compris la terre, le travail, les machines, le pétrole et les autres ressources naturelles. La clé permettant de comprendre comment ces processus se déroulent se trouve dans le rôle joué par l'échange *volontaire* sur les *marchés*.

On a compris les avantages procurés par l'échange bien avant l'apparition des sociétés industrielles modernes. Les sociétés côtières, par exemple, ont très tôt échangé avec des sociétés situées à l'intérieur des

Les consommateurs d'aujourd'hui font leurs achats aussi bien sur les marchés traditionnels que sur des marchés en ligne comme eBay.com.

terres les produits de leur pêche contre de la viande et des fourrures. Cette viande et ces fourrures avaient pour elles une valeur bien supérieure à celle du poisson qu'elles donnaient en échange. Inversement les habitants de l'intérieur des terres estimaient que le poisson obtenu valait beaucoup plus que la viande et les fourrures qu'ils fournissaient. Chaque groupe sortait gagnant de ces échanges volontaires.

Dans les sociétés modernes, des millions d'échanges ont lieu. Très peu de personnes produisent elles-mêmes tous les biens et services qu'elles souhaitent consommer. En revanche, les enseignants, les policiers, les avocats, les travailleurs du bâtiment vendent les services de leur travail à un établissement scolaire, à l'État, à un client ou à un entrepreneur du bâtiment, puis échangent le revenu gagné contre les différents biens et services qu'ils désirent consommer — biens et services produits auparavant par d'autres. Il est important de bien comprendre que, dans un échange volontaire, les *deux* parties sont gagnantes. Chaque fois qu'il y a échange volontaire entre deux personnes ou entre une personne et une entreprise ou entre des habitants de deux pays différents, l'échange est en mesure d'améliorer le bien-être de l'un *et* de l'autre.

Les économistes considèrent qu'il y a marché chaque fois qu'il y a échange. Pendant des milliers d'années, les sociétés ont affecté un lieu précis à la réalisation des échanges, en créant notamment des « places de marché » dans les villes et les villages. Lors des foires périodiques, les vendeurs apportaient leurs produits, marchandaient les prix avec les acheteurs et empochaient les bénéfices de leur commerce. En économie, le concept de marché décrit toute situation où se produisent des échanges, même si ces « marchés » ne ressemblent pas tous au marché de village traditionnel ou aux marchés financiers modernes. Dans les centres commerciaux actuels, les consommateurs marchandent rarement les prix. Quand les entreprises achètent des matières premières pour les besoins de leur production, elles fournissent de la monnaie et non d'autres biens. La plupart des biens, de l'appareil photographique aux vêtements, ne sont pas vendus directement par le producteur au consommateur. Ils sont d'abord vendus à un distributeur qui les vend à son tour à un détaillant qui les revend finalement au consommateur. Toutes ces transactions sont incluses dans le concept de marché et dans celui d'**économie de marché**.

Dans une économie de marché comme celle des États-Unis, la plupart des échanges sont marchands et ils sont guidés par les prix des biens et services concernés. Les biens et services qui sont plus rares ou qui demandent plus de ressources pour leur production sont vendus à un prix plus élevé. Les automobiles sont plus chères que les gobelets en carton, les avocats se font payer plus cher que les gardiens d'immeubles. Les marchés permettent donc aux consommateurs et aux entreprises de faire des choix qui reflètent la rareté et qui, par voie de conséquence, conduisent à une utilisation efficace des ressources.

Pour cette raison, les économies de marché s'appuient en priorité sur les échanges marchands pour répondre aux questions économiques les plus fondamentales : « Que produire et en quelle quantité ? Comment produire ? Pour qui produire ? Et qui prend les décisions économiques ? ». Tous ces choix sont le fait des individus et des entreprises. Les individus prennent des décisions qui correspondent à leurs propres souhaits selon les incitations auxquelles ils sont confrontés. Les entreprises prennent des décisions qui maximisent leurs profits et, pour atteindre cet objectif, elles essaient de produire les biens que souhaitent les consommateurs aux coûts les plus bas. Ce processus permet de répondre aux questions : que produire, comment produire et pour qui produire. Puisque les entreprises sont en concurrence à la recherche de profits, les consommateurs sont doublement gagnants : les biens qu'ils obtiennent correspondent à leurs souhaits et les prix qu'ils paient pour cela sont les plus bas possible. Dans l'ensemble, les marchés permettent une utilisation efficace des ressources de la société.

Cependant, dans certains domaines, les marchés risquent d'aboutir à des résultats que la société peut juger non souhaitables. Il peut y avoir trop de pollution, trop d'inégalité ou une priorité insuffisante accordée à l'éducation, à la santé ou à la sécurité. Quand on estime que le marché fonctionne mal, l'opinion publique a tendance à se retourner vers l'État. On désigne souvent des économies comme celles des États-Unis ou des pays européens sous le nom d'*économies mixtes*, c'est-à-dire d'économies qui s'appuient principalement, mais pas de façon

exclusive, sur une interaction libre entre les producteurs et les consommateurs afin de déterminer ce qu'il faut produire, comment le produire et pour qui le produire. Dans certains domaines, c'est l'État qui prend les décisions ; dans d'autres, il impose des réglementations qui modifient les incitations pour les entreprises et les ménages. Enfin, dans de nombreux domaines (dans l'éducation par exemple), le *secteur public* (l'État central et les collectivités locales) et le *secteur privé* (les ménages et les entreprises) interviennent de façon conjointe.

L'État joue un rôle décisif dans toutes les économies de marché. Il lui revient notamment de fixer le cadre légal au sein duquel les entreprises privées et les individus agiront. Il ne viendrait à l'idée de personne d'ouvrir un magasin si n'importe quel client avait la possibilité de voler les produits sur les étagères et de partir impunément. Les commerçants ont besoin de savoir qu'il existe un système légal auquel recourir pour réprimer le vol. Aucune banque ne prêterait d'argent à un ménage pour acheter une maison si elle n'était pas en mesure de l'obliger légalement à rembourser son prêt. Les États peuvent également réglementer l'activité de différentes façons. Il existe des réglementations qui interdisent les discriminations raciales ou sexuelles, qui exigent que les consommateurs soient correctement informés, que la sécurité des salariés dans les entreprises soit suffisante ou que l'on ne pollue ni l'air ni l'eau. Dans certains secteurs, comme l'éducation ou la poste, l'État est un fournisseur très important de services. Dans d'autres, comme celui de la défense, l'État est un acquéreur à grande échelle de biens et services. Il offre également des biens et services qui ne sont pas fournis par le secteur privé, comme la défense nationale, les routes ou la monnaie. Aux États-Unis, la protection des personnes âgées est assurée par des programmes publics : la *Social Security* (qui leur verse des retraites) et *Medicare* (qui couvre leurs besoins en soins médicaux). L'État aide également les personnes qui ont des difficultés économiques, par l'intermédiaire de l'assurance-chômage pour celles qui ont temporairement perdu leur emploi, et de l'assurance-invalidité pour celles qui ne sont plus en état de travailler. L'État fournit enfin, grâce à divers programmes sociaux, un filet de sécurité aux personnes pauvres (et, surtout, à leurs enfants).

Il est facile d'imaginer un État qui contrôle l'économie de façon plus directe. Dans les pays où la prise de décision est centralisée et concentrée aux niveaux hiérarchiques supérieurs de l'État central, les responsables administratifs peuvent décider de ce que doit produire une entreprise, de la quantité à fournir et des salaires à verser. Au moins jusqu'à une date récente, les gouvernements de pays comme l'ex-Union soviétique ou la Chine ont essayé de contrôler pratiquement toutes les grandes décisions concernant l'allocation des ressources. Même en Europe, il n'y a pas si longtemps, plusieurs gouvernements géraient encore des compagnies pétrolières, des mines de charbon ou les télécommunications. Toutefois, un nombre croissant de gouvernements ont maintenant vendu ces entreprises au secteur privé, selon un processus dit de *privatisation*.

Les économies de marché où les individus et les entreprises prennent les décisions concernant ce qu'il faut produire et en quelles quantités se sont révélées très favorables aux nouvelles technologies et aux nouveaux produits. Il est difficile d'imaginer que des hauts fonctionnaires aient pu développer un produit comme le lecteur MP3 ou l'iMac couleur néon. Les marchés permettent aussi en général une utilisation efficace des ressources.

L'étude de l'échange sur les marchés est un élément clé pour comprendre comment les ressources sont allouées, quels biens sont produits et qui gagne quoi.

Information

Pour faire de bons choix, il faut disposer d'information. Il est en effet difficile de comparer les avantages et les coûts si l'on ne connaît ni leur nature ni a fortiori leurs montants ! Une entreprise qui envisage d'acheter un nouveau logiciel doit non seulement connaître les coûts des différentes options possibles mais aussi les capacités et les limites de chaque option. À bien des égards, l'information est semblable aux autres biens et services. Les entreprises et les individus désirent acquérir de l'information et des institutions spécialisées se sont développées pour leur en vendre. Dans de multiples domaines, des organismes visant à fournir de l'information aux consommateurs se sont également créés. Aux États-Unis, *Consumer Reports* en est le meilleur exemple. L'Internet est aussi maintenant une

source importante d'information indépendante pour les acheteurs. Sous certains aspects, l'information diffère cependant de façon fondamentale des autres biens. Si un vendeur de voitures peut vous laisser essayer le modèle de votre choix avant l'achat, un vendeur d'information ne peut pas faire la même chose. En effet, dès que vous avez pris connaissance d'une information, vous n'avez plus aucune incitation à l'acheter. De plus, à la différence d'une bouteille de soda ou d'un croissant, l'information peut être partagée gratuitement. Quand je vous dis quelque chose, je n'enlève rien à ce que je sais (même si cela fait disparaître les profits que je suis susceptible de réaliser grâce à cette information).

Dans certains domaines importants, le rôle de l'information est capital, au point de modifier la nature même du marché. Dans le cas des automobiles d'occasion, les acheteurs et les vendeurs qui négocient le prix d'un véhicule bénéficient souvent d'une information très différente quant à sa qualité technique. Si le vendeur est mieux informé que l'acheteur, il est incité à présenter de façon erronée l'état du véhicule qu'il vend, dans la mesure où meilleure qualité est synonyme de meilleur prix. L'acheteur aura donc beaucoup de mal à prendre pour argent comptant tout ce que le vendeur pourra dire concernant l'excellent état de l'automobile.

Quand les consommateurs manquent d'information pour effectuer des choix, l'État intervient fréquemment pour obliger les entreprises à leur en fournir. La *Securities and Exchange Commission* (SEC), l'institution chargée de superviser les marchés financiers américains, impose aux entreprises certaines obligations de publicité sur leurs comptes et leur activité avant de les autoriser à introduire leurs actions sur le NYSE (*New York Stock Exchange*, la Bourse américaine). Cela garantit aux investisseurs privés une information relativement fiable, utile pour leurs décisions d'investissement.

Cependant il arrive que ces réglementations ne fonctionnent pas comme il convient. Le scandale Enron, en 2001, en est l'illustration. La société de négoce pétrolier Enron avait falsifié ses comptes afin de faire apparaître dans ses rapports officiels des taux de profit supérieurs à la réalité. L'effondrement financier qui s'en est suivi pour Enron a eu pour conséquence la mise en place de nouvelles réglementations destinées à améliorer la fiabilité des informations que les sociétés commerciales doivent fournir au public. Malheureusement, les mesures précédentes n'ont pas été suffisantes pour faire face à la crise financière et économique de 2008-2010. Celle-ci a révélé des défaillances importantes dans la gestion de plusieurs entreprises. La crise américaine des subprimes (prêts immobiliers hypothécaires à risques), a créé une situation de grande méfiance dans et envers le système bancaire, américain d'abord, mondial ensuite. En fait elle a aussi beaucoup frappé l'Europe dont les banquiers avaient imprudemment accepté de porter un partie significative du risque financier américain, au travers de « produits dérivés »...

Les États réglementent également les normes de sécurité des produits. La *Food and Drug Administration* (FDA) aux États-Unis, l'Agence européenne du médicament et les agences nationales de contrôle en Europe doivent approuver les nouveaux médicaments avant leur mise sur le marché. On a bien vu l'intérêt d'une telle surveillance en 2005, lorsque la société pharmaceutique Merck a été obligée de retirer du marché son médicament antidouleur Vioxx, après que des études eurent montré qu'il augmentait le risque d'accidents cardiaques. En France, c'est le « scandale du Mediator »[5] qui a le plus attiré l'attention.

Les personnes qui critiquent la FDA estiment que l'agence n'assure pas un contrôle adéquat de la sécurité des médicaments une fois qu'ils ont été autorisés. Des propositions ont été faites pour mettre en place une commission gouvernementale dont le travail serait de décider si une nouvelle information sur un médicament existant doit ou non entraîner son retrait du marché.

Même en l'absence de réglementation, les entreprises ont des incitations à signaler aux acheteurs que leurs produits sont de bonne qualité. Pour cela, elles vont offrir des garanties qu'un producteur de produits de basse qualité ne pourra pas accorder.

L'imperfection de l'information peut aussi venir interférer avec les incitations. Les employeurs veulent inciter leurs employés à bien travailler. Une façon d'atteindre cet objectif est de lier la rémunération du salarié concerné à sa productivité. Cependant, celle-ci est souvent difficile à mesurer et, si cette mesure est trop imparfaite, on voit mal comment

[5] Médicament à risque destiné initialement aux diabétiques mais surtout très largement prescrit comme coupe-faim à des patients souhaitant maigrir. Selon certaines estimations, le Mediator pourrait avoir tué entre 1000 et 2000 personnes. La prochaine audience du procès en cours est fixée au 14 mai 2014.

il est possible de déterminer les rémunérations sur cette base. Par exemple, l'un des grands débats actuels aux États-Unis est de savoir s'il faut lier les salaires des professeurs à leur performance. En fait, c'est en raison même de cette difficulté que la plupart des enseignants reçoivent un salaire qui dépend essentiellement de leur temps d'enseignement.

L'information, ou son absence, joue un rôle central dans la détermination de la forme des marchés et dans la capacité des marchés privés à promouvoir une utilisation efficace des ressources rares de l'économie.

Distribution

L'économie de marché ne détermine pas seulement les biens qu'il convient de produire. Elle fixe aussi les quantités à produire et pour qui. Beaucoup estiment que le marché distribue les biens entre les ménages de manière discutable. « Tout en reconnaissant l'efficacité du capitalisme pour produire de la richesse, on reste mal à l'aise quant à la façon dont ce même marché distribue dans certains cas cette richesse et quant aux effets d'une concurrence sauvage sur la société »[6]. Tout comme des personnes qui prennent part à des enchères, ce que les participants au marché veulent et peuvent payer dépend de leur revenu. Les revenus diffèrent nettement selon les professions, comme le montre la figure 1.1. Certains groupes d'individus, notamment ceux qui n'ont aucune qualification valorisée par le marché, reçoivent un revenu tellement faible qu'ils ne peuvent ni se nourrir ni éduquer leurs enfants sans aide. L'État fournit dans ce cas de l'assistance sous la forme de mesures visant à réduire l'inégalité des revenus.

Les mesures qui amortissent l'impact des marchés sur la distribution risquent toutefois d'émousser les incitations économiques. Alors que les prestations sociales constituent un filet de protection essentiel pour les personnes pauvres, les impôts ou les cotisations nécessaires pour les financer peuvent dissuader les contribuables de travailler ou d'épargner. Si l'État prend un euro chaque fois qu'un individu gagne deux ou trois euros, celui-ci ne sera guère incité à beaucoup travailler. Et si l'État prend un euro pour deux ou trois euros provenant du revenu de l'épargne, sous forme d'intérêts ou de plus-values réalisées, ce même individu ne sera pas non plus beaucoup incité à épargner. Il aura tendance à consommer davantage. Par conséquent, les efforts de l'État pour redistribuer les revenus peuvent aller à l'encontre de l'efficacité économique.

Le fait que l'on fasse confiance en priorité aux décisions privées, aux États-Unis et dans les pays européens, traduit l'idée, partagée par la plupart des économistes, que cette confiance est nécessaire pour que le système économique soit efficace. Cela n'exclut pas toutefois que certaines interventions de l'État puissent être souhaitables. Déterminer l'équilibre entre les préoccupations d'égalité (ou *préoccupations d'équité*) et les préoccupations d'efficacité, tout comme déterminer l'équilibre entre secteur public et secteur privé, fait partie des grands problèmes de l'économie moderne. Comme toujours, des arbitrages sont inévitables.

[6] Alan Greenspan, discours à la Federal Reserve Bank de Kansas City, Jackson Hole Conference, 25 août 2000.

EN BREF

CINQ IDÉES-FORCE

1. *Arbitrages* : la rareté des ressources et, par conséquent, la nécessité d'effectuer des arbitrages sont une réalité de la vie quotidienne.
2. *Incitations* : quand ils font des choix, les décideurs répondent aux incitations existantes.
3. *Échange* : les individus gagnent à l'échange volontaire et, dans les économies de marché, les échanges marchands permettent une utilisation efficace des ressources.
4. *Information* : la structure des marchés et la façon dont ils peuvent fonctionner dépendent de façon décisive de l'information dont disposent les décideurs.
5. *Distribution* : les marchés déterminent le montant des biens et services que produit la société et la façon dont ces biens et services sont alloués à ses membres.

Les trois grands marchés

L'économie de marché consiste essentiellement en un échange entre des particuliers (ou ménages), qui achètent des biens et des services, et des entreprises. Celles-ci se procurent des facteurs de production – les différents matériaux dont elles ont besoin –, et fabriquent des produits – c'est-à-dire des biens et services qu'elles vendent. Lorsqu'ils parlent d'économie de marché, les économistes pensent surtout à trois grands types de marchés où les ménages et les entreprises sont en interaction. On appelle **marché des biens (et des services)** l'ensemble des marchés sur lesquels les entreprises vendent leur production aux ménages. Beaucoup d'entreprises vendent également des biens à d'autres entreprises ; les biens produits par la première entreprise deviennent les facteurs de production (ou « *inputs* ») de la seconde. On dit également que ces transactions s'effectuent sur le marché des biens.

En ce qui concerne les facteurs de production, les entreprises (outre les matériaux et biens intermédiaires qu'elles achètent sur le marché des biens) doivent combiner du travail et des machines pour assurer la production de leurs biens. Elles achètent les services des travailleurs sur le **marché du travail**. Elles se procurent les fonds dont elles ont besoin pour acheter des facteurs de production sur le **marché du capital**.

Traditionnellement, les économistes attachaient beaucoup d'importance à un troisième facteur de production, la terre, dont le rôle, dans les économies industrielles modernes, est toutefois devenu secondaire. Pour l'essentiel, il suffit de s'intéresser aux trois grands marchés précédents, ce que nous ferons par la suite.

Comme on le voit sur la figure 1.1, les particuliers interviennent sur les trois marchés. Lorsqu'ils achètent des biens et services, ils agissent en tant que consommateurs sur le marché des biens. Lorsqu'ils interviennent en tant que travailleurs, les économistes disent qu'ils « vendent les services de leur travail » sur le marché du travail. Lorsque ces mêmes particuliers achètent des actions en bourse ou prêtent de l'argent à des entreprises sous forme d'obligations, les économistes constatent qu'ils participent au marché du capital et les appellent alors des *investisseurs*.

Mise en garde contre les termes pièges

Les mots utilisés en économie appartiennent souvent au langage courant mais parfois avec un sens très spécifique. Les termes de *marché* et de *capital* en sont une illustration.

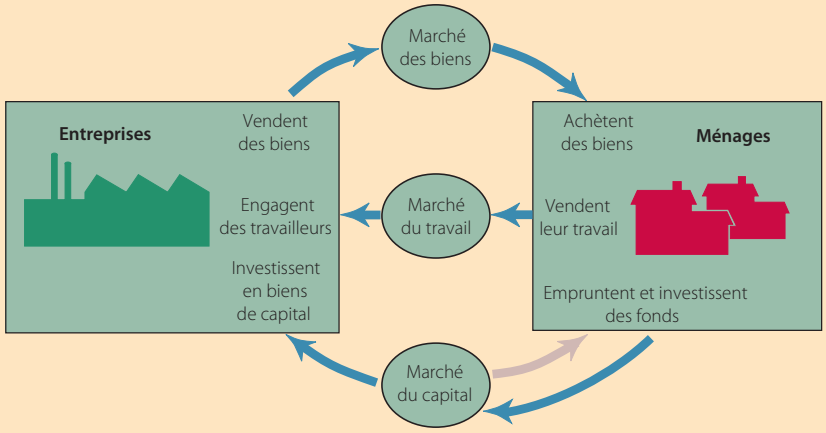


Figure 1.1 Les trois marchés

Pour les économistes, les individus jouent plusieurs rôles. En général, ils sont à la fois des consommateurs sur le marché des biens, des travailleurs sur le marché du travail et des emprunteurs et des prêteurs sur le marché du capital.

Bien que le mot « marché » évoque l'image d'une *place de marché* animée, il n'existe pas à proprement parler de lieux où s'échangent les biens et services. Il existe des acheteurs et des vendeurs, et les économistes analysent le résultat *comme si* toutes les transactions s'opéraient sur un seul emplacement de marché. Par exemple, les économistes analysent le « marché des livres », même si les acheteurs et les vendeurs se rencontrent dans des milliers de librairies ou sur des sites en ligne.

De plus, les économistes parlent souvent du « marché du travail » comme si tous les travailleurs étaient identiques. Mais, de toute évidence, les travailleurs diffèrent de bien des façons. Dans certains cas, ces différences sont importantes. On parlera alors du « marché des travailleurs qualifiés » ou du « marché des plombiers ». Mais, dans d'autres cas, ces différences sont négligeables, quand on parle par exemple de l'état général de l'économie et que l'on s'intéresse au taux de chômage global (à la fraction des travailleurs qui souhaiteraient travailler mais qui ne parviennent pas à trouver un emploi).

Quand les journaux emploient le terme de marché du capital (ou des capitaux), ils font référence aux intermédiaires qui vendent et qui achètent des actions et des obligations et aux entreprises pour lesquelles ils travaillent, à Wall Street ou dans d'autres centres financiers. Quand les économistes utilisent le terme de *marché du capital* ou *des capitaux*, ils font référence à un concept plus large. Ce marché comprend toutes les institutions financières, banques et compagnies d'assurance qui ont pour activité de lever des fonds et/ou de répartir les risques et donc de se prémunir contre eux).

Le terme *capital* est aussi employé pour désigner les machines et les bâtiments utilisés dans la production. Pour éviter toute ambiguïté, nous parlerons dans ce cas précis de **biens de capital ou de biens d'équipement**. Les *marchés du capital* désignent donc les marchés où des fonds sont levés, empruntés et prêtés. En revanche, les *marchés des biens de capital (ou d'équipement)* correspondent aux marchés sur lesquels des biens de capital (ou d'équipement) sont achetés et vendus.

EN BREF

LES TROIS GRANDS MARCHÉS

1. *Le marché des produits* : ensemble des marchés où les entreprises vendent les biens qu'elles produisent.
2. *Le marché du travail* : marché où les ménages vendent les services de leur travail et où les entreprises achètent ces services.
3. *Le marché du capital* ou *des capitaux* : marché où des fonds sont empruntés et prêtés.

Microéconomie et macroéconomie : les deux branches de l'économie

Les économistes étudient l'économie selon deux perspectives différentes. La première est celle de la **microéconomie**. Elle correspond à l'analyse des décisions des entreprises et des ménages, ainsi qu'à l'étude des prix et de la production dans des secteurs particuliers. La microéconomie s'intéresse au comportement des unités de base de l'économie — entreprises, ménages et individus (*micro* signifiant « petit » en grec). L'objectif est d'étudier comment ces unités de base prennent des décisions et quels sont les facteurs qui déterminent ces décisions.

La seconde perspective est celle de la **macroéconomie** (du grec *macro*, qui signifie « grand ») qui s'intéresse au comportement de l'économie dans son ensemble. Elle étudie notamment le comportement de grands agrégats (taux de chômage, inflation, croissance économique et balance commerciale). Ces indicateurs agrégés ne renseignent en rien sur ce que fait une

entreprise ou un ménage particulier. Ils informent sur ce qui se passe globalement, ou en moyenne. Dans une économie dynamique, il y a toujours simultanément des secteurs en expansion et des secteurs en régression. Par exemple, l'expansion économique américaine de la fin des années 1990 résulte surtout de la croissance rapide du secteur des entreprises liées à l'Internet tandis que les entreprises pétrolières du Texas étaient en régression. Mais on peut aussi se demander pourquoi, à certains moments, la croissance d'une économie se ralentit, ou même devient négative, et cela non seulement dans un secteur particulier mais dans toutes les branches d'activité.

En macroéconomie, on s'intéresse également au comportement des prix, des taux d'intérêt et des taux de change. Pourquoi le prix de la plupart des biens et services semble-t-il monter rapidement à certaines périodes alors qu'il reste stable à d'autres ? Pourquoi les taux d'intérêt fluctuent-ils ? Qu'est-ce qui détermine la valeur de l'euro par rapport aux autres monnaies ?

Il est important de se souvenir, quand on étudie ces questions, que le comportement de l'économie dans son ensemble dépend de décisions prises par des millions de ménages et d'entreprises ainsi que des décisions de l'État. La microéconomie et la macroéconomie ne sont rien de plus que deux façons d'appréhender la même réalité. La microéconomie étudie l'économie de bas en haut, la macroéconomie de haut en bas.

EN BREF

LES DEUX BRANCHES DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

- La **microéconomie** s'intéresse aux décisions des ménages et des entreprises et étudie en détail les prix et les niveaux de production dans des secteurs particuliers.
- La **macroéconomie** s'intéresse au comportement de l'économie dans son ensemble et à celui de variables agrégées telles que l'emploi global, la production totale, la croissance économique, le niveau des prix et l'inflation.

La science économique

L'économie est une *science sociale*. Elle étudie le problème des choix dans une société d'un point de vue scientifique, c'est-à-dire à partir d'une exploration systématique qui passe aussi bien par la formulation de théories que par l'examen de données empiriques.

Une **théorie** est fondée sur une série d'hypothèses et de conclusions découlant de ces hypothèses. Les théories sont des exercices logiques : *si* les hypothèses sont correctes, *alors* les résultats se vérifient nécessairement. Si tous les étudiants diplômés ont plus de chances de trouver un emploi et si Hélène est diplômée, alors elle aura plus de chances de trouver un emploi qu'une personne non diplômée. Les économistes utilisent leurs théories pour faire des prévisions. Ils pourront par exemple avoir recours à une théorie pour prévoir les effets d'une hausse de l'impôt ou d'une limitation des importations de voitures étrangères. Les prévisions fournies par une théorie sont du type « si l'État augmente la fiscalité sur les biens et services et si le marché est concurrentiel, alors la production baissera et les prix augmenteront ».

Pour développer leurs théories, les économistes utilisent des *modèles*. Pour comprendre comment ils procèdent, on prendra l'exemple d'un constructeur moderne d'automobiles qui s'efforce de mettre au point une nouvelle voiture. Il est très coûteux de construire un nouveau prototype. Plutôt que de construire des prototypes conformes à ce que propose chaque ingénieur ou chaque concepteur, l'entreprise a recours à des « modèles ». Les concepteurs pourront utiliser un modèle en plastique pour étudier la forme générale du véhicule et évaluer les réactions concernant son esthétique. Les ingénieurs pourront utiliser un modèle

informatique pour étudier la résistance à l'air et, à partir de là, calculer la consommation d'essence de la voiture.

De même que les ingénieurs construisent des modèles différents pour étudier les caractéristiques d'une voiture, de même les économistes construisent, à l'aide de mots ou d'équations, des modèles économiques décrivant les caractéristiques d'une économie. Un modèle économique peut décrire une relation générale : « lorsque le revenu augmente, le nombre de voitures achetées s'accroît », une relation quantitative : « lorsque le revenu augmente de 10 %, le nombre de voitures achetées s'accroît en moyenne de 12 % », ou établir une prévision d'ordre général : « l'accroissement des taxes sur l'essence entraînera une réduction de la demande de voitures… ».

Identification et interprétation des relations économiques

On appelle *variable* toute grandeur mesurable qui se modifie. Les prix, les salaires, les taux d'intérêt, les quantités achetées et vendues sont autant de variables. Ce qui intéresse l'économiste, c'est le lien entre ces variables. Lorsqu'il identifie ce qui lui paraît être une relation systématique entre variables, l'économiste se demande si cette relation est le simple fait du hasard ou si elle constitue une véritable relation. C'est là tout le problème de la **corrélation**.

L'économie fait appel à des tests statistiques pour mesurer et tester les corrélations. Comment déterminer par exemple si une pièce de monnaie est ou non truquée ? Si on la lance dix fois en l'air et si elle retombe six fois du côté face et quatre fois du côté pile, peut-on en conclure que la pièce a été lestée du côté face ? Les tests statistiques nous disent que le résultat des six côtés face et des quatre côtés pile peut parfaitement être le fait du hasard. Cette observation empirique ne prouve donc pas que la pièce a été lestée. Elle ne prouve pas non plus le contraire (qu'elle n'a pas été légèrement lestée). Les observations sont en nombre insuffisant pour trancher en faveur de l'une ou l'autre conclusion. Mais, si on lance la pièce en l'air 100 fois et si elle retombe 80 fois du côté face, les tests statistiques montrent que les chances d'obtenir ce résultat par pur hasard sont extrêmement faibles. L'observation empirique confirme l'allégation du lestage de la pièce.

On peut appliquer le même raisonnement aux corrélations entre données économiques. Les personnes qui ont fait des études plus longues ont généralement des salaires plus élevés. Cette liaison est-elle simplement le fait du hasard ? Selon les tests statistiques, la réponse est négative. Il existe bien une relation systématique entre éducation et salaires.

Causalité et corrélation

Les économistes aimeraient faire mieux que de simplement constater l'existence de corrélations entre différentes variables. Ils voudraient aussi être en mesure de savoir si les modifications d'une variable sont la cause des changements observés dans une autre variable. Cette distinction entre corrélation et causalité est importante. En effet, si une variable en détermine une autre, toute modification de la première entraînera nécessairement une modification de la seconde. Lorsque la relation est une simple corrélation, cela n'est pas toujours vrai.

Nous avons vu que les importations japonaises ont augmenté au cours des années 1970 et que les ventes de voitures américaines ont baissé durant cette période. Les deux variables ont une corrélation négative. Mais faut-il en déduire que la hausse des ventes japonaises a *causé* la baisse des ventes américaines ? Il est possible que les deux variables aient réagi à un facteur commun, celui-ci ayant été la vraie cause à la fois de la hausse des ventes de voitures japonaises et de la baisse des ventes de voitures américaines. C'est en fait ce qui s'est passé : la forte hausse des prix du pétrole après 1973 a fait que les consommateurs ont délaissé les voitures américaines, grandes consommatrices de carburant, et se sont tournés vers les voitures japonaises beaucoup plus économes dans ce domaine.

Les raisons des désaccords entre les économistes

On demande souvent aux économistes de prendre position sur des questions de politique publique. Le gouvernement doit-il diminuer les impôts ? Comment faut-il réformer le régime des retraites ? Faut-il taxer le

commerce sur Internet ? Ces débats sur les politiques publiques font souvent apparaître des divergences entre les économistes. Les désaccords peuvent survenir pour deux raisons. Ils peuvent porter soit sur les conséquences d'une politique publique donnée, soit sur la façon d'évaluer ces conséquences.

Lorsqu'ils décrivent une économie et construisent des modèles destinés à prévoir son évolution et les conséquences de différentes politiques, les économistes font ce que l'on appelle de **l'économie positive**. Lorsqu'ils évaluent les différentes politiques possibles, en comparant leurs coûts et leurs avantages respectifs, ils font ce que l'on appelle de **l'économie normative**.

Examinons les aspects positifs et normatifs d'une proposition de restriction des importations de textiles en provenance de pays en développement. L'économie positive en décrira les conséquences : une hausse des prix des vêtements pour les consommateurs, un accroissement des ventes de vêtements américains, des hausses de l'emploi et des profits de l'industrie textile et une diminution de l'emploi parmi les salariés de l'industrie textile dans les pays en développement. Les économistes peuvent être en désaccord sur les conséquences des restrictions aux importations pour différentes raisons. Ils peuvent par exemple s'accorder sur l'idée que les prix à la consommation vont monter mais diverger quant à l'appréciation de l'ampleur de cette hausse.

La question ultime de politique économique est : *faut-il restreindre ou non les importations de textiles ?* Il s'agit d'une question normative. Afin d'évaluer de façon globale cette politique publique, l'économie normative doit pondérer ses différents effets : les pertes pour les consommateurs, les gains pour les travailleurs de l'industrie textile américaine, l'augmentation des profits. L'économie normative fournit un cadre rigoureux à l'intérieur duquel des évaluations complexes peuvent être conduites de manière systématique. Une bonne analyse d'économie normative essaie aussi de présenter explicitement et de façon précise les valeurs et les objectifs sur lesquels elle s'appuie, en présentant notamment ses propositions sous la forme suivante : « si tels sont les valeurs et objectifs poursuivis, alors la meilleure politique publique est … ».

En général, les économistes, comme les membres de n'importe quelle profession, ne partagent pas les mêmes valeurs. Deux économistes peuvent être d'accord sur l'idée qu'une modification fiscale particulière accroîtra l'épargne, même si cela se fait au bénéfice des plus riches et au détriment des plus pauvres. En revanche, ils peuvent en tirer des conclusions très différentes quant au caractère plus ou moins souhaitable de cette modification. L'un peut s'y opposer parce qu'elle accroît l'inégalité des revenus, l'autre peut la soutenir parce qu'elle incite à épargner. Leur divergence tient aux valeurs qu'ils attribuent aux effets de la politique retenue. Par conséquent, leurs conclusions sont différentes bien que leurs analyses positives de la politique économique proposée soient identiques.

Les économistes donnent souvent l'impression d'avoir entre eux de profondes divergences d'opinion ; en réalité, ils sont plus souvent en accord qu'en désaccord mais leurs désaccords retiennent davantage l'attention. En outre, lorsqu'ils sont en désaccord, les économistes essaient d'en préciser l'origine : s'agit-il (1) de l'utilisation de modèles différents ? (2) de différences dans les estimations quantitatives des relations ? (3) d'échelles de valeurs différentes ? Chercher à expliciter les sources et les motifs des désaccords sur un sujet peut se révéler un moyen très productif d'améliorer nos connaissances dans ce domaine.

Vérification et application des connaissances

Résumé

1 La science économique étudie la façon dont les individus, les entreprises et les pouvoirs publics font des choix dans nos sociétés. Ces choix et les arbitrages qu'ils impliquent sont incontournables parce que les biens, les services et les ressources qu'ils désirent sont nécessairement rares.

2 Les économistes étudient comment les individus, les entreprises et l'État font des choix dans la société en insistant sur le rôle des incitations. Les agents modifient les décisions qu'ils prennent en réponse à des changements dans les incitations.

3 Les échanges ont lieu sur des marchés. Un échange volontaire peut être bénéfique pour les deux parties concernées.

4 Faire des choix nécessite d'avoir de l'information. Une information incomplète ou imparfaite peut interférer avec les incitations et agir sur la capacité du marché privé d'atteindre une utilisation efficace des ressources rares de la société.

5 Les revenus que les individus reçoivent sont déterminés par l'économie de marché. La prise en considération de l'équité dans la distribution des richesses et des revenus est à l'origine de programmes publics visant à réduire les inégalités.

6 L'économie des États-Unis est une économie mixte ; il existe une interférence entre les décisions prises par le secteur public et le secteur privé. Ce type d'économie repose essentiellement sur l'interaction privée entre les individus et les entreprises pour déterminer comment sont allouées les ressources rares. Cependant, l'État joue aussi un rôle important. Toute économie mixte doit résoudre le problème central de l'équilibre adéquat entre le secteur public et le secteur privé.

7 Le terme de *marché* décrit toute situation qui donne lieu à un échange. Dans les économies de marché, les individus, les entreprises et les pouvoirs publics interagissent sur le marché des biens, sur le marché du travail et sur le marché du capital.

8 La microéconomie et la macroéconomie sont les deux branches principales de la science économique. La microéconomie s'intéresse au comportement des entreprises, des ménages et des individus qui sont les éléments constitutifs de l'économie. La macroéconomie s'intéresse au comportement de l'économie dans son ensemble.

9 Les économistes ont recours à des modèles pour étudier le fonctionnement de l'économie et prévoir les conséquences de différents changements. Ces modèles, qui visent à refléter les traits essentiels des phénomènes étudiés, peuvent être formulés sous forme de mots ou d'équations.

10 Il existe une corrélation entre deux variables lorsque celles-ci tendent à changer ensemble et de manière prévisible. Cependant, la simple existence d'une corrélation ne prouve pas que les modifications d'une variable sont la cause des modifications de l'autre. L'une et l'autre peuvent en effet subir l'influence des mêmes facteurs extérieurs.

11 L'économie positive étudie le mode de fonctionnement de l'économie. Les désaccords en matière d'économie positive portent essentiellement sur le choix du modèle adéquat de l'économie ou du marché concerné, et sur les évaluations quantitatives concernant ce modèle.

12 L'économie normative traite du caractère plus ou moins désirable de différentes actions. Les désaccords en matière d'économie normative portent essentiellement sur des différences dans les échelles de valeurs, et donc sur l'importance à accorder aux coûts et avantages résultant de différentes actions.

Expressions clés

- **Arbitrages (*trade-offs*)**
- **Incitations**
- **Échange**
- **Information**
- **Distribution**
- **Rareté**
- **Économie de marché**
- **Marché des biens**
- **Marché du travail**
- **Marché du capital (ou des capitaux)**
- **Biens de capital (ou d'équipement)**
- **Microéconomie**
- **Macroéconomie**
- **Théorie**
- **Corrélation**
- **Causalité**
- **Économie positive**
- **Économie normative**

Questions

1 Pourquoi les arbitrages sont-ils inévitables ? Pourquoi les incitations sont-elles importantes pour la compréhension des choix ?

2 Pourquoi les deux parties se retrouvent-elles dans une meilleure situation après un échange volontaire ?

3 Pourquoi l'information n'est-elle pas un bien comme les autres ? Comment les imperfections de l'information influencent-elles les marchés ?

4 Pourquoi doit-on arbitrer entre équité et efficacité ?

5 Qu'est-ce qu'une économie mixte ? Décrivez quelques-uns des rôles que les pouvoirs publics peuvent ou ne peuvent pas jouer dans une économie mixte.

6 Citez les trois principaux marchés économiques et expliquez comment un individu peut intervenir sur chacun d'eux en tant que vendeur ou acheteur.

7 Donnez deux exemples de problèmes essentiellement microéconomiques et deux exemples de problèmes essentiellement macroéconomiques. Quelle est la grande différence entre microéconomie et macroéconomie ?

8 Qu'est-ce qu'un modèle ? Pourquoi les économistes ont-ils recours à des modèles ?

9 Donnez deux exemples de variables qui ont des chances d'être corrélées positivement. Dans chaque cas, dites s'il existe un lien de causalité entre elles.

Problèmes

1 Expliquez comment chacun des changements ci-dessous agit sur les incitations à poursuivre des études à l'Université :

(*a*) un accroissement des droits d'inscription ;
(*b*) une baisse du taux d'intérêt sur les prêts aux étudiants ;

(*c*) une hausse des salaires des travailleurs non qualifiés ;
(*d*) un accroissement du revenu des diplômés universitaires.

2 Les événements ci-dessous relèvent-ils du marché du travail, du marché du capital ou du marché des biens ?

(*a*) Un investisseur essaie de savoir dans quelle société il doit placer de l'argent.
(*b*) L'acquisition d'expérience pratique permet aux opérateurs d'une chaîne de montage de devenir plus efficaces.
(*c*) La libéralisation des économies d'Europe de l'Est ouvre de nouveaux marchés aux produits américains.
(*d*) Dans l'espoir de réduire ses coûts, une grande société qui perd de l'argent offre à ses travailleurs une prime spéciale pour les inciter à prendre leur préretraite.
(*e*) En décembre, un consommateur parcourt un centre commercial en quête de cadeaux de Noël.
(*f*) Le gouvernement fédéral américain utilise un excédent budgétaire pour rembourser une partie de sa dette.

3 L'espérance de vie en Suède est de 78 ans contre 61 ans en Inde. Cela signifie-t-il que, si un Indien émigre en Suède, il vivra plus longtemps ? En d'autres termes, est-ce le fait de vivre en Suède qui est la cause de l'espérance de vie plus élevée, ou ce phénomène a-t-il d'autres causes ? À quel test empirique peut-on penser pour le savoir ?

4 En 2004, certains économistes ont prétendu que la Réserve fédérale devait entreprendre des politiques de ralentissement économique aux États-Unis pour maintenir l'inflation à un faible niveau. D'autres se sont opposés au contraire à ce type de politique en avançant que les dangers de l'inflation étaient surestimés et que les tentatives de la Réserve fédérale pour ralentir l'économie allaient accroître le chômage. Ce désaccord est-il du domaine de l'économie positive ou de celui de l'économie normative ? Justifiez votre réponse.

2

Raisonner en économiste

SUJETS ÉTUDIÉS

1 Sens de l'expression « modèle concurrentiel de base ».

2 Rôle des incitations, des droits de propriété, des prix et de la recherche du profit dans une économie de marché.

3 Modes d'allocation des ressources autres que le marché.

4 Principaux outils utilisés par les économistes pour étudier les choix des individus.

Les économistes abordent les problèmes d'une façon particulière et le meilleur moyen d'apprendre l'économie est de comprendre leur manière de penser. Pour cela, il est essentiel d'avoir bien assimilé les cinq concepts clés introduits dans le chapitre 1 : les arbitrages, les incitations, les échanges, l'information et la distribution. Les économistes s'intéressent à la façon dont les individus et les entreprises effectuent leurs choix dans un univers de rareté. On doit par exemple choisir entre déjeuner chez soi ou aller au restaurant, s'inscrire à l'université ou prendre un emploi dès la fin de ses études secondaires, implanter une usine à l'étranger plutôt que dans son propre pays, etc. Les choix que font les individus impliquent des arbitrages et sont influencés par les incitations existantes, par les possibilités d'échanges, par

l'information disponible et par la distribution initiale des richesses. Pour comprendre comment s'opèrent ces choix, les économistes partent d'un modèle simple montrant comment les individus et les entreprises interagissent sur les marchés quand ils réalisent des échanges. C'est ce modèle qui est présenté dans ce chapitre. Il fera par la suite l'objet d'approfondissements dans la partie II.

Le modèle concurrentiel de base

Chaque jour, des millions de personnes participent à des milliers d'échanges sur des centaines de marchés différents. À l'issue de ces échanges, des ordinateurs sont produits et aboutissent dans les logements des étudiants, du bétail est nourri pour finir en viande de boucherie, de l'électricité est distribuée dans des millions de foyers et de bureaux par le simple maniement de boutons. Dans les économies des grands pays industrialisés, les marchés jouent un rôle déterminant pour permettre aux individus de trouver des emplois, aux biens et services d'être produits et aux entreprises de vendre les biens et services qu'elles produisent. Mais quels sont les mécanismes qui permettent aux marchés de fonctionner ? Pourquoi pouvez-vous être sûr que votre épicier de quartier aura des fruits, que le patron de votre café préféré vous servira un expresso avec du lait lors de votre pause matinale et que vous ne paierez pas les fruits 20 euros ou l'expresso 10 euros ?

La réponse tient en un mot, celui de **concurrence**. Les entreprises sont en concurrence entre elles pour attirer les consommateurs ; pour cette raison, elles leur offriront leurs biens et services au prix le plus bas possible. Les consommateurs sont également en concurrence entre eux. Les quantités de biens disponibles sont limitées et elles ont un prix. Seuls les consommateurs qui acceptent de payer le prix peuvent bénéficier des biens correspondants. Les autres n'auront rien. Cette façon de mettre au premier plan le caractère concurrentiel des marchés, ce que les économistes appellent le **modèle concurrentiel de base**, constitue le point de départ privilégié de toute analyse économique. Ce modèle comprend trois grandes parties. La première regroupe les hypothèses concernant le comportement des consommateurs et des entreprises ainsi que les hypothèses ayant trait aux marchés où ces consommateurs et ces entreprises interagissent et échangent. On suppose que les consommateurs sont *rationnels*, que les entreprises *maximisent leurs profits* et que les marchés sont fortement *concurrentiels*. Le modèle ne tient pas compte de l'État. Avant de pouvoir étudier celui-ci, il est en effet nécessaire de comprendre comment fonctionne une économie sans État.

Consommateurs rationnels et entreprises maximisant leur profit

La rareté, introduite au chapitre 1, contraint les particuliers et les entreprises à faire des choix. L'analyse économique repose en grande partie sur l'hypothèse fondamentale du **choix rationnel**, selon laquelle les gens évaluent les coûts et les avantages de chaque possibilité. D'après cette hypothèse, les particuliers et les entreprises sont censés avoir un comportement cohérent, fondé sur une perception relativement claire de leurs préférences et de leurs objectifs ainsi qu'une bonne compréhension de la démarche à suivre pour y parvenir.

Dans le cas d'un individu, l'hypothèse de rationalité signifie que ses choix et ses décisions sont dictés par *son intérêt personnel*. Les aspirations et les goûts varient bien sûr d'un individu à l'autre. Il se peut que Sophie ait envie de rouler en Porsche, de posséder un yacht et de vivre dans une grande maison ; pour atteindre ces objectifs, elle sait qu'elle doit consacrer de longues heures à son travail, au détriment du temps passé avec sa famille. André, quant à lui, est prêt à accepter un revenu inférieur pour avoir plus de vacances et de loisirs tout au long de l'année.

Les économistes ne formulent pas de jugements sur la valeur relative des préférences de Sophie ou d'André. Ils ne perdent même pas de temps à se demander pourquoi des individus différents ont des préférences différentes ou même pourquoi les goûts peuvent changer au cours du temps. Certes ces questions sont importantes, mais elles relèvent davantage du domaine de la psychologie ou de la sociologie. Ce

qui retient l'attention des économistes, ce sont les conséquences de ces différences dans les préférences. Ce qu'ils veulent savoir, c'est à quelles décisions ils peuvent s'attendre de la part de Sophie et d'André, dans le cas où chacun poursuit rationnellement son propre intérêt.

Quant aux entreprises, l'hypothèse de comportement rationnel implique qu'elles ont pour objectif de maximiser leurs profits.

Les marchés concurrentiels

Pour compléter le modèle de base, les économistes font des hypothèses sur les marchés, c'est-à-dire sur les endroits où se rencontrent les consommateurs qui poursuivent leurs intérêts personnels et les entreprises qui souhaitent maximiser leurs profits. Les économistes commencent par s'intéresser aux situations où il existe de nombreux acheteurs et vendeurs pour un même produit. Pour avoir une idée de ce qu'est un marché avec un grand nombre de vendeurs et d'acheteurs, on imaginera par exemple une foire où se rencontrent une multitude d'agriculteurs — à ceci près qu'on y échange un seul produit. Supposons que nous soyons en Espagne, premier producteur européen d'oranges, et que seul ce fruit apparaisse sur les étalages.

Chaque vendeur souhaiterait augmenter son prix et donc, sous réserve de pouvoir encore vendre ses oranges, accroître son profit. Mais, comme les vendeurs sont en grand nombre, chacun doit fixer un prix peu différent de celui de son voisin. En effet, un vendeur qui fixerait un prix beaucoup plus élevé perdrait tous ses clients. Il en va de même des entreprises qui cherchent à réaliser des profits. À la limite, si une entreprise vend ne serait-ce que légèrement au-dessus du prix courant, elle risque de perdre *tous* ses clients. C'est ce que les économistes appellent un cas de **concurrence parfaite**. En situation de concurrence parfaite, chaque entreprise est **preneur de prix**. Cela signifie qu'elle est incapable d'avoir une influence sur le prix du marché et qu'elle doit donc accepter ce prix. De la sorte, le prix du marché devient une donnée pour l'entreprise et cela pour deux raisons : (a) elle ne peut pas augmenter son prix sans perdre toutes ses ventes, et (b) elle peut vendre tout ce qu'elle souhaite à ce prix. Même si l'entreprise multiplie ses ventes par dix, cela n'aura qu'un effet négligeable sur la quantité totale vendue ou sur le prix en vigueur sur

ILLUSTRATION ÉCONOMIE NUMÉRIQUE
MARCHÉS, ÉCHANGE ET COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Dans les sociétés traditionnelles, les marchés sont des lieux où les individus se rencontrent pour échanger des biens ou des services. Il s'agit de lieux actifs, bruyants, pleins de vie. Dans les économies modernes, les biens et services sont échangés *comme si* il existait un lieu de marché bien défini. L'apparition de l'Internet a en quelque sorte recréé un espace de marché où des personnes habitant n'importe où sur planète peuvent échanger en direct toutes sortes de biens et services, même si elles ne se rencontrent jamais physiquement.

Dans les économies traditionnelles, les prix d'un même bien peuvent fortement différer d'un lieu de marché à l'autre. Des commerçants peuvent alors acheter des biens là où ils sont à bas prix et les transporter pour les revendre là où ils sont chers, et donc faire un profit significatif. Ces commerçants contribuent à un meilleur fonctionnement des différents marchés. On peut considérer que les revenus élevés qu'ils obtiennent représentent le rendement de leur information (ils savent où il faut acheter et où il faut vendre). En transportant des biens de lieux où ils sont moins valorisés vers des lieux où ils le sont davantage, ils accomplissent une fonction sociale importante.

L'Internet a permis d'obtenir un résultat similaire mais de façon beaucoup plus efficace, à moindre coût et sur la base d'une information de bien meilleure qualité. Tout acheteur, qu'il soit ou non commerçant, peut maintenant trouver l'endroit où le prix du bien qu'il recherche est le plus faible et tout vendeur peut trouver l'endroit où le prix du bien qu'il veut vendre est le plus élevé.

Certaines personnes redoutent que cela ne fasse disparaître à terme le rôle des intermédiaires et des commerçants. Toutefois, ce que vendent ces acteurs ne se limite pas à une seule information sur le prix. Les biens diffèrent en effet sur de nombreux points, la qualité et la solidité notamment. Les marchés électroniques fonctionnent beaucoup mieux lorsqu'il s'agit de biens aux caractéristiques bien définies, pour lesquels les aspects précédents importent moins, comme le blé ou l'acier (ou comme ce livre).

le marché. On admet en général que les marchés de produits agricoles sont parfaitement concurrentiels, du moins en l'absence d'intervention de l'Etat. Par exemple, les producteurs de blé sont si nombreux que chaque agriculteur estime qu'il peut cultiver et vendre autant de blé qu'il le souhaite et que cela n'aura aucune incidence sur le prix. Nous rencontrerons ultérieurement des marchés où la concurrence est limitée, voire totalement absente, comme dans le cas des monopoles, où les entreprises peuvent augmenter leurs prix sans perdre la totalité de leurs ventes.

Sur notre marché d'oranges, les vendeurs sont confrontés à des consommateurs rationnels, chacun souhaitant acheter ses oranges au prix le plus bas possible. Pourquoi un consommateur ne peut-il pas payer un prix inférieur au prix courant ? Parce que le vendeur auquel il s'adresse sait qu'il y a dans la foule un autre consommateur disposé à acheter ses oranges au prix courant. Les consommateurs sont donc aussi en concurrence entre eux face au nombre limité d'oranges sur le marché. Chacun considère donc le prix du marché comme une donnée.

Les marchés de produits agricoles sont une bonne illustration de ce que les économistes entendent par le terme de « marché ». Toutefois, la plupart des marchés ont une forme sensiblement différente. De nos jours, les acheteurs et les vendeurs ont beaucoup plus de chances de se rencontrer via Internet que sur des marchés de type rural. Cependant, les mêmes grands principes restent valides. Quand les intervenants sont nombreux, chacun considère que, lors de ses achats ou de ses ventes, les prix sont des données.

Efficacité et distribution dans le modèle concurrentiel de base

Le modèle concurrentiel de base, à supposer qu'il décrive fidèlement le marché réel, permet de démontrer une propriété très importante : celle de l'efficacité de l'économie de marché. Les ressources rares ne sont pas gaspillées : il est impossible d'accroître la production d'un bien sans réduire celle d'un autre ni d'accroître le bien-être d'une personne sans diminuer celui d'une autre. Ces résultats supposent qu'il n'existe pas d'État.

Les marchés concurrentiels permettent aussi de déterminer la distribution des biens, c'est-à-dire de savoir, parmi l'ensemble des biens disponibles, qui consomme quoi et en quelles quantités. Une forte concurrence entre les demandeurs d'une qualification rare et recherchée apportera à celui qui la possède un revenu très élevé. D'un autre côté, une forte concurrence entre de nombreux offreurs de travail peu qualifié risque de se traduire pour eux par des salaires très faibles, de sorte que, même en travaillant très longtemps, ils ne pourront pas obtenir un niveau de vie décent. Cela pose le problème de l'équité de la distribution résultant de la concurrence. Même si, pour tout système économique, l'efficacité est une propriété importante, on ne peut ignorer les questions d'équité. Nous étudierons ultérieurement la façon dont les économistes et les responsables de la politique économique abordent le problème des inégalités qui résultent inévitablement du fonctionnement du système économique.

Le modèle concurrentiel de base comme référence (comme *benchmark*)

Les économistes sont pratiquement unanimes pour admettre que le modèle concurrentiel ne fournit pas une description *parfaite* des économies réelles. Toutefois, la plupart d'entre eux continuent de s'en servir comme une référence (*benchmark*) utile, ce que nous ferons tout au long de ce livre. Après tout, comme on l'a vu (chapitre 1), un *modèle* ne correspond jamais à une description complète et exacte (il n'est d'ailleurs nullement censé le faire). Son rôle est de mettre en évidence certains aspects importants de l'économie, pour mieux les éclairer et les comprendre. Nous verrons qu'il existe des différences significatives entre les prévisions du modèle concurrentiel de base et les faits observés. Dans la partie III, nous montrerons comment ce modèle peut être élargi afin de prendre en compte les situations et les marchés où il est insuffisant. Toutefois, même s'il ne fournit pas une description *parfaite* de certains marchés, les économistes reconnaissent que ce modèle peut donner des résultats satisfaisants, avec des prévisions qui correspondent assez bien à ce que l'on observe effectivement. En fait, la plupart des économistes pensent même que le modèle concurrentiel de base apporte des éclairages extrêmement utiles sur de nombreuses questions et que, pour cette raison, il représente les fondements mêmes de l'analyse économique.

EN BREF

LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU MODÈLE CONCURRENTIEL DE BASE

1 Les consommateurs sont rationnels et guidés par leur intérêt personnel
2 Les entreprises sont rationnelles et cherchent à maximiser leurs profits
3 Les marchés sont concurrentiels et les intervenants ont un comportement de preneurs de prix

Incitations et information : prix, droits de propriété et profits

Pour que les économies de marché fonctionnent efficacement, les entreprises et les individus doivent disposer d'informations et être incités à s'en servir. On peut en effet considérer que les incitations sont au cœur de la science économique. Sans incitations, pourquoi les individus iraient-ils travailler le matin ? Quelles entreprises prendraient le risque de sortir de nouveaux produits ? Qui mettrait de l'argent de côté pour les jours difficiles ? Une vieille expression dit aussi qu'il est important d'avoir quelqu'un pour « garder la maison » en son absence. Mais qui, sans incitations, accomplirait cette tâche ?

Les économies de marché fournissent des informations et des incitations au moyen des *prix*, des *profits* et des *droits de propriété*. Les prix apportent des informations sur la rareté relative des différents biens. Le **système de prix** garantit que les biens reviennent aux individus et aux entreprises qui veulent et peuvent payer le plus pour les obtenir. Les prix transmettent des informations aux entreprises sur les goûts des individus pour les différents biens.

La volonté de réaliser des profits incite les entreprises à répondre aux informations fournies par les prix. En produisant le plus efficacement possible ce que souhaitent les consommateurs, c'est-à-dire en évitant de gaspiller des ressources rares, elles pourront augmenter leurs profits. De même, le fait de poursuivre leur intérêt personnel incite des individus rationnels à réagir aux prix : ils n'acceptent d'acheter des biens qui coûtent plus cher — qui sont, en un certain sens, relativement plus rares — que si les avantages qu'ils en retirent s'accroissent en proportion. Si un bien comme le pétrole devient plus rare, son prix augmente. Quand ils doivent décider rationnellement de leurs achats de fuel domestique pour se chauffer, les consommateurs n'ont pas besoin de savoir pourquoi le prix du pétrole a augmenté. Cette hausse est peut-être due à un accroissement de la demande par suite d'un hiver particulièrement rude. Ou peut-être à une baisse de l'offre du fait d'événements imprévus au Moyen-Orient. Quoi qu'il en soit, la hausse du prix du pétrole signale aux consommateurs qu'ils doivent diminuer leur consommation de produits pétroliers. Si le prix du fuel domestique augmente, cela signale aussi aux raffineries qu'elles doivent accroître leur production de ce produit pétrolier particulier. Les prix fournissent aux individus et aux entreprises des informations utiles pour prendre des décisions rationnelles.

Pour que la recherche de profit joue effectivement son rôle, il faut que la **propriété** soit **privée**, avec tous les **droits de propriété** afférents. Dans un système de propriété privée, les entreprises et les individus peuvent détenir et utiliser (ou vendre s'ils le souhaitent) des usines, de la terre ou des immeubles. Sans propriété privée, les entreprises n'auraient aucune incitation ni à investir (en matière de recherche-développement ou pour créer de nouvelles usines), ni à embaucher de nouveaux salariés, ni à produire des biens conformes aux souhaits des consommateurs, ni à réaliser des profits. Même si les profits que rapporte une nouvelle usine sont considérables, aucune entreprise ne voudra en construire une si elle n'a

pas la certitude qu'aucune autre entreprise ne pourra la lui prendre. Les entreprises ont besoin de conserver au moins une partie de leurs profits pour en faire ce que bon leur semble. De même, les individus doivent être en mesure de conserver au moins une partie de ce qu'ils gagnent ou de ce que leur rapportent leurs investissements (le rendement de leur investissement étant simplement ce qu'ils reçoivent en plus de ce qu'ils ont investi). Les droits de propriété comprennent à la fois le droit pour le propriétaire d'utiliser son bien à sa guise et celui de le vendre.

Ces deux caractéristiques des droits de propriété incitent les individus à exploiter leur patrimoine le plus efficacement possible. Supposons que le propriétaire d'un terrain souhaite en faire l'usage le plus rentable possible. Doit-il y construire un magasin ou un restaurant ? S'il se trompe et ouvre un restaurant, alors qu'il aurait dû implanter un magasin, il en assume les conséquences sous la forme d'une perte de revenus. Les profits qu'il réalise s'il prend de bonnes décisions et les pertes qu'il subit s'il en prend de mauvaises le conduisent à étudier attentivement le problème et à se renseigner avant de se déterminer. Le propriétaire doit s'assurer que ses clients auront le type de produits et la qualité de service qu'ils souhaitent. Il a intérêt à se forger une bonne réputation, car, dans ce cas, il pourra vendre et gagner davantage.

Par ailleurs, il prendra soin de sa propriété — qui comprend maintenant non seulement le terrain mais également le magasin —, car il pourra en obtenir un meilleur prix le jour où il décidera de vendre. De même, le propriétaire d'une maison a intérêt à entretenir *sa* propriété afin de mieux la vendre lorsqu'il souhaitera s'en séparer. À nouveau, la recherche de profit et la propriété privée se combinent pour fournir les incitations nécessaires.

EN BREF

COMMENT LA RECHERCHE DU PROFIT GUIDE LE SYSTÈME DE MARCHÉ

- Dans les économies de marché, les incitations sont fournies aux individus et aux entreprises par les prix, les profits et les droits de propriété.

L'arbitrage entre équité et incitations

Si les incitations sont au centre des économies de marché, elles ont également un coût en termes d'inégalité. Tout système d'incitations doit lier la rémunération aux résultats obtenus. Que ce soit le fait de la chance ou des compétences, les résultats obtenus par des individus différents seront différents. Très souvent, il est impossible de connaître les raisons d'un bon résultat. Un vendeur mettra en avant son talent et ses efforts pour expliquer le montant élevé de ses ventes, tandis que son collègue parlera tout simplement de chance.

Si la rémunération est liée au résultat, il y aura inévitablement des inégalités. Et plus ce lien sera étroit et plus les inégalités seront importantes. Le fait que plus les incitations seront fortes, plus les inégalités seront marquées implique un *arbitrage entre équité et efficacité*. Si la société offre des incitations importantes, la production globale s'en trouvera vraisemblablement accrue, mais aussi sans doute l'inégalité.

La société est donc confrontée à une question majeure : dans quelle mesure les incitations seraient-elles réduites par une hausse du taux d'imposition destinée à financer un meilleur système social, et donc à diminuer l'inégalité ? Et quelles seraient les conséquences de cette réduction des incitations ?

Les cas de défaillance des droits de propriété

Les prix, les profits et les droits de propriété sont les trois éléments essentiels de toute économie de marché. On comprendra mieux leur importance en examinant quelques exemples d'interférence entre les droits de propriété et les prix. Chaque cas met en lumière un point général. Chaque fois que la société ne parvient pas à définir le propriétaire de certaines ressources et n'autorise pas le plus offrant à les

utiliser, il en résulte des inefficacités. Des ressources seront gaspillées ou ne seront pas utilisées de la façon la plus productive.

Droits de propriété mal définis : la région du Grand Banc Le poisson est une ressource rare. Jusqu'à une date récente, la région du Grand Banc, située entre la province canadienne de Terre-Neuve et l'État américain du Maine, regorgeait de poissons, ce qui permettait à de nombreux pêcheurs de gagner facilement leur vie. Comme il n'existait pas de droits de propriété, chacun s'efforçait de pêcher le plus de poissons possible. Un pêcheur rationnel et soucieux de ses seuls intérêts se disait que tout poisson qu'il n'attrapait pas serait finalement pêché par quelqu'un d'autre. Il en est résulté une véritable tragédie pour la région : la surexploitation a été telle que non seulement le poisson s'est raréfié mais que la pêche commerciale est devenue non rentable.

La surexploitation des zones de pêche n'est qu'un exemple parmi d'autres de ce que l'on appelle la « tragédie des biens communs » (*Tragedy of the Commons*). Dans les années 1830, un économiste de l'université d'Oxford appelé William Forster Lloyd a expliqué pourquoi les biens communs étaient surutilisés — en s'appuyant sur l'exemple des pâturages non appropriés privativement en Angleterre. Parce que ces prés étaient librement accessibles à tous, chaque berger avait une incitation à accroître son troupeau. De ce fait, les biens communs étaient surutilisés jusqu'à ce qu'ils soient trop dégradés pour supporter une quelconque pâture. Quand les droits de propriété sont difficiles à définir, le problème de la « tragédie des biens communs » est souvent réglé à l'aide d'accords internationaux. Par exemple, le Canada et les États-Unis ont maintenant signé un traité limitant la pêche autorisée dans le Grand Banc et, en 1979, la *Northwest Atlantic Fisheries Organization* (NAFO) a été créée pour gérer les stocks de poissons.

Droits de propriété limités L'État de Californie a réparti les droits d'utilisation de l'eau entre divers groupes sociaux. Dans cette région, l'eau est une ressource rare. La valeur des droits donnant accès à sa consommation est donc très grande. Mais ils sont restreints car ils ne sont pas transférables (on ne peut pas les vendre). À l'heure actuelle, les éleveurs peuvent utiliser environ 10 % de l'eau disponible dans l'État, soit un peu moins que ce qu'ils consomment. L'État ne demande aux éleveurs que 50 $ par acre pour l'eau qu'ils consomment, tandis que les habitants de San Francisco paient 256 $ par acre (dans certaines villes la taxe est encore beaucoup plus élevée). La valeur de l'eau pour les citadins qui en consomment — ce qu'ils sont disposés à payer pour toute quantité d'eau supplémentaire — est supérieure au profit tiré de l'élevage du bétail. Si les droits d'utilisation de l'eau pouvaient être vendus, les éleveurs seraient fortement incités à vendre leurs droits aux citadins. Si les éleveurs pouvaient abandonner leur activité et la remplacer par la vente de leurs droits sur l'eau aux citadins, le bien-être des uns et des autres s'en trouverait amélioré. Dans ce cas, c'est le fait de limiter les droits de propriété (ceux des droits des agriculteurs à vendre) qui entraîne des inefficacités.

Droits de propriété sous forme de droits d'usage ou de droits d'accès Le fait de posséder un droit de propriété ne signifie pas toujours que l'on détient un droit de contrôle complet. Par exemple, des pays (comme la France avec la loi de septembre 1948) ou des grandes villes (notamment aux États-Unis) accordent ou ont accordé aux locataires remplissant certains critères un *droit légal* d'occuper un appartement à vie tout en payant un loyer réglementé. Les économistes considèrent ce droit comme une forme particulière de droit de propriété pour le locataire. Les occupants de l'appartement n'en sont pas les propriétaires. Ils ne peuvent donc pas le vendre, mais ils ne peuvent pas non plus en être délogés.

Ces droits de propriété partiels et limités sont à l'origine d'un grand nombre d'inefficacités. L'occupant d'un appartement à loyer réglementé, parce qu'il n'est pas (légalement) autorisé à vendre le droit de vivre dans cet appartement, aura tendance à moins l'entretenir, et a fortiori à ne pas lui apporter d'amélioration, au fur et à mesure qu'il avancera en âge.

Les incitations, les prix, les profits et les droits de propriété sont des caractéristiques majeures de toute économie, et font l'objet d'un large consensus parmi les économistes : *la fourniture d'incitations appropriées est un problème économique fondamental. Dans les économies de marché, les profits incitent les entreprises à produire les biens demandés par les consommateurs et les salaires incitent les individus à travailler. Les droits de propriété fournissent également de nombreuses incitations aux individus, non seulement pour qu'ils investissent et épargnent, mais pour qu'ils utilisent au mieux leurs actifs.*

Systèmes autres que le système des prix

Le système des prix n'est que l'une des façons d'allouer des ressources. La comparaison avec les autres systèmes possibles permettra de mieux comprendre les avantages des marchés. Quand un individu n'obtient pas la quantité qu'il souhaite d'un bien aux conditions qui lui sont offertes, on dit que ce bien est *rationné*. Un **système de rationnement** est un mode particulier de définition des droits d'accès des différents individus aux ressources rares de la société.

Le rationnement par file d'attente Plutôt que d'offrir des produits à tous ceux qui veulent et peuvent payer le plus pour les obtenir, une société peut les attribuer à ceux qui sont prêts à faire le plus longtemps la queue. On appelle ce système le rationnement par file d'attente. Il est quotidiennement utilisé dans le cas des billets permettant d'entrer dans un cinéma ou d'assister à une manifestation sportive ou à un concert. Le prix est fixé à l'avance et il ne change pas, quel que soit le nombre des personnes qui font la queue pour acheter un billet à ce prix. Le fait que des revendeurs « au noir » puissent proposer des billets à un prix nettement plus élevé est un bon indicateur du supplément de prix que les individus (du moins certains d'entre eux) sont disposés à payer.[1]

De nombreuses personnes considèrent que, dans le cas des soins de santé, le rationnement par file d'attente est un système de loin préférable à celui des prix. Pourquoi, disent-ils, les personnes riches, qui sont les plus à même de payer leurs soins médicaux, devraient-elles être mieux ou plus soignées que les autres ? C'est sur la base de ce raisonnement que la Grande-Bretagne founit des soins de santé gratuits à tous ceux qui habitent sur son territoire. Pour voir un médecin, il suffit d'attendre en faisant la queue. Le rationnement des soins de santé par file d'attente renverse le problème d'allocation des ressources : ceux qui gagnent moins sont plus disposés à faire la queue car la valeur du temps est pour eux de moindre importance. De ce fait, ils obtiennent une part plus que proportionnelle des soins dispensés par les services publics de santé.

De manière générale, le rationnement par file d'attente n'est pas une façon efficace de répartir les ressources, car le temps passé dans la file d'attente correspond à un gaspillage. Le même objectif peut souvent être atteint de façon plus efficace pour tous dans le cadre d'un système de prix. Pour reprendre l'exemple des soins de santé, si les citoyens avaient le droit de payer les services d'un médecin plutôt que de faire la queue, les recettes obtenues permettraient d'engager davantage de médecins et ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas payer auraient moins longtemps à attendre.

Le rationnement par loterie Les loteries allouent les biens selon un processus aléatoire, en sortant par exemple un nom au hasard d'un chapeau. Les chambres dans les cités universitaires américaines sont généralement attribuées par tirage au sort. Il en va de même des places pour assister à un cours très prisé ; lorsque le nombre d'étudiants souhaitant s'inscrire à un cours d'introduction à l'économie est supérieur aux places disponibles, une loterie peut servir à déterminer les étudiants autorisés à y assister. Comme le système de la file d'attente, la loterie paraît équitable, dans la mesure où elle donne une chance égale à tous. Néanmoins, elle est tout aussi inefficace que la file d'attente, parce que les ressources rares ne vont pas aux individus ou aux entreprises qui veulent et qui peuvent payer le prix le plus élevé, et qui, par conséquent, leur accordent la valeur la plus élevée.

Le rationnement par coupons En temps de guerre, la plupart des pays ont recours à un système de rationnement par coupons. On accorde aux indi-

[1] Pourquoi les billets de concerts sont-ils rationnés par des files d'attente plutôt que par des prix ? Les musiciens et les organisateurs de concerts pourraient accroître leurs profits en augmentant le prix des billets. Examinons toutefois le cas d'un musicien reconnu qui tient compte à la fois des recettes de ses concerts et de ses gains sous forme de vente de CD. L'allocation des billets d'entrée par file d'attente est favorable aux personnes qui disposent de plus de temps libre. De la sorte, on s'assure que les billets d'entrée iront aux fans les plus fidèles du musicien, particulièrement aux plus jeunes, dans la mesure où ils disposent de moins d'argent. Ces fans ont plus de chances d'acheter des CD et on sait que les ventes de CD dépendent étroitement de la publicité par bouche-à-oreille. Ainsi, en permettant à ses fans les plus fidèles d'assister à ses concerts grâce à des prix modérés (en ne les « excluant » pas avec des prix élevés), un musicien peut finalement accroître ses profits.

vidus une certaine quantité mensuelle d'essence, de sucre, de viande, de farine, etc. Pour acquérir ces marchandises, il faut payer le prix de marché *et* fournir un coupon.

Il existe deux formes de coupons de rationnement selon qu'ils sont ou non échangeables. Les coupons non échangeables sont la source d'une inefficacité semblable à celle de la plupart des autres systèmes non régis par les prix : en général, ce ne sont pas ceux qui veulent et peuvent payer le prix le plus élevé qui obtiennent les biens. Il existe souvent des possibilités d'améliorer le bien-être de toutes les parties concernées par des échanges appropriés. Par exemple, un individu peut avoir envie d'échanger une partie de sa ration de farine contre une partie de la ration de sucre de son voisin. Or, dans un système de coupons non échangeables, la loi interdit ce type de transaction. Lorsque l'échange des coupons de rationnement est interdit par la loi, un *marché illégal* a de grandes chances d'apparaître (appelé *marché « noir »* ou *marché « parallèle »* ou *marché « souterrain »*) et les individus sont fortement incités à aller y échanger des marchandises et des coupons.

Domaine des choix possibles et arbitrages

Les systèmes d'économie de marché laissent aux individus et aux entreprises le soin de définir ce qu'ils veulent consommer et en quelle quantité. Comment prend-on ces décisions ?

Dans le cas d'une personne ou d'une entreprise rationnelle, la première étape de l'analyse économique de tout choix consiste à identifier ce qui est possible, ce que les économistes appellent **le domaine des choix possibles**, ou tout simplement le panier des options accessibles. Autrement dit, si l'on veut préparer un sandwich et si l'on ne dispose que de poulet et de thon dans son réfrigérateur, le domaine des choix possibles comprend un sandwich au poulet, un sandwich au thon, un sandwich bizarre mélangeant du poulet et du thon ou pas de sandwich du tout. Un sandwich au jambon est en dehors du domaine accessible. La définition des limites que rencontre une personne ou une entreprise est une étape critique de l'analyse économique. On peut toujours rêver d'un sandwich au jambon ou de toute autre chose absente du domaine des choix possibles. Lorsqu'il faut faire des choix et prendre des décisions, la première étape est d'identifier ce qui est effectivement présent dans le domaine des choix possibles.

Les contraintes budgétaires et temporelles

Les *contraintes* limitent les choix et définissent le domaine des choix possibles. Dans la plupart des situations économiques, les contraintes limitant les choix d'un individu, c'est-à-dire les contraintes réellement pertinentes, ne sont pas la façon de garnir un sandwich, mais le temps et l'argent. Les contraintes liées à l'argent sont appelées **contraintes budgétaires** ; celles liées au temps sont des **contraintes temporelles**. Les choix d'un milliardaire sont en général davantage limités par le temps que par l'argent. Dans le cas d'un chômeur, en revanche, la limite est plus souvent le manque d'argent que l'insuffisance de temps.

Tableau 2.1 Le domaine des choix possibles de Pierre

DVD	CD
6	0
5	2
4	4
3	6
2	8
1	10
0	12

La contrainte budgétaire définit un domaine type de choix possibles. Considérons la contrainte budgétaire de Pierre : il a décidé de consacrer 120 € à l'achat soit de CD de musique, soit de DVD de cinéma. Un DVD coûte 20 € et un CD 10 €. Pierre peut donc acheter 6 DVD *ou* 12 CD. Mais il peut également acheter 2 DVD *et* 8 CD ; ou encore 4 DVD *et* 4 CD. Le tableau 2.1 détaille les diverses possibilités qui lui sont offertes. Ces dernières sont aussi représentées

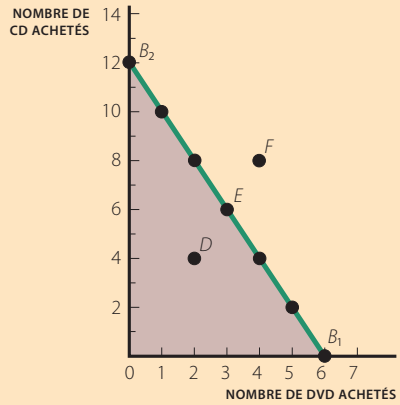


Figure 2.1 Contrainte budgétaire de Pierre

La contrainte budgétaire détermine les limites du domaine individuel des choix possibles entre l'achat de DVD et celui de CD. Les points B_1 et B_2 représentent les choix extrêmes, où l'individu choisit exclusivement l'un ou l'autre de ces produits. En fait, Pierre choisit le point *E*. Les choix situés dans la zone ombrée sont possibles mais moins intéressants que les choix situés sur la contrainte budgétaire.

graphiquement sur la figure 2.1[2]. On mesure le nombre de CD achetés sur l'axe vertical et le nombre de DVD sur l'axe horizontal. La droite B_1B_2 représente la contrainte budgétaire de Pierre. Les points B_1 et B_2 de la figure correspondent aux deux situations extrêmes, où Pierre achète exclusivement soit des DVD, soit des CD. Les divers points situés entre B_1 et B_2, le long de la contrainte budgétaire, représentent les autres combinaisons possibles. Le coût de chaque combinaison de DVD et de CD ne doit pas dépasser 120 €. Pierre se décide finalement pour le point *E*, où il achète 3 DVD (pour 60 €) et 6 CD (pour 60 €).

La contrainte budgétaire de Pierre correspond à la droite qui définit la frontière de son domaine de choix possibles. Mais ce domaine est lui-même plus vaste. Il comprend également tous les points situés en dessous de la contrainte budgétaire, c'est-à-dire la zone ombrée de la figure. La contrainte budgétaire indique le nombre maximal de CD que peut acheter Pierre pour chaque quantité de DVD fixée, et inversement. Pierre a toujours intérêt à choisir un point situé sur sa contrainte budgétaire. Cela se comprend aisément en comparant

[2] Se reporter à l'annexe de ce chapitre pour une aide à la lecture des graphiques. En économie, les graphiques sont des instruments très utiles, auxquels on aura recours tout au long de cet ouvrage. Il est essentiel d'apprendre à les lire, à les comprendre et à les interpréter.

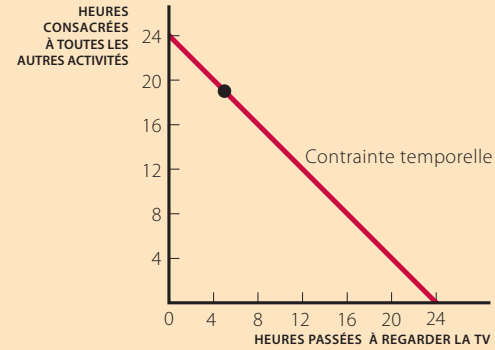


Figure 2.2 Domaine des choix possibles entre regarder la TV et avoir d'autres activités

Le domaine des choix possibles est défini ici par une contrainte temporelle. Celle-ci montre l'arbitrage que chacun d'entre nous doit effectuer entre le temps passé devant la télévision et le temps consacré à d'autres activités.

les points *E* et *D*. Au point *E*, Pierre peut obtenir une plus grande quantité des deux biens qu'au point *D*. Il serait même plus satisfait s'il pouvait atteindre le point *F*, où il aurait encore plus de CD et de DVD, mais, par définition, ce point n'est pas accessible.

La figure 2.2 correspond à une contrainte temporelle. Sous sa forme la plus courante, elle indique simplement que la somme du temps que consacre une personne à ses différentes activités au cours d'une journée, y compris son temps de sommeil, doit être égale à 24 heures. La figure indique les heures passées à regarder la télévision sur l'axe horizontal et les heures passées à d'autres activités sur l'axe vertical. Qu'il soit pauvre ou riche, un individu ne dispose que de 24 heures par jour pour ses diverses activités. La contrainte temporelle et la contrainte budgétaire jouent un rôle similaire. Une personne ne peut pas passer plus de 24 heures ou moins de zéro heure par jour à regarder la télévision. Plus on passe de temps devant son écran de télévision, moins on en a pour les autres activités. Pierre doit alors arbitrer entre le temps consacré à la télévision et celui consacré à ses autres activités.

Frontière des possibilités de production

Les entreprises, comme les sociétés humaines, sont soumises à des contraintes. Elles doivent aussi faire des choix à l'intérieur de leur domaine de choix

possibles. Les quantités de biens qu'une entreprise ou une société sont en mesure de produire, pour des quantités données de terre, de travail et d'autres facteurs de production, constituent ses **possibilités de production**.

On prend souvent l'exemple d'une société dont la production économique totale se divise en deux catégories, les dépenses militaires et les dépenses civiles. Chacune de ces deux catégories de dépenses se subdivise elle-même en une multitude d'éléments différents, mais, pour le moment, nous nous limiterons à ces deux grandes catégories. Pour simplifier, sur la figure 2.3, les dépenses militaires correspondent à des armes et les dépenses civiles à de la nourriture. La production d'armes se situe sur l'axe vertical et la production de nourriture sur l'axe horizontal. Les combinaisons possibles de ces dépenses constituent le domaine des choix possibles. Le tableau 2.2 indique quelques-unes de ces différentes combinaisons : 90 millions de tonnes d'armes et 40 millions de tonnes de nourriture, ou 40 millions de tonnes d'armes et 90 millions de tonnes de nourriture. Ces possibilités sont représentées sur la figure 2.3. Lorsque l'on doit prendre des décisions de production, la limite du domaine des choix possibles permet de connaître la quantité maximale d'armes qui peut être produite à la place de toute quantité donnée de nourriture, et réciproquement. C'est pourquoi on l'appelle la **frontière (ou courbe) des possibilités de production**.

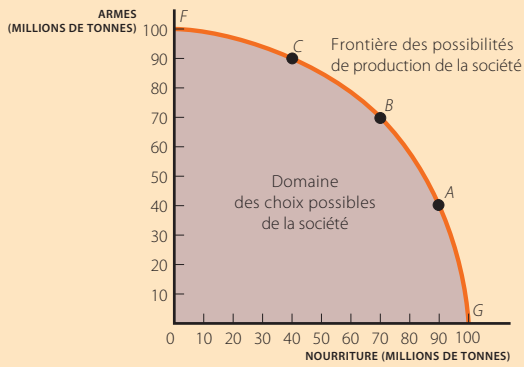


Figure 2.3 Arbitrage entre les armes et la nourriture

La frontière des possibilités de production délimite le domaine des choix possibles d'une société donnée. Dans notre exemple, il s'agit de l'arbitrage entre les dépenses militaires (les « armes ») et les dépenses civiles (la « nourriture »). Les choix extrêmes sont situés aux points *F* et *G*, où l'économie produit exclusivement soit des armes, soit de la nourriture. On remarque que, contrairement aux contraintes budgétaires et temporelles, qui étaient des droites, la frontière des possibilités de production a une forme incurvée, ce qui indique la présence de rendements décroissants.

Si l'on compare le domaine des choix possibles d'un individu avec celui d'une société humaine, on constate une différence importante. La contrainte budgétaire de l'individu est représentée par une droite, tandis que la frontière des possibilités de production est incurvée. Il y a une bonne raison à cela. En effet, un individu est en général confronté à des *arbitrages* fixes : si Pierre dépense 20 € de plus en DVD (il achète 1 DVD de plus), il dispose de 20 € de moins pour acheter des CD (il devra acheter deux CD de moins).

En revanche, les arbitrages que doit faire la société ne sont pas fixes. Si une société ne produit que quelques armes, elle utilisera les ressources — hommes et machines — les plus adaptées à leur fabrication. Mais, à mesure que la société souhaite produire davantage d'armes, cela devient de plus en plus difficile. Elle doit faire de plus en plus appel aux ressources qui sont les moins efficaces pour la production d'armes. Et elle doit mobiliser ces ressources au détriment de la production des autres biens, de la nourriture dans notre exemple. Lorsque la production d'armes passe de 40 millions de tonnes par an (point *A*) à 70 millions de tonnes (*B*), la production de nourriture doit diminuer de 20 millions de tonnes, c'est-à-dire passer de 90 à 70 millions de tonnes. Mais si la production d'armes augmente encore plus, pour atteindre 90 millions de tonnes (point *C*), soit une hausse de seulement 20 millions, il faudra pour cela diminuer la production de nourriture de 30 millions de tonnes, pour la ramener à 40 millions seulement. Pour chaque augmentation de la quantité d'armes, la diminution nécessaire du nombre de tonnes de nourriture produites est plus élevée. C'est ce qui explique la forme incurvée de la frontière des possibilités de production.

Prenons un autre exemple : supposons qu'une entreprise dispose de deux terrains agricoles, l'un permet de cultiver du blé mais pas de maïs, et l'autre du maïs mais pas de blé. Dans ce cas, la seule manière d'accroître la

Tableau 2.2 Les possibilités de production de l'économie

Armes (millions de tonnes)	Nourriture (millions de tonnes)
100	0
90	40
70	70
40	90
0	100

production de blé est d'envoyer des ouvriers agricoles qui cultivent les champs de maïs travailler dans les champs de blé. À mesure que le nombre des travailleurs présents dans les champs de blé augmente, la production s'accroît, mais chaque travailleur supplémentaire fait croître cette production dans une moindre proportion. Les premiers travailleurs se sont vraisemblablement contentés d'enlever les herbes les plus nuisibles. Les travailleurs suivants ont effectué un défrichage plus soigneux, ce qui a permis d'accroître la récolte. Mais les mauvaises herbes qui restaient à arracher étaient de plus en plus petites et de moins en moins nuisibles ; la production n'a donc augmenté que dans des proportions de plus en plus faibles. Cet exemple illustre le principe général des **rendements décroissants**. L'utilisation d'unités supplémentaires d'un facteur de production quelconque — engrais, travail ou machines —, quand les quantités des autres facteurs sont fixes, contribue à accroître la production, mais dans une proportion de plus en plus faible.

Le phénomène de rendements décroissants correspond à un concept très important en économie. On le retrouve dans de nombreuses situations. Chaque étudiant sait par exemple que la première heure d'étude est habituellement plus profitable que la dixième et que travailler un nombre raisonnable d'heures peut être très bénéfique quand on prépare

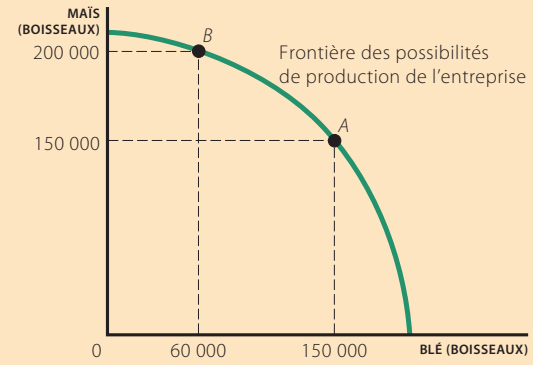


Figure 2.4 L'arbitrage entre le blé et le maïs

Cette frontière des possibilités de production montre qu'à mesure que s'accroît la production de blé, il faut renoncer à des quantités de plus en plus grandes de maïs. En d'autres termes, lorsque la production de maïs diminue, la production de blé s'accroît mais selon des montants de plus en plus faibles.

un examen. En revanche, si, la veille d'un examen, on passe toute la nuit à réviser, on risque d'avoir plus de mal à se concentrer et de moins bien réussir. Il est préférable de cesser de travailler beaucoup plus tôt et d'aller dormir. Dans le chapitre 7, nous examinerons les facteurs qui agissent sur les coûts de production des biens et services. La notion de rendements décroissants nous aidera à comprendre pourquoi une augmentation du prix est nécessaire pour inciter les entreprises à accroître le montant de leur production.

Le tableau 2.3 indique les productions respectives des champs de maïs et de blé quand on accroît le nombre de travailleurs dans chacun de ces champs. Supposons que l'entreprise dispose de 6 000 travailleurs à répartir entre la production de blé et la production de maïs. Les colonnes 2 et 4 permettent de déterminer les possibilités de production de l'entreprise, lesquelles sont représentées graphiquement dans la figure 2.4.

Tableau 2.3 Rendements décroissants

Nombre de travailleurs dans le champ de maïs	Production de maïs (boisseaux)	Nombre de travailleurs dans le champ de blé	Production de blé (boisseaux)
1 000	60 000	5 000	200 000
2 000	110 000	4 000	180 000
3 000	150 000	3 000	150 000
4 000	180 000	2 000	110 000
5 000	200 000	1 000	60 000

Les coûts

Faire des arbitrages implique toujours de pondérer des coûts et des avantages. Ce que l'on a en plus correspond aux avantages et ce à quoi l'on doit renoncer correspond aux coûts. Les avantages dépendent souvent des préférences personnelles de l'individu concerné. Certains seront heureux de renoncer à un match de tennis pour aller au golf, d'autres seront tout aussi heureux de faire le choix inverse. Les économistes ne cherchent pas en règle générale à expliquer pourquoi les individus ont des préférences différentes. Dès lors, quand ils essaient de comprendre les choix individuels, ils ont tendance à se concentrer sur les coûts. Que l'ensemble des choix possibles soit défini par une contrainte budgétaire, une contrainte temporelle ou une frontière des possibilités de production, les coûts d'une option sont toujours définis par rapport aux coûts des autres options. Si l'individu, l'entreprise ou l'économie se situent sur leur contrainte ou leur frontière des possibilités de production, ils ne peuvent obtenir plus d'un bien qu'en renonçant à une certaine quantité d'un autre. Le « coût » d'acquisition d'une unité supplémentaire d'un bien correspond à la quantité de l'autre bien à laquelle on doit renoncer.

Pour les économistes, les coûts sont donc des éléments d'arbitrage à l'intérieur d'un domaine de choix possibles. Revenons à la figure 2.1, où Pierre doit choisir entre des DVD et des CD. Son arbitrage est donné par un **prix relatif**, qui est le rapport entre le prix d'un DVD et le prix d'un CD. Dans notre exemple, un DVD coûte 20 $ et un CD 10 $. Le prix relatif d'un DVD par rapport à un CD est donc de 20 € ÷ 10 € = 2. Chaque fois qu'il renonce à 1 DVD, Pierre peut acquérir 2 CD. De même, les sociétés et les entreprises doivent faire des arbitrages le long de leur frontière des possibilités de production, comme dans le cas de la figure 2.3. Le point *A* correspond à la décision de produire 40 millions de tonnes d'armes et 90 millions de tonnes de nourriture. L'arbitrage peut être calculé en comparant les points *A* et *B*. La société pourra disposer de 30 millions de tonnes d'armes supplémentaires en renonçant à 20 millions de tonnes de nourriture.

Les arbitrages sont nécessaires parce que les ressources sont rares. Pour acquérir un bien, il faut verser de l'argent, et donc renoncer à quelque chose. Si vous voulez travailler à la bibliothèque demain soir, vous devrez renoncer à aller au cinéma. Si une scierie veut fabriquer davantage de planches de 2 mètres sur 4 à partir de son stock de bois, elle ne pourra plus produire autant de poutres de 1 mètre sur 4 qu'auparavant.

Les coûts d'opportunité

Si l'on vous demande à l'improviste le prix d'une place de cinéma, vous indiquerez sans doute le prix que vous avez payé la dernière fois que vous y êtes allé, 7 € par exemple. Mais le concept d'arbitrage montre qu'il n'est pas si simple de répondre *pleinement* à cette question. Tout d'abord, le coût n'est pas de 7 € mais de ce que ces 7 € auraient permis d'acheter par ailleurs. En outre, votre temps est une ressource rare qui doit être incorporée dans le calcul. L'argent et le temps représentent des choix possibles auxquels vous avez renoncé pour aller au cinéma, — ils correspondent à ce que les économistes appellent le **coût d'opportunité** du film. Exploiter une ressource pour un usage donné implique qu'on ne puisse pas l'utiliser à d'autres fins. Ainsi, quand on envisage d'utiliser une ressource quelconque dans un domaine particulier, on doit tenir compte de la meilleure des autres utilisations possibles de cette ressource. Cette « meilleure des autres utilisations possibles » permet de mesurer formellement le coût d'opportunité.

Quelques exemples nous aideront à mieux comprendre le concept de coût d'opportunité. Prenons celui de Maude, une étudiante belge qui travaille pendant les vacances d'été. Elle a la possibilité d'aller faire du surf avec des amis aux Canaries sur la plage de Sotavento à Fuertventura. Mais, pour cela, elle doit abandonner son travail d'été deux semaines avant la date initialement prévue. Ses amis ont trouvé un billet d'avion charter très avantageux et un logement sur place à bon marché. Le coût est de seulement 1 000 € pour deux semaines. Pour un économiste, le coût total du voyage de Maude n'est pas de 1 000 €. Dans la mesure où elle peut travailler deux semaines de plus si elle reste à Bruxelles, le coût d'opportunité de son séjour doit tenir compte du supplément de revenu auquel elle doit renoncer. Cette somme doit être ajoutée au prix du billet d'avion et du séjour pour calculer le coût économique total du séjour de surf.

RAISONNER EN ÉCONOMISTE
ARBITRAGES (*TRADE-OFFS*)

Chaque fois que l'on rencontre un domaine des choix possibles, une contrainte budgétaire, une contrainte de temps ou une courbe des possibilités de production, il faut penser *arbitrage* (*trade-off*). Les variables situées sur les axes des graphiques précédents correspondent aux objets de l'arbitrage, des CD ou des DVD, de la nourriture ou des armes, etc. La courbe qui va d'un axe à l'autre indique les quantités disponibles pour l'arbitrage. Le domaine des possibles correspond à l'ensemble des choix accessibles. La contrainte budgétaire présente les arbitrages dus au montant limité de la monnaie disponible; la contrainte temporelle reflète la quantité limitée du temps disponible. La courbe des possibilités de production montre les arbitrages à opérer quand il faut décider ce que l'on doit produire avec un montant fixé de terre, de travail ou d'autres facteurs de production. Dans les trois cas, c'est la nécessité de faire des arbitrages qui est mise en évidence.

Beaucoup pensent que les économistes n'étudient que les situations faisant intervenir des contraintes monétaires ou budgétaires. Mais les contraintes temporelles peuvent aussi se révéler déterminantes dans certaines situations. Les élections politiques en sont un bon exemple. Dans les derniers stades des campagnes présidentielles les candidats doivent faire face à de très sévères contraintes temporelles. Dans un pays fédéral aussi grand que les États-Unis par exemple, où le temps disponible pour faire campagne est fixé de façon précise, les candidats doivent faire des choix hautement stratégiques concernant les États auxquels il faut rendre visite. Lors de l'élection présidentielle de 2012 (Obama contre Romney), l'Ohio et la Floride étaient les deux principaux « États-pivots » (*swing states*). Cependant, le temps passé dans un État pivot était autant de temps passé en moins dans les nombreux autres États. Chaque candidat devait alors tenir compte du fait que la productivité marginale du temps passé était plus élevée dans les État pivots que dans les autres États et en déduire la meilleure allocation du temps qui restait avant la date de l'élection.

Les économistes jugent utile de faire la distinction entre contrainte budgétaire et contrainte temporelle. Toutefois, la plupart du temps, les arbitrages font intervenir à la fois le temps et la monnaie. Par exemple, si vous devez décider comment passer votre soirée du samedi, vous pouvez soit aller voir un film, ce qui demande 2 heures et coûte 8 euros, soit aller écouter un concert qui dure 4 heures et dont le ticket d'entrée vaut 35 euros. Toutes les contraintes, qu'elles soient temporelles ou monétaires, doivent être prises en compte quand on définit un domaine de choix possibles.

Le président Barack Obama salue les supporters venus l'encourager.

Supposons maintenant qu'une entreprise commerciale achète un immeuble pour y installer son siège social et que cet immeuble soit trop grand par rapport à ses besoins. Le montant que l'entreprise pourrait percevoir par mètre carré loué, soit trois dollars par mois, correspond au coût d'opportunité de l'espace laissé inoccupé.

Cette analyse peut également s'appliquer à l'État. Le gouvernement fédéral américain détient de vastes étendues de terrain. Pour savoir s'il est rentable de convertir une partie de ces terrains en parc national, le gouvernement doit prendre en compte leur coût d'opportunité. On pourrait utiliser ces terrains pour produire du bois ou les transformer en prairies pour les moutons. Quelle que soit leur valeur dans leur meilleure autre utilisation possible, elle correspond au coût économique du parc national. Le fait que l'État n'ait pas eu à acheter les terrains ne signifie pas que l'on doit considérer ces terrains comme des biens gratuits.

SITES INTERNET
RESSOURCES DOCUMENTAIRES POUR ÉCONOMISTES SUR INTERNET

On trouvera un guide des ressources documentaires pour économistes sur Internet à l'adresse suivante : http://www.aeaweb.org/rfe. Ce guide bénéficie du soutien financier de l'*American Economic Association*. Il recense 2 000 entrées, réparties dans 97 sections et sous-sections, utiles aux économistes professionnels et à tous ceux qui s'intéressent aux questions économiques.

Ainsi, pour un économiste, lorsque les entreprises et les particuliers rationnels font des choix — soit de réaliser un projet d'investissement plutôt qu'un autre, soit d'acheter un bien plutôt qu'un autre —, ils tiennent compte de *tous* les coûts, c'est-à-dire de l'ensemble des coûts d'opportunité et pas seulement des dépenses directes.

Coût d'opportunité et commerce international

Les concepts d'échange et de coût d'opportunité jouent un rôle crucial pour expliquer les raisons pour lesquelles les économistes estiment que tous les pays peuvent être gagnants quand ils échangent internationalement. On examinera le cas de deux pays fictifs, que nous appellerons Nord et Sud. Nord est un pays développé, avec des travailleurs très qualifiés et un équipement en capital moderne. Sud est beaucoup plus pauvre. Ses travailleurs sont en général peu qualifiés et il dispose de peu d'équipement en capital pour les aider à produire. Pour simplifier, on suppose également que ces deux pays produisent seulement deux types de biens, des ordinateurs et du textile. Le pays développé est plus productif que le pays en développement à la fois dans le secteur des ordinateurs et dans celui du textile. Toutefois, bien que Nord puisse produire chaque bien de façon plus efficace que Sud, les économistes montrent que les deux pays ont intérêt à échanger entre eux. Le concept de coût d'opportunité joue un rôle central dans cette démonstration.

Pour rendre notre exemple encore plus concret, on suppose que, dans Nord, 100 heures de travail permettent de produire 5 ordinateurs ou 100 chemises. Dans Sud, 100 heures de travail permettent de produire 1 ordinateur ou 50 chemises. Ces chiffres, reportés dans la partie supérieure du tableau 2.4, reflètent notre hypothèse que Nord est plus productif à la fois dans le secteur des ordinateurs et dans celui du textile (dans ce cas précis, il s'agit de la production de chemises). On décrit en général cette situation en disant que Nord a un **avantage absolu** dans la production des ordinateurs et du textile. L'idée clé pour comprendre les raisons du commerce international est que la structure des échanges internationaux n'est pas fondée sur l'avantage absolu. Elle repose sur une comparaison entre les coûts d'opportunité respectifs

EXEMPLE TYPIQUE
LES COÛTS D'OPPORTUNITÉ DE L'ENTRÉE À L'UNIVERSITÉ

Le concept de coût d'opportunité joue un rôle essentiel en économie. Il permet de mesurer de façon correcte le coût de tout ce que l'on fait. Quel est le coût d'opportunité pour un bachelier de poursuivre ses études à l'Université ? Si lui-même ou ses parents se demandent combien coûte une année universitaire, ils penseront sûrement aux frais d'inscription, au logement, aux achats de livres, etc. Mais, si l'on raisonne en termes de coûts d'opportunité, cette liste comprend à la fois trop et trop peu d'éléments.

Comme il faut de toute manière se loger quelque part et se nourrir quoi qu'il arrive, même si on arrête ses études, ces coûts ne font pas partie des coûts d'opportunité. Il ne faut en tenir compte que si l'on est par exemple logé en tant qu'étudiant à un prix supérieur à celui que l'on paierait autrement (et seulement pour la différence).

Pour évaluer correctement les coûts d'opportunité, il faut imaginer ce que l'on ferait si l'on décidait de ne pas poursuivre ses études. Un économiste pense immédiatement au travail que l'on peut alors effectuer et au revenu que l'on peut gagner. Le chiffre variera d'un étudiant à l'autre, mais le Département américain de l'Éducation estimait en 2013 que les élèves entre 18 et 24 ans diplômés de l'enseignement secondaire qui travaillent à plein temps gagnent environ 26 500 dollars par an[3]. Il faut ajouter ce *revenu non gagné* aux coûts directs tels que les droits d'inscription pour obtenir le coût d'opportunité de la poursuite d'études à l'Université. Pour la plupart des étudiants, ce manque à gagner est une composante très importante du coût d'opportunité des études universitaires.

TEST DE COMPRÉHENSION : utilisez le concept de coût d'opportunité afin d'expliquer les raisons pour lesquelles les grands joueurs de basket-ball des équipes universitaires américaines finissent rarement leurs études supérieures.

[3] U.S. Census Bureau, Annual Demographic Survey, Table PINC-04, March 2013, www.census.gov/hhes/www/cpstables/032013/perinc/pinc04_000.htm.

Tableau 2.4

Productivité du travail dans la production d'ordinateurs et de chemises

	Nord	Sud
Ordinateurs produits avec 100 heures de travail	5	1
Chemises produites avec 100 heures de travail	100	50

Coûts d'opportunité de la production d'ordinateurs et de chemises

	Nord	Sud
Coût d'opportunité d'un ordinateur (en termes de chemises)	20	50
Coût d'opportunité de 100 chemises (en termes d'ordinateurs)	5	2

de la production des deux biens dans chaque pays. Dans Nord, le coût d'opportunité de la production de 100 chemises est de 5 ordinateurs. Si on déplace 100 heures de travail dans la production de textile pour produire 100 chemises supplémentaires, on réduit la production d'ordinateurs de 5 unités. Au contraire, le coût d'opportunité de la production de 100 chemises dans Sud est de seulement 2 ordinateurs. Si l'on déplace 200 heures de travail dans la production de textile pour produire les 100 chemises supplémentaires, cela réduit la production d'ordinateurs de 2. Le coût d'opportunité de la production de chemises supplémentaires est plus faible dans Sud que dans Nord. On caractérise une situation de ce type en disant que Sud a un **avantage comparatif** dans la production de textile. Sud est *relativement* plus efficace dans la production de chemises que Nord.

Si Sud a un avantage comparatif dans la production de chemises, Nord a un avantage comparatif dans la production d'ordinateurs. Nord est relativement plus efficace pour produire des ordinateurs. Pour le montrer, on examine le coût d'opportunité de Nord dans la production d'un ordinateur supplémentaire. Pour produire cet ordinateur additionnel, Nord doit déplacer 20 heures de travail aux dépens du secteur textile et au profit du secteur des ordinateurs. Cela correspond à une réduction de la production de chemises de 20 unités. Le coût d'opportunité d'un ordinateur dans Nord est de 20 chemises. Pour produire un ordinateur, Sud doit déplacer pour sa part 100 unités de travail aux dépens de la production textile, ce qui réduit la production de chemises de 50 unités. Le coût d'opportunité d'un ordinateur est plus élevé dans Sud (50 chemises) que dans Nord (20 chemises). Nord a un avantage comparatif dans la production d'ordinateurs.

La partie inférieure du tableau 2.4 indique pour chaque pays le coût d'opportunité de la production d'ordinateurs (exprimé en termes de chemises) et le coût d'opportunité de la production de chemises (exprimé en termes d'ordinateurs). Tandis que Nord a un avantage absolu dans la production des deux biens, son avantage comparatif se trouve dans la production d'ordinateurs. Sud a un avantage comparatif dans la production de chemises.

Parce que Sud a un avantage comparatif dans la production de chemises et Nord un avantage comparatif dans la production d'ordinateurs, les deux pays peuvent avoir intérêt à l'échange. En transférant 100 heures de travail de la production d'ordinateurs à la production de chemises, Sud produit 1 ordinateur de moins et 50 chemises de plus. En transférant 20 heures de travail de la production de chemises à la production d'ordinateurs, Nord produit 1 ordinateur de plus et 20 chemises de moins. Ce mouvement en direction d'une spécialisation accrue dans chaque pays maintient la même production totale d'ordinateurs (avec 1 ordinateur de moins produit dans Sud et 1 de plus produit dans Nord). En revanche, la production totale de chemises s'est accrue de 30 unités (50 de plus dans Sud et 20 de moins dans Nord). Le supplément de chemises représente (dans notre exemple) les gains de la spécialisation. Parce que le coût d'opportunité d'un ordinateur dans Nord est de 20 chemises, il faudra que Sud fournisse au minimum 20 chemises en échange d'un ordinateur. Si Sud offre moins de 20 chemises pour un ordinateur, Nord aura intérêt à produire ses propres chemises. Parce que le coût d'opportunité d'un ordinateur dans Sud est de 50 chemises, Sud refusera de payer plus de 50 chemises pour un ordinateur de Nord. Aussi longtemps que le prix d'un ordinateur se situe entre 20 et 50 chemises,

les deux pays peuvent être gagnants si Nord transfère de la main d'œuvre en faveur de son secteur des ordinateurs, si Sud transfère de la main d'œuvre en faveur de son secteur textile et si les deux pays échangent entre eux. Par exemple, si le prix d'un ordinateur est de 30 chemises, Sud peut acheter un ordinateur à Nord (le total des ordinateurs disponibles dans Sud est donc le même qu'auparavant) et il lui reste un supplément de 20 chemises permettant à sa population d'être mieux habillée. Pendant ce temps, Nord a réduit sa propre production de chemises de 20 unités, mais il a été capable d'obtenir 30 chemises en échange de l'ordinateur supplémentaire qu'il a produit. Par conséquent, Nord est aussi dans une meilleure situation. Nord gagne à exporter des ordinateurs vers Sud et Sud gagne à exporter du textile vers Nord.

À partir du moment où l'on a compris le rôle central joué par les coûts d'opportunité, on a également compris pourquoi Nord et Sud gagnent à spécialiser leurs productions respectives et à pratiquer des échanges entre eux. Toutefois, en dépit des économistes qui soutiennent l'idée que le commerce international peut bénéficier à tous les pays qui échangent, de nombreuses personnes s'opposent au mouvement actuel en faveur du libre-échange. Les arguments avancés à ce sujet et le rôle des différentes politiques gouvernementales influant sur le commerce international seront étudiés dans le chapitre 20.

Les coûts irrécupérables

Comme nous venons de le voir, les coûts économiques tiennent compte de coûts que les non-spécialistes ignorent souvent. En sens inverse, ils laissent de côté des coûts que les non-économistes prennent en compte. Par exemple, un individu rationnel doit normalement ne pas tenir compte dans ses choix à venir d'une dépense déjà réalisée et qui ne peut en aucun cas être récupérée. Les dépenses de ce type s'appellent des **coûts irrécupérables**.

Pour comprendre ce concept, revenons à notre exemple des places de cinéma et supposons que vous ayez dépensé 10 € pour acheter un billet. Vous n'étiez pas certain que ce film ait une valeur de 10 €. Au bout d'une demi-heure, vos pires craintes se vérifient : le film est un désastre. Allez-vous quitter la salle ? En prenant cette décision, vous ne tenez pas compte des 10 €. Il s'agit d'un coût irrécupérable ; votre argent est perdu, que vous restiez ou que vous partiez. Le seul choix qui vous reste à faire est de décider de quelle façon vous allez occuper votre temps au cours des soixante minutes à venir : regarder un mauvais film ou faire autre chose.

Supposons que vous veniez d'acheter l'ordinateur portable de vos rêves au prix de 2 000 €. Mais, une semaine après, le fabricant propose un nouvel ordinateur deux fois plus puissant pour 1 000 € ; vous pouvez échanger votre ancien ordinateur contre le nouveau en payant un supplément de 400 €. Vous êtes en colère. Vous avez le sentiment d'avoir acheté 2 000 $ un ordinateur qui ne vaut pratiquement plus rien alors que vous l'avez à peine utilisé. Vous décidez de reporter l'achat d'un nouvel ordinateur à l'année suivante, afin que votre investissement vous serve au moins à quelque chose. Là encore, l'économiste vous dira que vous n'abordez pas le problème de manière rationnelle. La décision passée est un coût irrécupérable. La seule question que vous devez désormais vous poser est de savoir si la puissance supplémentaire du nouvel ordinateur vaut les 400 € qui vous sont demandés en plus. Si oui, achetez-le. Dans le cas contraire, ne l'achetez pas.

Les coûts marginaux

Le troisième type de coût qui intéresse les économistes correspond à ce que l'on appelle les **coûts marginaux**. Ils doivent être mis en regard des **avantages marginaux** (supplémentaires) de l'activité concernée. Pour les décisions les plus difficiles à prendre, il ne s'agit pas de savoir s'il faut faire ou ne pas faire une chose, mais de savoir s'il faut en faire un peu plus ou un peu moins. Rares sont les gens qui perdent leur temps à se demander si oui ou non ils doivent travailler. Il est nécessaire de travailler. Le vrai choix consiste à se demander si l'on doit travailler plus ou moins longtemps. Un pays ne se demande pas s'il doit avoir ou non une armée mais si cette armée doit être petite ou grande.

Laure envisage de partir faire du ski en Suisse. Le voyage lui coûte 200 €, la nuit d'hôtel 100 € et le forfait-ski 35 € par jour. La nourriture lui revient au même prix que si elle était restée chez elle. Elle se demande si elle doit partir deux ou trois jours. Le coût *marginal* du troisième jour est de 135 €, soit le coût de l'hôtel plus celui du forfait. Rester le troisième jour

SITES INTERNET
LA VOIX DES ÉCONOMISTES

Une bonne façon de commencer à raisonner en économiste est de lire ce que les économistes disent à propos de l'actualité. On trouvera des articles sur ce thème sur le site de *The Economists' Voice* à l'adresse suivante : bepress.com/ev.

n'entraîne aucun coût de transport supplémentaire. Pour prendre sa décision, Laure doit comparer le coût marginal de ce troisième jour avec la satisfaction supplémentaire qu'elle en retirera.

Consciemment ou non, les individus réalisent des arbitrages à la marge pour prendre la plupart de leurs décisions. Les économistes les rendent explicites. En effet, avec les coûts d'opportunité et les coûts irrécupérables, l'analyse marginale constitue l'un des concepts fondamentaux dont ils se servent pour étudier de façon systématique les coûts des divers choix possibles.

Ce type d'analyse tend à jouer un rôle de plus en plus important dans les débats sur la politique économique. Par exemple, dans le domaine de la réglementation de l'environnement ou dans celui des normes de sécurité, la question centrale n'est pas de savoir s'il faut ou non des règles ou des normes mais quel doit être leur degré de sévérité. Un renforcement des normes peut apporter aussi bien des avantages que des coûts à la marge. Dans une perspective purement économique, le seul moyen de justifier l'imposition de normes plus strictes est de montrer que les avantages marginaux sont supérieurs aux coûts marginaux. Prenons le cas de la sécurité automobile. Au cours des vingt-cinq dernières années, le gouvernement fédéral américain a joué un rôle très actif dans ce domaine. Il a fixé des normes qui s'appliquent à toutes les automobiles. Par exemple, une automobile doit être capable de résister à une collision frontale à une certaine vitesse. Un des problèmes les plus difficiles à résoudre est de choisir les normes à respecter. Récemment, le gouvernement américain a envisagé un renforcement des normes pour les collisions latérales avec des camions. Selon les experts gouvernementaux, ce renforcement devait faire baisser de 79 en moyenne le nombre annuel de morts sur les routes. La mise en conformité aux nouvelles normes devait augmenter de 81 $ le coût d'une automobile (sans compter le supplément de consommation d'essence dû à l'augmentation du poids des camions). Pour savoir s'il fallait imposer ou non des normes élevées, le gouvernement fédéral américain a eu recours à l'analyse marginale. Il a calculé les vies *supplémentaires* sauvées et les coûts *supplémentaires* qui résulteraient de l'application de ces normes.

EN BREF

LES GRANDES ÉTAPES D'UN CHOIX RATIONNEL

- Identifier les domaines des choix possibles.
- Définir les conditions d'arbitrage (*trade-offs*).
- Calculer correctement les coûts, en ne tenant pas compte des coûts irrécupérables et en tenant compte des coûts d'opportunité et des coûts marginaux.

Vérification et application des connaissances

Résumé

1 Le modèle concurrentiel de base suppose que des individus rationnels, guidés par leur intérêt personnel, interagissent sur des marchés concurrentiels avec des entreprises cherchant à maximiser leurs profits.

Index

A

Accises, droits d'accise, 385
Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, *voir* GATT
Accords de rachats (repurchases — RPs), 709
Achats publics de biens et services, *voir* Fusions
Achats publics de biens et services, 768
  consommation et –, 665
  dans le modèle de plein emploi, 552-557
  dépenses globales et –, 670, 689, 691
  emploi du terme, 495
  produit d'équilibre et –, 671
Actifs, *voir aussi* Investissement, Investissements
  des banques, 617-619, 621
  prix et –, 132-134
ADM (Archer, Daniel et Midland), 277, 413
AFDC (Aid to Families with Dependent Children), États-Unis, 389
AFL (American Federation of Labor), États-Unis, 356
Afrique, 758, *voir aussi* PED (pays en développement)
  sub-saharienne, 785, *voir aussi* PED
Afrique du Sud, 269
Afro-Américains, 235
AFSCME (American Federation of State, County and Municipal Employees), États-Unis, 361
Agents immobiliers et logement, 344
Agriculture
  dans les PED (pays en développement), 785
  progrès de productivité en –, 470
  subventions à l'–, 85
Aid to Families with Dependent Children (AFDC), États-Unis, 389
Akerlof, George, 336
Aléa moral, 341
  incitations et –, 339
ALENA (accord de libre échange nord-américain), 435, 444, 449-450, *voir aussi* NAFTA
Allemagne, hyperinflation en –, 518-519
Amazon.com, 295
American Airlines, 284
American Federation of Labor (AFL), États-Unis, 356
American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME), États-Unis, 361
American Tobacco, 302
Amortissement
  dépression, 499
  stock de capital et –, 588
Analyse économique,
  automobile et –, *voir* Industrie automobile
  branches de l'–, 16-17
  comportementale –, 111-114
  définition de l'–, 6-14
  en tant que science sociale –, 17
  lois de l', *voir* Les différents principes et lois sur ce sujet
  normative, 19
  place de l'information dans l'–, 134-135, 645
  positive, 19
  rationalité des consommateurs et –, 24-25
Analyse revenu-dépense, 658-661
  courbe de dépenses globales et –, 658-661
  produit d'équilibre et –, 658-661
Anheuser-Busch, 305
Anticipations
  adaptatives, 132, 815
  changements dans les –, 56, 814-815
  courbes de demande et –, 54
  d'inflation, 810, 814-818, 822
  de consommation future, 666
  formation des –, 132
  rationnelles, 132
  taux de change et –, 755
Anti-sélection (adverse selection), 336-338, 341-342
  dans l'assurance-santé, 342
  sur le marché des véhicules d'occasion, 335-338
AOL, 9
Apple computers, 273
Appréciation (du taux de change), 576, 749
Apprentissage par l'expérience (learning by doing), 465-466
Arbitrage entre armes et nourriture, 33, 45
Arbitrage entre blé et maïs, 33-34
Arbitrage entre stabilité du produit et stabilité de l'inflation, 721
Arbitrages (trade-offs)
  changements dans les valeurs réelles et –, 732
  choix et –, 31-34, 96, 834-835
  contraintes budgétaires et –, 96
  définition, 7
  domaine des possibles et –, 36-40
  éducation et –, 211
  emploi et –, 640
  entre chômage et inflation, 720-721, 814-817, 833-835
  entre croissance et liberté, 799
  entre équité et efficacité, 382-383
  entre hausse de salaire et sécurité de l'emploi, 361-362
  entre incitation et égalité, 28
  entre loisir et consommation, 182-185
  entre stabilité du produit et stabilité de l'inflation, 721
  environnement et –, 412-413
  les coûts comme éléments d'–, 35-40
  offre de travail et –, 185
  politiques publiques et –, 839-848
  prédation et –, 284
  rareté et –, 7, 35
Arbres de décision, comportements stratégiques et –, 325
Archer Daniel Francis (ADM), 277, 413
Argentine, 89, 158
Arrow, Kenneth, 396

Assurance
aléa moral et –, 341
anti-sélection et –, 341
social, 380, 391-392
soins de santé et –, 341-343
Assurance sociale, 380
poids de l'–, 391
Assurance-vie, sociétés d'–, 610
AT & T
concurrence imparfaite et –, 293
déréglementation et –, 305
R & D chez –, 468
Atlanta, Georgie, certificats provisoires émis à –, 611
Attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis, 733-734, 792
Australie, 380
Automatisation, 156-157
Avantage absolu, 37, 428
Avantage comparatif, 38, 428-429
des États-Unis, 431
déterminants de l'–, 432-433
interactions entre ressources et –, 433
Internet et –, 432
possibilités de production et –, 430-431
spécialisation et –, 431
taux marginal de transformation et –, 430
Avantages marginaux, 39-40, 98
Aversion pour les pertes, 112

B

Balance commerciale, 671
Bangladesh, 784
Banque centrale, 623, 625, 650-652, 690, 713-714, 731-738, 738-740, 839-848
Banque centrale européenne, *voir* BCE
Banque centrale indépendante, 868-869
Banque mondiale (World Bank), 776, 783, 816
Banques
actifs des –, 617-618, 621
bilan des –, 616-618, 621
centrales, 623, 650-652, 690, 713-714, 731-738, 738-740, 839-848
commerciales, 610-611
engagements des –, 617, 619
fédérales de réserve, 622-626, 651, 708-709
histoire des –, 212
monnaie créée par les –, 612-622
paniques et –, 322-323
réglementation des –, 611
réserves des –, 617-622, 625-627, 707-713
Barrières à l'entrée, 283-284
Barrières non tarifaires, 436, 438
Barro, Robert, 831-832
Bâtiments et constructions comme facteurs de production, 142
Bâtiments et équipements, investissement en –, 667-668
BCE, 725, 776-777, 843, 866-871
Bell, Alexander Graham, 457-458
Bénéfices, 427, *voir aussi* Coûts et avantages marginaux, 39-40, 98
rémunérations et –, 367, 371
Bentham, Jeremy, 105
Bernanke, Ben, 839
Berners-Lee, Tim, 458, 591
Biais en faveur du statu quo, 113
Bien public
marchés imparfaits et –, 246, 257-258
problème du passager clandestin (free-rider) en cas de –, 257
pur, 461
recherche fondamentale en tant que –, 468-469
Bien-être (welfare), part des dépenses de –, 380
Biens
inférieurs, 101
non rivaux, 461
publics purs, 461
rivalité et non-rivalité des –, 591
rivaux, 461
sous tutelle (merit goods), 382, 419
Biens complémentaires, courbes de demande et –, 53-54
Biens de capital, 16, 206
en tant que facteurs de production, 142
investissement en –, 541
Biens de luxe, impôts sur, 385
Biens inférieurs, 103
Biens privés, 257
Biens substituts
courbes de demande et –, 53-54, 72, 103
élasticité et –, 103
élasticité-prix et –, 74
Bilan comptable –, 617-620
« Billets Boggs », 616
Blocs commerciaux régionaux, 449-450
Bons du Trésor (Treasury bills, abrégé en T-bills), 126
Boom, 499
Botswana, 785
Brésil, 790, *voir aussi* PED
Brevets, 283, 461-464, 592-593
durée de vie des –, 462
efficacité et –, 461-463
limites des –, 463
production d'idées et –, 459-461
protection des –, 462-463
secrets commerciaux et –, 463
Buchanan, James, 397
Budget, 827-831
coût des soins de santé et –, 563
croissance économique et –, 830
dépenses discrétionnaires et –, 563
dépenses militaires et –, 563
équilibré, 553-555
et dépenses sociales en faveur des personnes âgées, 563
facteurs agissant sur le –, 562-563, 827
facteurs de risque dans le –, 563
impôts fédéraux et –, 563, 828-829
intérêts de la dette et –, 831
Bulle Internet, 735-738
Bulles dans les prix des actifs, 131
Bureau of Economic Analysis, États-Unis, 495-496
Bureau of Labor Statistics, États-Unis, 491, 517
Bush, George W., 36, 157, 399-400, 411, 724, 829

C

Cailliau, Robert, 458, 591
Californie, marché de l'électricité en –, 88, 105, 300
Cambridge, constante de – (en note), 606
Canada, importations de médicaments en provenance du –, 402
Capacité excédentaire, stratégies commerciales et –, 285
Capacités, utilisation des –, 499
Capital
allocation inefficace du –, dans les PED, 786
besoins en –, 627-629
commerce international et –, 449-450
dans les PED, 786
humain, 210-211, 590
parfaitement mobile –, 752
physique, 210
stock de –, 508, 537, 588-589
taux d'épargne et –, 568-569
Capital-risque, 24, 466
Captation par la réglementation (regulatory capture), 298
Carnegie, Andrew, 301
Cartels, 276-278
OPEP, 55, 277
Cartes ATM, 618
Cartes de crédit, 618
Causalité, corrélation et –, 18
CBO (Congressional Budget Office), États-Unis, 561-562, 828
Celler-Kefauver Antimerger Act de 1952, loi sur le contrôle des fusions, 302
Centralisation, *voir* Économies planifiées
Certificats de dépôt, 615, 124
Chamberlin, Edward, 274
Changements de prix
changements de salaire en tant que –, 186
courbe de demande de travail et –, 189
courbes de demande et –, 72-73, 102-104, *voir aussi* Élasticité-prix de la demande
décision de consommation et –, 102-104
faibles et forts, 75
réactions aux, 103-104
sensibilité aux, 72-73
Chèques de voyage, 614
Chine, 12, 84, 163, 785, 798, *voir aussi* PED, Économies planifiées
avenir de la –, 802
économie de marché et –, 781
économie de marché et –, 800
transition économique en –, 802

Choc de dépenses, 722
Chocs d'offre, 697, 700
Chocs inflationnistes, 697, 810, 821-822
Choix, 6, *voir aussi* Prise de décision
arbitrages (trade-offs) et –, 31-34, 96, 833-834, 836
contraintes budgétaires et –, 31-32
contraintes temporelles et –, 31-32, 36
courbes d'indifférence et –, 117-121
domaine des possibilités et –, 31-34
économie de marché et –, 31, 110
incitations et –, 7
rareté et –, 23
Choix des consommateurs, théorie du –, 109-112
Choix publics, théorie des –, 396
Chômage, 483-485, 491, 503-508
« redémarrage sans emploi » et –, 479, 483
arbitrage entre inflation et –, 720-721, 814-817, 834-836
baby-boomers et –, 819
commerce international et –, 442
concept de taux naturel et –, 812-813, 819
cyclique, 506-507, 636, 638-640, 642, 645, 652, 811-812, 821
effets redistributifs du –, 816
fluctuations économiques et –, 635-636
formes de –, 506-507
frictionnel, 507, 509, 531, 812, 819
Grande Dépression et –, 443, 477-481, 642
interdépendance entre pays et –, 434-435
loi d'Okun et –, 508
marché global du travail et –, 532-533
menace de –, 363-364
politiques macroéconomiques et –, 720-721
problèmes posés par les statistiques du –, 505
saisonnier, 506-507, 531
salaires monétaires et –, 811
salaires réels et –, 641-642
statistiques concernant le –, 503-505
structurel, 506-507, 531, 812
taux de –, 491, 504-505, 508, 636-638, 640, 693-697, 702-703
taux naturel de –, 507-508, 641, 812-813, 819, 834, 841
Cible pour le niveau des prix, 844-845, 852
Cibles d'inflation, 651-652, 738-739, 827-828, 838-839
conséquenses des –, 842-846
pour et contre les –, 839-841
CIO (Congress of Industrial Organizations), États-Unis, 359
Civil Rights Act de 1966, loi sur les droits civils, États-Unis, 365
Classe moyenne, technologies de l'information et –, 336
Clauses contingentes, 340
Clayton Act de 1916, loi Clayton, 302
Clean Air Act Amendments de 1992, amendements de la loi sur la pureté de l'air, 415
Clinton, Bill
et le protocole de Kyoto, 158, 410
expansion du budget sous, 723
politique économique de –, 399
réglementations environnementales sous, 157
Coase, Ronald, 410
Coase, théorème de –, 410
Coca-Cola, 306
Collusion, 276-280, 314
tacite, 278
Colombie, production de feuilles de coca et PIB de la –, 500
Commande et contrôle, optique de –, 413
Commerce bilatéral, 427
Commerce électronique, 734-735, *voir aussi* Nouvelle économie
Commerce international, 425-450, 572-579, *voir aussi* Exportations, Importations, Commerce international, Déficit commercial
balance commerciale et –, 671
barrières non tarifaires et –, 437, 439
blocs commerciaux régionaux et –, 449-450
commerce « loyal » et –, 439-441
coopération en matière de –, 446-450
dans le modèle de plein emploi, 567
dépenses globales et –, 670-674
droits compensatoires et –, 440-441
droits de douane et –, 316, 436-437, 440
dumping et –, 439-440
économie ouverte et –, 567-571, 777
l'argument des industries naissantes en –, 446, 470
libéralisation du –, 448
mondialisation et –, 426
PIB et –, 426
politiques commerciales et –, 436
politiques d'appauvrissement du voisin et –, 316-317, 442
propension marginale à importer et –, 673-674
protectionnisme et –, 250, 434-436, 441-442
quotas et –, 437-438
théorie de l'échange stratégique en –, 446
Commerce stratégique, 447
Communisme, 798-799, *voir aussi* Économies centralement planifiées
faillite du –, 781, 798-800
Comportement économe (thrifts), *voir* S & L's
Comportements stratégiques, 312-320
arborescence et –, 328
dans les jeux répétés, 320-321
dans les jeux sans stratégie dominante, 318-320
dilemme du prisonnier et –, 278-280, 312-316, 322, 328
engagement préalable et –, 328-329
équilibre de Nash et –, 314-315, 319, 324
incohérence temporelle et –, 327-329
institutions et –, 324
mouvements séquentiels et –, 324-327
oligopoles et –, 312
stratégies dominantes et –, 313-314, 317-320
Compte de résultats (de pertes et profits), 165
Comptes de gestion des liquidités, 610
Comptes d'épargne retraite individuels et Social Security, États-Unis, 401
Comptes nationaux de revenu et de produit, 494
Comptes sur le marché monétaire, 126, 610, 616
Concurrence
changement technologique et –, 467-468
commerce international et –, 444-445
échange et –, 250
entreprises et –, 163-177
estimation du degré de –, 272-274
État et –, 291-300
imparfaite, *voir* Concurrence imparfaite
monopoles naturels et –, 298-300
monopolistique, 247, 274-276
parfaite, 25-26, 246
publicité et –, 348
ressources Internet concernant la –, 472
restrictions verticales de la –, 282
schumpétérienne, 467
Concurrence imparfaite
différenciation des produits et –, 272-273
et barrières à l'entrée, 283-284
l'État et la –, 249
monopoles et –, 291-307
pratiques restrictives en –, 276, 282-283, 304-305
prix et quantité en –, 248
progrès technologique et –, 458-459
prospection (search) et –, 346-347
structure de marché et –, 246-247
Concurrence monopolistique, 247
équilibre en cas de –, 274-276
Condorcet, Marquis de –, 395
Conglomérats, 302
Congrès américain, la politique budgétaire et le –, 740
Congress of Industrial Organizations (CIO), États-Unis, 359
Congressional Budget Office (CBO), États-Unis, 561-562, 828
Connaissance supérieure, 432
Connexions Internet
Banque mondiale, objectifs de développement, 785
Beige Book, États-Unis, 728
Bureau of Economic Analysis, États-Unis, 495
calculateur d'inflation, 521
croissance économique, 586
cycles économiques, 639

Connexions Internet (*suite*)
données sur les échanges commerciaux, 573
Economic Report of the President, États-Unis, 724
faits monétaires, 608
Federal Open Market Committee, États-Unis, 701
fonds indexés, 126
indice des prix à la consommation, 520
informations bancaires, 625
Prix Nobel, 819
taux de change, 773
Consensus de Washington, 790
Consommateurs, *voir aussi* Consommation, Décision de consommation
enquêtes concernant les –, 100, 204
rationnels, 24-25, 31, 40
sur le marché des biens, 16
Consommation, 662-666, 690-691, 768, 770, 831, *voir aussi* Consommateurs, Décision de consommation
anticipations de – future, 665-666
courbe des possibilités de –, 211
dépenses publiques et –, 665
emploi du terme de –, 495
lissage de la –, 199
revenu disponible et –, 662-665
richesse et –, 666
Consommation future, choix tenant compte de la –, 665
Constitution américaine, 461
Contraintes
budgétaires, *voir* Contraintes budgétaires
incitations et –, 394-395
temporelles, 31-32
Contraintes budgétaires, 31-32, 36
à deux périodes, 198
arbitrage entre revenu et loisir, 183
arbitrages (trade-offs) et –, 97
changements dans les –, 99, 102-104
choix et –, 31-32
courbes d'indifférence et –, 119-121
courbes de demande et –, 103
décisions de consommation et –, 96-99
pente des –, 97
revenu et –, 99-100
Contraintes temporelles, 31-32
Contrats implicites, 643
Contribuables et inflation, 514
Contributions aux campagnes électorales, 399
Contrôle des loyers, 85, 222-223, 229
Coopérations renforcées, 880-881
Corée du Sud, 784, 787
Corrélation
causalité et –, 19
variables et –, 19
Corruption, « corruptisation », 298
Costa Rica, 785
Council of Economic Advisers, États-Unis, 480-481
Coupons, rationnement à l'aide de –, 30-31
Cour suprême, États-Unis, 9, 10, 305-306
Courbe d'ajustement à l'inflation, 697-703, 822
Courbe d'ajustement de l'inflation à court terme (AICT), 814-817, 821-822, 834
Courbe d'apprentissage, 465-466
Courbe d'investissement, 668
Courbe d'offre, 59-62
ajustements de court terme et de long terme à la –, 81, 171-173
contrôle des loyers et –, 86
courbe de demande et –, 80
de marché, 59-62, 170-171
déplacements de la –, 60-62, 641-643
des entreprises, 170-171
environnement et –, 61
globale, *voir* Courbe d'offre globale
mouvements le long de la –, 63
sources des déplacements de la –, 60-61
Courbe d'offre de travail, 184
déplacements de la –, 534-536, 545-546, 641-643
revenant en arrière (backward-bending), 184
de marché, 185-187
Courbe de demande d'actifs, 129
Courbe de demande de marché, 51-57, 63-65
Courbe demande globale-inflation (DGI), 686-697
courbes d'ajustement de l'inflation et –, 697-703, 721-724, 822, 834
déplacement de la –, 687-697, 769-771, 852
déterminants de la –, 687-688
économie ouverte et –, 768-771, 775
pente de la –, 769, 771
politique macroéconomique et –, 697-698
politique monétaire et –, 727, 739-740, 771, 843-844
production et –, 692-694
stabilisateurs automatiques et –, 721-723
utilisation de la –, 691-694
Courbe des dépenses globales, 658-661, 667
achats publics de biens et services et –, 670
commerce international et –, 673-674, 677-678
déplacement de la –, 660-661, 670
formulation mathématique de la –, 660-661
impôts et –, 664-666
taux d'intérêt réel et –, 677
Courbe des possibilités de production, 32-34
avantage comparatif et –, 429
efficacité parétienne et –, 226
Courbes, interprétation des –, 45-46
Courbes d'indifférence, 117-121
choix et –, 117-121
contraintes budgétaires et –, 119
décision d'épargne et –, 215-217
décisions de consommation et –, 117-121
effet revenu et –, 121
effet substitution et –, 121
taux marginal de substitution et –, 118-119
Courbes d'offre à court terme, 172-173
Courbes d'offre à long terme, 172-173
Courbes d'offre de marché, 59-65, 170-171
Courbes de coût, 145-155, 164-167
à court terme, 151-155
à long terme, 151-155
en forme de U, 148-149
marginal, 146-149
prix des facteurs et –, 149-150
Courbes de demande de travail, 188-172
déplacements des –, 534-536, 641-643
Courbes de demande, 49-57, *voir aussi* Élasticité-prix de la demande
ajustements à long terme et à court terme dans une, 81
biens compléments et –, 53-54
biens substituts et –, 53-54, 72, 103
causes des déplacements d'une –, 53-54
changements dans les anticipations et –, 54
changements dans les préférences et –, 54
changements de prix et –, 71, 102-104
contraintes budgétaires et –, 103, 120
courbes d'offre et –, 80
d'actifs, 149
de contrôle des loyers, 86
de marché, 51-57, 63-65
élastiques ou inélastiques, 73
individuelle, 51, 102-104
linéaire, 92
mouvements le long d'une –, 56-57
obtention d'une –, 103, 188-190
revenu et –, 53-54
variations démographiques et –, 54
Courbes de recettes, 164
Court terme, 646
Coût marginal, courbe de –, 146-149
Coûts
avantages et coûts, *voir* Avantages, Avantages marginaux, Coûts marginaux
comme moyen d'arbitrer à l'intérieur du domaine des possibles, 35-40
coûts d'opportunité, 35-37, 149, 173-174, 508, 640
de la déflation, 516
de la sécurité aérienne pour les enfants, 232
de l'inflation, 514-515
de production, 156, 164-166
définition des –, 142
des entreprises, 141-158, 164-166
domaines des possibles et –, 34-40
facteurs de production et –, 142
fixes, *voir* Coûts fixes
irrécupérables, 39, 169-170, 271
marginaux, *voir* Coûts marginaux
minimisation des –, 156
moyens, 148-149, 154, 168-170

moyens variables, 148, 169-170
prix et –, 65-66
rigidité des prix et –, 643, 645
totaux, 146
variables, 145-146
Coûts fixes, 145, 169
recherche et développement en tant que –, 464-465
Coûts marginaux, 39-40, 98, 145-150, 164-166
privés, 409
sociaux, 409
Création de commerce, 449
et détournement de commerce, 857-860
Crédit
lignes de –, 617
monnaie et –, 616-617
politique monétaire et –, 627
Crédits d'impôts sur le revenu salarial, 386
Creux d'une récession, 638-639
Crise financière internationale, 484, 748, 759-760, 761-763, 790, 848
Critères légaux pour définir un marché, 304
Croissance de la productivité, 583-598, 702
analyse de la productivité totale des facteurs et –, 595-597
changement technologique et –, 587, 591-594, 702-703
croissance de la population active et –, 596, 598
dans le modèle de plein emploi, 583-584
dépenses de R & D et –, 591-593
et allocation des ressources, 590-591
explications de la –, 587-595
investissement et –, 589-590
niveau de vie et –, 583-588
résiduelle –, 595
structurelle –, 647-648
taux de –, 584-587, 590
Croissance, 478, 484-485, 492-502
budget et –, 841
coûts de la –, 598-599
des marchés de capital, 540-541
limites de la –, 598-599
productivité et, *voir* Croissance de la productivité
produit et –, 584-587
tirée par les exportations, 789
Croissance économique, *voir* Croissance
Cycle des affaires (business cycle), *voir* Fluctuations économiques, Cycle économique
Cycles économiques, 635-646, 646-647, 834-838, *voir aussi* Fluctuations économiques

D

Décision d'offre de travail
capital humain et –, 210-211
éducation et –, 210-211
effet de substitution et –, 184
temps de travail et –, 181-187
Décision de consommation
aversion pour les pertes et –, 112-113
changements dans les –, 666
changements de prix et –, 102-104
choix entre loisir et –, 182-184
contraintes budgétaires et –, 96-99
courbes d'indifférence et –, 117-121
décision d'épargne et –, 198-199, 201-202
éducation et –, 212
lissage des –, 199
revenu et –, 99-101, 182-184, 662-666, *voir aussi* Consommateurs, Consommation
Décision de production
conditions de base d'une offre concurrentielle et –, 166-167
coûts et –, 165-166
demande de facteur et –, 188-190
des entreprises, 164-169
entrée sur le marché et –, 168
entrée sur le marché et –, 176-177
et théorie de l'entreprise en concurrence, 176-177
offre et –, 168, 170
profits et –, 173-177
recettes et –, 164
sortie du marché et –, 168-169
Décisions en matière d'offre, *voir* Produit
Défaillances du marché
État et –, 382, 407
externalités négatives en tant que –, 407-389
Information imparfaite et –, 246
rôle de l'État et approche en termes de –, 407-409
Déficit budgétaire, 484, 549-556, 551, 557-563, 557-562, 573-574, 725-728, 828-832
croissance du –, 562, 827-829
futur, 830-833
Déficit commercial, 482, 572-579
dollar et –, 576-578
en tant que problème en soi, 578-579
identité épargne-investissement et –, 578-579
résorption du –, 579
taux de change et –, 575-578
Déficit du budget fédéral, 399-400
Déficit excessif, 874
Déficit fédéral, 550-556, 557-563, 827, 828-832, *voir aussi* Déficit budgétaire, Déficit public
conséquences du –, 829-830
de plein emploi, 724-726
droits sociaux et –, 559
équivalence ricardienne et –, 832
excédents et –, 557-561
générations futures et –, 557-559, 830-832
impôts et –, 832
sources du –, 828-829
vues traditionnelles concernant le –, 829-830
Déflation, 484, 516, 523, 845-847
coûts de la –, 516
Dégradation de l'environnement
approche de commandement et de contrôle face à la –, 413
en tant qu'externalité négative, 409-419
PIB et –, 502
Demande, 49-57, 63-65, 71-89, *voir aussi* Élasticité-prix de la demande, Loi de l'offre et de la demande
contrôle des loyers et –, 222-223
d'automobiles de faible cylindrée, 55-56
de facteurs de production, 188-190
de monnaie, 605-609
élasticité de la –, *voir* Élasticité de la demande
élasticité relative de la –, 73-74
élasticité-revenu de la –, 101
emploi du terme, 50
et offre, 847-848
excédentaire, 64
globale, *voir* Demande globale
marché du capital et –, 206-207
ordinateurs et –, 58
pour les automobiles de grosse cylindrée, 55-56
pressions de la –, 811-813
prix et –, 49-57, 65-66
Demande de travail
investissement en technologie et –, 534-535
pour les salariés qualifiés et non qualifiés, 534-536
salaire d'équilibre et –, 190-191
salaires réels et –, 642
Demande globale, 767
déplacements de la –, 694-695
inflation et –, 683-704
marché des biens et –, 537-539
offre et –, 537-539
politique monétaire et –, 739-740
Département américain de la Justice, 284, 302-303, 305
Département américain du Commerce, États-Unis, 6
Département américain du Travail, 794
Département américain du Trésor (Treasury Department), 708, 802
Dépenses
de défense, 379-380, 559, 562, 593
directes, 593
discrétionnaires, 562, 723-725
fiscales (tax expenditures), 384
militaires et civiles, 562
Dépenses globales, 650-652, 686-691, 768, 771
achats publiques et –, 670, 689, 691
commerce international et –, 670-674
définition des –, 657
taux de change et –, 769-771
Dépenses publiques, 379-381
discrétionnaires, 550, 562
non discrétionnaires, 550, 562–563
PIB et –, 495

Dépenses publiques (*suite*)
programmes sociaux dans les –, 550-551, 562, 829-830
Dépenses sociales en faveur des personnes âgées, 562
Dépôts à vue, 614, 616
Dépôts bancaires, 124, 616
Dépôts d'épargne, 124, 616
Dépréciation, taux de change et –, 576-578, 752, 757-760
Dépression, Grande, *voir* Grande Dépression
Déréglementation, 88, 299-300, 305
Description des préférences, utilité et –, 105-110
Désépargne, 205
Désinflation, 693-694, 696
Désinvestissement, 669
Détournement de commerce, 450
Dette fédérale, 482-484, 558, 561-562, 831
différentes façons de voir, 831-832
en pourcentage du PIB, 556, 560-562
équivalence ricardienne et –, 832-833
l'argument que «l'on se doit la dette à soi-même» et la –, 832
Seconde Guerre mondiale et –, 831
Développement, 781-785, *voir aussi* PED
durable –, 598
en Union soviétique, 798
mondialisation et –, 790-794
Développement humain, PIB et –, 501-503
DGI, *voir* Courbe demande globale-inflation
Différences salariales, 364-366
compensatoires, 364
liées à l'information, 364
mobilité imparfaite du travail et –, 364
Différenciation des produits
concurrence imparfaite et –, 272-273
définition des marchés et –, 302-303
Digital Economist, 224
Dilemme du prisonnier, 279-280, 312-316, 322, 328
Direction des opérations d'open market (à la Banque fédérale de New York), 626
Discrimination
dans les salaires, 365
politique publique en matière de –, 365
positive (affirmative action), 366
statistique, 365
sur le marché du travail, 364-366
Discrimination par les prix, 267-270
Internet et –, 295
Dispersion de prix, 344
Distribution, 7, 14-15, 25, 434, *voir aussi* Distribution du revenu, Distribution de la richesse
taux de change et –, 227
Distribution de la richesse, 7, 14
impôts et –, 230
taux d'intérêt et –, 204
Distribution des biens et préoccupations d'équité, 15
Distribution du revenu
commerce international et –, 444
marchés concurrentiels et –, 229
Diversification, 126
Dividendes, 125
Division Antitrust, Département américain de la Justice, 305
Division du travail, *voir* Spécialisation
Dollar
déficit commercial et –, 576-578
offre et demande et –, 749-755
taux de change avec l'euro, 578, 748-751, 776-777
taux de change et –, 577, 749-754, 761-763, 768-769, 771-773
Dollarisation, 762-763
Domaine des possibles, 31-34
choix et –, 31-34
coûts et –, 35-40
Dotations acquises, 432
Dotations initiales
acquises, 432
naturelles, 432
Dotations naturelles, 432
Double coïncidence des besoins, 613
Dow Jones industrial average, 129
Droite d'ajustement à l'inflation, 692-693, 704
Droits acquis, 391-392, 551, 829-830
en tant que droits de propriété, 29
et problème du déficit, 558
Droits compensatoires, 440
Droits de douane, 316-317, 437-439
pertes dues aux, 437-438
Droits de l'Homme, 448
Droits de propriété
défaillances des –, 28-29
droits acquis en tant que –, 29
idées et –, 592-593
incitations et –, 27-28, 255
intellectuels, 302, 461
mal définis, 29
piraterie informatique en ligne et –, 4-5
propriété intellectuelle et –, 592
restreints, 29
solutions apportées par les –, 410
tragédie des biens communs et –, 29
Droits de reproduction (copyrights), 592
Droits légalement reconnus, 29
Droits sur l'eau, 29
Du Pont Cellophane, procès (1958), 302, 304
Dubner, Stephen, 344
Dumping, 439-440
Duopole, 280

E

eBay, 5
Écart salarial, 234-235
Échange, 7, 425, *voir aussi* Commerce international
distribution et –, 227
mondialisation et –, 434-435
volontaire, 109, 434
Échanges commerciaux, 425, *voir aussi* Commerce international
bilatéraux, 427
équilibre des –, 671
libres, 791
mondialisation et –, 790-797
multilatéraux, 427-428
mutuellement bénéfiques, 427
restriction des –, 436
surplus procuré par les –, 573
ventes entre États (américains), 305
Économie
centralement planifiée, 12
changements dans les effets de l'–, 544
de type marchand, *voir* Économie de marché
duale, 786
en transition, 798-805
fermée, 552, 569, 685
mixte, 12
modèle de base de l'–, 23-26
planifiée, *voir* Économies planifiées
stimulation de l'–, 481-484
stratégies pour la transition d'une, 801-802
privatisation dans une, 12, 297
Économie comportementale (behavioral economics), 111-114
Économie de l'information, 252
Économie de marché, 11, 14, 798
choix et –, 31, 110-111
défaillances de l', *voir* Défaillances du marché
droits de propriété et –, 27-29
en tant que système de prix, 27-29
incitations propres à l'–, 29
mouvement en direction de l'–, 799-801
profits et –, 25-26
transition vers l'–, 781
Économie expérimentale –, 324
Économie mixte, définition de l'–, 12
Économie normative, 19
Économie numérique, *voir* Nouvelle économie
Économie ouverte, 568-571
cas d'une petite, 569-570
composantes des dépenses en –, 768
coordination internationale et –, 777
courbe DGI et –, 767-772, 775
États-Unis en tant qu'–, 550, 570-571
excédents et déficits budgétaires en –, 829-830
identité épargne-investissement en –, 579-580
marchés du capital et –, 568-571
politique économique en –, 767-777
taux d'intérêt en –, 569-571
Économie positive, 19
Économie socialiste planifiée, 781, 798-800
Économies d'échelle –, 154, 269-272
Économies de gamme (ou d'envergure), 158
Économies modernes
création de monnaie dans les –, 612-622
le système financier dans les –, 609-612

Économies socialistes de type soviétique, *voir aussi* Économie centralement planifiée
échec des –, 782
Économistes
désaccords entre, 19
du cycle réel, 834
et détermination des prix, 65
modèles utilisés par les –, 18
monétaristes, 836
Nouveaux classiques, *voir* Nouveaux classiques
Nouveaux keynésiens, *voir* Nouveaux keynésiens
raisonner en –, 23-40
Économistes Nouveaux classiques, 834
économistes Nouveaux keynésiens et –, 837
fluctuations économiques du point de vue des –, 834
Éducation
âge et années d'–, 210
arbitrages économiques et –, 210-211
arbitrages et –, 210-211
aux États-Unis, 589
capital humain et –, 210, 591
coûts d'opportunité et –, 37
dans les PED, 786-787
décision d'offre de travail et –, 210
décision de consommation et –, 211
distribution de la richesse et –, 230
écart salarial et –, 235
financement d'État en faveur de l'–, 392
financement fédéral en faveur de l'–, 381
revenu et –, 210
Effet de dotation initiale –, 112
Effet de substitution, 103-105
courbes d'indifférence et –, 120-121
décision d'offre de travail et –, 185
décisions d'épargne et –, 215-217
Effet revenu
biens inférieurs et –, 103
courbes d'indifférence et –, 121
décisions d'épargne et –, 215-217
incitations et –, 105
Effets de distribution, 816
Efficacité, 226-230, 461-465, *voir aussi* Efficacité au sens de Pareto
arbitrages et –, 382-383
contrôle des loyers et –, 222-223, 229
impôts et –, 223-224
marchés concurrentiels et –, 219-237
modèle concurrentiel de base et –, 26
Efficace au sens de Pareto, 226-229
Efficacité dans la structure des produits, 228
Efficacité de l'échange, 226, 228
Efficacité dynamique, 462
Efficacité parétienne, 226-227
conditions de l'–, 227-228
marchés de concurrence et –, 229
Efficacité productive, 226, 229
Efficacité statique, 461
Égalité ou incitations, 28
Égreneuse de coton, 464
Élargissement de l'UE, 877-879
Élasticité
biens substituts et –, 103
de l'offre de travail, 182-184
et pente, 92
inélasticité relative et, 74
infinie, 74
nulle, 74
relative, 73
unitaire, 73
Élasticité de l'offre et prix, *voir* Élasticité-prix de l'offre
Élasticité de la demande
monopole et –, 265
par rapport au prix, *voir* Élasticité-prix de la demande
par rapport au revenu, 99-100
Élasticité relative de la demande, 72-74
Élasticité-prix de l'offre, 77-79
de court terme et de long terme, 79, 171
utilisation de l'–, 77-78
Élasticité-prix de la demande, 72-74
de court terme et de long terme, 74-75
Élasticité-prix de la demande
selon l'ampleur (faible ou forte) des changements de prix, 74-75
utilisation de l'–, 72
Élasticité-revenu de la demande, 99
Emploi
aspects non pécuniaires d'un –, 364
ressources Internet concernant l'–, 345
Emploi, plein, *voir* Plein emploi
Employment Act de 1948 (loi américaine sur l'emploi), 478, 480, 484, 639
Emprunt, 514-515, 752, 829-830, 832
Endangered Species Act of 1975 (loi américaine sur les espèces en danger), 412
Engagement préalable (commitment), 328-329
Enquête sur la consommation des ménages (Consumer Expenditure Survey), 517
Enron, 13
Enseignement, *voir* Éducation
Entrée sur un marché
barrières à l'–, 283-284
engagement préalable et –, 329
modalités d'–, 168, 176-177
Entreprise en concurrence, théorie de l'–, 163-177
Entreprises, 538-539
courbes d'offre de l'–, 170
coûts dans l'–, 141-158, 164-165
décision d'offre de l'–, 266
décisions de production de l'–, 163-177
délocalisation des –, 442
en tant que consommateurs, *voir* Consommateurs
et demande de travail, 188-190
maximisation des profits par les –, 24-25, 166-167
multinationales, 790
« point-com » (dot-com), 171
théorie de la firme en concurrence, 163-177
Environnement
commerce international et –, 449
courbes d'offre et –, 63
économie de l'–, 407-419
externalités et –, 407-419
incitations et –, 256
information et –, 419
pollution et –, 392, 416-417
ressources naturelles et –, 407-419
Épargne, décision d'–, 540-543, 832
aux États-Unis, 203-205, 569-570
consommation et –, 198-199, 201-202
courbes d'indifférence et –, 215-217
dans les PED, 786-788
de l'étranger, 570
déficits publics et –, 550-553, 832
démographie et –, 205
effet de substitution et –, 215-217
effet revenu et –, 215-217
et désépargne, 205
formes d'–, 197-198
globale –, 205
inflation et –, 514, 515
investissement et –, 540-543, 569-570, 574, 589-590, 829-830
marché du capital et –, 540-543
ménages et –, 198-199
motifs d'–, 198-199
point sur l'–, 204
revenu disponible et –, 540
Social Security et –, 203
taux d'intérêt et –, 200-202, 206-207, 215-217, 540-543
taux personnel d'–, 205
théorie du cycle de vie de l'–, 199
vieillissement de la population et –, 205
Épargne nationale, 552
Equal Employment Opportunity Commission, États-Unis, 366
Équation quantitative des échanges, 576
Équilibre, *voir aussi* Équilibre général
analyse d'–, 231-237
analyse d'équilibre partiel, 237
concurrentiel, *voir* Équilibre concurrentiel
en concurrence monopolistique, 274-276
général, 543-546
macroéconomie et –, 530-531
PIB et –, 537-538, 659, 675-677, 686-694, 822
salaire minimum et –, 235
sur le marché des fonds fédéraux, 711-713
sur le marchés des biens, 538, 544-546
sur le marché du capital, 538-539, 542-546, 685
sur les marchés du travail, 531-536, 538-539, 544-545, 641-643
taux de change et –, 576-578, 750-752, 763
Équilibre concurrentiel, modèle de base de l'–, 231-233

Équilibre de marché, 176
Équilibre général
analyse de l'–, 231-237
définition de l'–, 219
intertemporel, 235-236
Équilibre général d'une économie, 542-546
modèle d'–, 544-546
Équilibre partiel, analyse en –, 231, 237
Équité et efficacité, l'arbitrage entre, 382-383
Équité
horizontale, 383
redistribution du revenu et –, 381-382
verticale, 383
Équivalence ricardienne, 831-832
Établissements viticoles, 305
État, 12, 377-399, 549-562
achats de l'–, *voir* Acquisitions publiques
dans le modèle de plein emploi, 549-550, 829
dépenses et recettes de l'–, 550, 551
emprunts par l'–, 557-558, 574, 832
et barrières à l'entrée, 283-284
et l'économie de marché, 12
et l'imperfection de l'information, 253-254
et la concurrence imparfaite, 248
et la déréglementation, 89, 299-300
et la santé, 401-403
et le marché des biens et services, 551, 555
et le marché du capital, 551-555, 829-830
et les défaillances du marché, 381, 407
et les droits de propriété sur l'eau, 29
et les monopoles, 249, 274, 291-308
et les PED, 788-791
et les ressources naturelles, 417-419
le rôle économique de l'–, 606, 760-763
les défaillances du marché comme mode d'analyse du rôle de l'–, 407
les dépenses de l'–, *voir* Dépenses publiques
logique des décisions de l'–, 788-791
politique de concurrence de l'–, 291-307
raisons de l'intervention de l'–, 379-383
taille de l'–, 380
États-Unis
avantage comparatif des –, 431
croissance aux, 491-502
dépenses comparées avec d'autres pays, 381
économie dans les années 1992 aux, 701-703
éducation aux, 592
en tant qu'économie mixte, 12
en tant qu'économie ouverte, 550, 569-570
en tant que pays endetté, 579-580, *voir aussi* Déficit commercial
équité aux –, 379
et force du dollar, 776-777
externalisations et pertes d'emplois aux –, 794-795
système fiscal des –, 384-388
Euro (€), 866-874
Eurodollars, 615
Europe de l'Est
la faillite des économies socialistes en –, 783, 798-800
le futur de l'–, 802
les différents systèmes économiques en –, 800-802
Excédent
budgétaire, 397, 550, 557-562
de facteur travail, 787
déficit et –, 557-559, 562
excédents budgétaires fédéraux, conséquences des –, 829-840
pénuries et –, 82-84
Expansion économique, 638-639
Exportations, 426, 673-674, *voir aussi* Importations, Commerce international, Échanges
de biens à haute technologie, 575
nettes, 495, 671-674, 677, 768-770
revenu et –, 673
taux de change et –, 577, 749-751
Externalisation, 794-795
Externalités
de réseau, 274
environnement et –, 407-419
marchés imparfaits et –, 245, 254-256
négatives, 407-419
positives, 458
solution des problèmes d'–, 418
Externalités de réseau, 274
appréciation des différents modes d'analyse des –, 417
comme défaillances du marché, 407-409
dégradation de l'environnement comme –, 409-419
offre excessive et –, 407-409
solution par des mesures de réglementation, 409-412
solution par les droits de propriété, 409-412
solution par les permis de polluer négociables, 415
solutions par des impôts ou des subventions, 414-415

F

FAA (Federal Aviation Administration), États-Unis, 232
Facteur de production, 142-143
courbes de coût et –, 149
essentiels, propriétaire unique de facteurs, 286
rendements décroissants et –, 143
variables, 142
Fair Labor Standards Act de 1940 (loi américaine sur les conditions de travail), 235
Faiseurs de prix, 248
FASB (Federal Accounting Standards Board), États-Unis, 5-6
FDA (Food and Drug Administration), États-Unis, 13-14
Federal Accounting Standards Board (FASB), États-Unis, 5-6
Federal Aviation Administration (FAA), États-Unis, 232
Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), États-Unis, 628
Federal Open Market Committee (FOMC), 625, 683-684, 703, 707-710, 713, 727-730, 734, 835, 841-843
Federal Reserve Act de 1915, 623, 838, 840, 844-845
Federal Reserve Bank of New York, 625, 708-709, 713, 729
direction des opérations financières (trading desk), 708-709, 713
Federal Reserve Board (Fed), 607, 612, 617-618, 623, 651, 684-688, 707-708, 727-729, 770, 839-841, 845, 848
inflation et –, 683, 693-694, 697, 702-703, 827-828, 838-839
Federal Trade Commission (FTC), États-Unis, 249, 254, 301, 305-307
Federal Trade Commission Act de 1916, États-Unis, 281, 304
Fenêtres, impôt sur les –, 85
Files d'attente, rationnement par –, 30
Fluctuations économiques, 635-645, *voir aussi* Cycle économique
causes des –, 636, 641-645
dans le modèle de plein emploi, 640, 645
selon l'optique des Nouveaux classiques, 834
Flux
circulaire, 498, 538-539, 551-552, 555
de capital, 568-570, 572-574
de dépenses, 539, 543
et mesure du PIB, 508
Fonction d'importations, 673-674
Fonction d'investissement
définition, 542
variations du taux d'intérêt réel et –, 542, 552, 668-669
Fonction de production, 143
à court terme, 537
Fonds communs de placement, 126, 610, 616
Fonds indexés, 126
Fonds monétaire international, 556, 777, 790
Fonds prêtables, marché des –, 197, 207, 540
Food and Drug Administration (FDA), États-Unis, 13-14
Ford, Henry, 458, 460, 463, 592, 643
Fortune 502, 3
Freakonomics (Levitt et Dubner), 344
Friedman, Milton, 817-819, 836
FTC (Federal Trade Commission), États-Unis, 249, 253, 301, 305-307
Fuites, flux de dépenses et –, 539, 543, 555

Full Employment and Balanced Growth Act de 1980 (loi américaine sur le plein emploi et une croissance équilibrée), 486, 638, 833-834
Fusions
FTC et –, 306-307
horizontales, 302
verticales, 302

G

G8, 777
Gains en capital
définition des –, 124, 498
revenu et –, 498
taux d'imposition des –, 387
Gary, Elbert H., 277
GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), 446-449
Gaz à effet de serre, 157, 410
General Electric, 277
Génération du baby-boom, 819
Global Trade Watch, 449
Glossaire des termes financiers, 615
Gompers, Samuel, 356
Gradualisme ou thérapie de choc, 800-802
Grand Banc, 29
Grande Dépression, 499, 522, 611, 719, 846
chômage et –, 442, 477-480, 607
commerce international et –, 316, 443
monnaie et –, 612, 628
Graphiques, lecture des –, 43-46
Greenspan, Alan, 484, 623, 683, 738, 839-840
Grèves, 355

H

Harberger, Arnold, 293
Hasard moral, *voir* Aléa moral
Hawley-Smoot Tariff Act de 1932, 316, 443
Head Start, 381
Health Maintenance Organizations (HMO), 342, 402
Hiboux tachetés, 412
HIV/sida, 269
Hong Kong, 784
Humphrey-Hawkins Act, 639, 833
Hyperinflation en Allemagne, 516-517

I

Idées, production d'–, 592-594
Identité épargne-investissement dans une économie ouverte, 579-580
Identité revenu national-produit, 659
Immigration and Naturalization Service (INS), États-Unis, 792
Importations, 426, 673-674, *voir aussi* Exportations, Commerce international, Échanges
chômage et –, 434-436
coûts des –, 771-773
de biens à haute technologie, 575
industrie automobile et –, 302
propension marginale à importer, 673, 674
taux de change et –, 750-752
Impôt BTU, 101
Impôt d'inflation (inflation taux), 514
Impôt sur le chiffre d'affaires, 386
Impôt sur le revenu
des personnes, 386
des sociétés, 386
Impôt sur les bénéfices des sociétés, 385
Impôt sur les dons et legs, 385
Impôt sur les produits immoraux, 385
Impôts
accise, droits d'accise, 385
budget des États-Unis et –, 562, 828-830
calculs des recettes d'–, 101
courbe de dépenses globales et –, 664
déficits et –, 550-555, 556, 558, 559, 562, 832
distribution et –, 229
effets des changements dans les –, 553-555
efficacité et –, 223-224
en tant qu'instrument de redistribution du revenu, *voir* Redistribution des revenus
externalités négatives et –, 414
importance des –, 385-386
inefficacités et –, 104
investissements et –, 129-130
offre, demande et –, 80-81, 223-224
politique budgétaire et –, 722-726
recettes de l'État et –, 550-556
rendements réels et –, 677-678
répercutés sur les consommateurs, 81, 82
sur base évaluative, 85
sur la propriété, 386
sur le chiffre d'affaires, 386
sur le revenu des sociétés, 386
sur le revenu personnel, 386
sur les bénéfices, 386
sur les biens de luxe, 385
sur les cigarettes, 224-225, 237
sur les dons et legs et sur la propriété, 386
sur les fenêtres, 85
sur les gains en capital, 387
sur les produits immoraux, 385
sur les salaires, 385-386, 391
Incitations, 8
aléa moral et –, 339
choix et –, 7
contraintes et –, 394-395
dans le processus politique, 396
droits de propriété et –, 27-30, 256
économie de marché comme système reposant sur les –, 30
effets revenu et –, 105
égalité ou, 28
environnement et –, 255
impôts et –, 83
les profits comme modes d'–, 26-27
logement et –, 344
monopoles et –, 303-304
parité des taux d'intérêt et –, 772
pour les travailleurs, 364-371
prix comme modes d'–, 49
rémunération à la pièce et –, 367-368
rémunération et –, 364-371
rémunération liée à la performance et –, 28, 365-371
revenu comme mode d'–, 26-27
taux de change réel et –, 754
Incitations, problèmes d'–, 338-343
solutions contractuelles, 340
solutions de marché, 339-340
solutions fondées sur la réputation, 340-341
Incohérence dynamique, 836
Incohérence temporelle –, 327-329
Inde, 783, 784, 792-797, *voir aussi* PED
Silicon Valley et –, 792-793
Indexation, 514
Indice d'Herfindahl-Hirschman (HHI), 306-307
Indice des prix à la consommation (CPI — consumer price index), 516-521, 603-604, 772-773
Indice des prix à la production, 519
Induction à rebours (backward induction), 321
Industrie aéronautique, 284
Industrie automobile
concentration dans l'–, 304
demande de 4x4 dans l'–, 55-56
importations dans l'–, 302
oligopole et –, 247
OPEP et –, 55, 481
prix de l'essence et –, 55-56
syndicats et –, 158, 362
Industrie informatique, 465, 544-546, 596-597, 702-703
demande et –, 58
offre globale et –, 544-546
Industrie pharmaceutique, 269, 460
Industrie sidérurgique
mode de fixation des prix dans l'–, 277
syndicats et –, 158
Industries musicales, oligopole dans le secteur des –, 283
Industries naissantes, argument des –, 446, 470, 790
Inefficacité de gestion (Managerial Slack), 293
Inégalité , *voir aussi* Discrimination
dans les PED, 786-787
Inélasticité relative, 74
Inflation, 200-201, 480-482, 485-486, 513, 603, 604-609
ajustement et –, 649-650, 811-812
amélioration de la qualité et –, 520-521
anticipations d'–, 810, 814-817, 822
arbitrage entre chômage et –, 479-481, 650, 652, 720, 809-815, 833-835
aux États-Unis, 522-523
Banques centrales et –, 732-733, 739-741
ceux qui souffrent de l'–, 514-515

Inflation (*suite*)
contribuables et –, 514
courbe de Phillips et –, 811-813
coûts de l'–, 514-515
coûts perçus de l'–, 514-515
coûts réels de l'–, 514-515
demande globale et –, 683-703
différentes mesures de l'–, 520-522
économies industrialisées et –, 809-810
effets de distribution et –, 816
Fed et –, 683-684, 693-694, 696-697, 702-703, 827-828, 833, 838-840
hyper-–, 518-519
incertitude et –, 515-516
indexation et –, 514-515
mesure de l'–, 516-522
modèle de plein-emploi et –, 833
modifications des anticipations et –, 760-762
monnaie et –, 514-515, 516, 762-763
non anticipée, 833
plein-emploi et –, 684, 691-694, 696-697, 810
politique monétaire et –, 650-652, 685-690, 714, 838-848
politiques publiques contre l'–, 683-690, 833
prêteurs et –, 514
surestimation de l'–, 520-521
taux d'–, 514, 649, 693-697, 700-702, 811
taux de change et –, 768-769, 771-773
taux d'intérêt et –, 731-741, 768-769
taux d'intérêt réel et –, 731-732
variabilité de l'–, 809
Volker, victoire sur l'–, 482, 693-694, 696-697
Information, 7, 13-14
asymétrique, 337
comportements stratégiques et –, 329
économique, 134-135, 644-645
en temps réel, 847-848
environnement et –, 419
et barrières à l'entrée, 285
et courbes de coût, 151-152
imparfaite, *voir* Information imparfaite
logement et –, 344
marchés de l'–, 252-253
parfaite, 335
prix et –, 251
technologies de l'–, 847
Information imparfaite, 244, 251-254, 335-350, 395
assurance des soins de santé et –, 341
conséquences de l'–, 350
défaillances du marché et –, 246
État et –, 253-254
Internet et –, 252
problème d'incitation et –, 338-343
Infrastructure institutionnelle, 800-801
Initiés, intervenants (inside traders), 134
Injections, flux de dépenses, 538, 542, 556-557
Innovation
syndicats et –, 362
Nouvelle économie et –, 459
Instrument des échanges, 631, 617
Intel, 3, 163, 431
Intensité capitalistique, accroissement de l'–, 588-589, 590, 595-596
Interdépendance internationale –, 433-435
Intérêts, 199
composés, 201, 217
simples, 217
Intermédiaires en matière d'information, 346
Intermédiaires financiers, 610-611
Internet, 3-6, 25
avantage comparatif et –, 431
discrimination par les prix et –, 295
marché du travail et –, 370, 535
problème d'information et –, 252
productivité et –, 459
troc et –, 617
Interventionnistes, 834
Investissement, investissements, 667-670, 689-690, *voir aussi* Actifs, Biens de capital
à l'étranger, 750-754, 772
attributs d'un, 127-130
croissance de la productivité et –, 588-589
dans un modèle de plein-emploi, 554
déterminants de l'–, 541-542, 669
diversification et –, 126
emploi du terme, 495-496
en bâtiments et équipements, 667-668
en biens de capital, 541
en économie ouverte, 768, 770
en logement, 124, 130, 667
en stocks, 667, 669-670
en valeurs mobilières, 126, 127-129, 134-136
épargne et –, 540-541, 569-570, 574, 588-589, 829-830
État et phénomène d'éviction de l'–, 552, 554
financier, 123, 541
fiscalité favorable à l'–, 129-130
fonds communs de placement, 610, 616, 125-126, 136
liquidité d'un –, 130
Nouvelle économie et –, 734-735
réel, 123
rendements anticipés sur, 126-127, 131-134 541-542, 668
risque et –, 668, 669, 670, 128-129
risques de marché et –, 669
Silicon Valley de l'Inde et –, 792-793
sur le marché du capital, 540-543
taux d'intérêt et –, 540-542, 668-669
théorie des marchés efficients et –, 133-136
titres d'–, 126, 127, 129
variabilité et –, 669
Investissements, aide à la décision d'investir, 123-125
anticipations et –, 131-133
caractéristiques souhaitables, 125-130
possibilités, 123-126
stratégies pour investir intelligemment, 134-136
théorie des marchés efficients et –, 134-136
Investissements en capital, 541
Investissements en logement, 124, 130, 667
Investisseurs, 15

J

Jackson, Thomas Penfield, 303
Japon, 84, 785, 788-789
déficit du –, 556
Jeux
à somme nulle –, 319
répétés, 320-321
Johnson, Lyndon Baines, accroissement de l'impôt sur le revenu de –, 723
Justice sociale –, 381

K

Kennedy, John F., allégement d'impôts de –, 695, 723
Kenya, 785
Keynes, John Maynard, 136, 478, 518
Kyoto, protocole de –, 157, 411

L

Laboratoires Bell (Bell Labs), 293, 592-593
L'énigme de la relation emploi-salaire, 641-645
Levine, David, 319
Lewis, Arthur, 787
Levitt, Steven, 344
Libéralisation, économie de marché et –, 799, 801
Libre échange, 436, 791, 797
Lignes de crédit, 616
Liquidité, 124, 130-131
Logement
agents immobiliers et –, 344
aides au, 389-390
incitations et –, 344
Logiciels informatiques (software)
caractéristiques économiques des –, 496
prix et quantité des –, 522
Loi d'Okun, 507, 639-640
Loi de l'offre et de la demande, 62-65, 71-89, 604-605, 649
interférences avec la –, 84-89
pénuries, excédents et –, 82-84
politique fiscale et –, 81, 223-224
Lois antitrust, 301-307
application des –, 306
assouplissement des –, 470-471
Microsoft et les –, 247, 249, 274, 303-304
producteurs de boissons non alcoolisées et –, 306-307
Lois sur le droit au travail, 356
Lois sur le zonage, 412

Loisir ou décision de consommation, 182-184
Long terme, 646, 651
Loteries, rationnement par, 30
Loyauté du commerce, 439-441
Lucas, Robert, 817-819, 792
Ludd Ned, 599
Luddites, 599

M

M1, 614, 714
M2, 614
M3, 614
Maastricht, Traité de –, 872-873
Machines, en tant que facteurs de production, 142
Macroéconomie, 477-488
  bulle « dot-com » et –, 734-735
  concepts clés de la –, 646-652
  définition de la –, 17, 477
  équilibre et –, 530-531
  exportations nettes et –, 671-672
  histoire de la –, 477-478
  investissement et –, 669-670
  microéconomie ou, 531
  objectifs clés de la –, 486
  PED et –, 786, 788-789
Majorité qualifiée, 857, 880-881
Malthus, Thomas, 458, 592-593, 599, 783
Marche aléatoire, 134-136
Marché, marchés, 10, 11
  contestable –, 271
  de concurrence, *voir* Marché concurrentiel
  de l'assurance-santé, 341-343
  de l'information, 252-253
  des échanges extérieurs, 747-755, 760-763
  des fonds prêtables, 198
  du capital, *voir* Marchés du capital, Marchés des capitaux
  du travail, *voir* Offre de travail, Décision d'offre de travail
  échange et –, 25
  efficacité d'un, 134-136
  équilibrage du –, 81
  et taux de change, *voir* Taux de change
  étroit ou incomplet, 337
  financier, 775
  global du travail, 531-536
  pour les véhicules d'occasion (lemons), 336
  pratique de prix prédateurs sur un, 285
  unique, 860-861
Marché des biens et services, 15-16, 536-539
  consommateurs sur le –, 16
  dans le modèle de plein emploi, 544, 545
  équilibre sur le –, 539, 544-545
  interdépendance sur le –, 426
  l'État et le –, 550, 555
  offre et demande globales sur le –, 537-539
  offre globale sur le –, 537-539
Marché des changes, 783-791, 799-805
Marché des fonds fédéraux, 594-596, 673-679
  équilibre sur le –, 610-611
Marché du travail, 16, 185-187, 531-536
  dans le modèle de plein emploi, 544, 545
  équilibre sur le –, 531-536, 538-539, 544-545, 641-643
  global, 532-533
  imperfections du –, 355-363, 535
  interdépendances sur le –, 426-427
  Internet et le –, 370, 534
  les entreprises et le –, 188-190
  prospection (search) et –, 346-347
  salaire minimum et –, 369
  salaires et –, 65, 233-234
  syndicats et –, 355-363
Marchés concurrentiels, 24-27
  distribution des revenus et –, 228
  efficacité au sens de Pareto et –, 229
  efficacité économique et –, 219-237
Marchés d'actions, 13, 759-760, 123-125, 134-136
Marchés des biens, *voir* Marchés des biens et services
Marchés du capital, marchés des capitaux, 15-16, 197-218, 540-543, 609
  accès aux, 466
  croissance des –, 540-541
  dans le modèle de plein emploi, 544, 545
  demande sur les –, 206-207
  économie ouverte et –, 568-571
  endettement de l'État sur les –, 829-830
  épargne et –, 540-543
  équilibre sur le –, 538-539
  équilibre sur les –, 542-546, 684
  État et –, 550-555
  interdépendance entre les –, 427
  internationaux, 483
  investissement sur les –, 541-542
  investisseurs sur les –, 16
  libéralisation et –, 790
  mondialisation et –, 751-752, 760-763, 829-830
  taux d'intérêt réel et –, 684-685
Marchés imparfaits, 243-258
  biens publics et –, 245-246, 257-258
  externalités et –, 245, 255-257
  information et –, 250-254
  quantités produites et échangées sur les –, 248
Marchés noirs, 30
Marge, raisonnement à la –, 98
Marques commerciales, 245
Matières premières en tant que facteurs de production, 142
Matrice des gains, 313
« Maux » sous tutelle (merit bads), 382
MCI, 306
Medicaid, 401, 403
Médicaments, coût des –, 402
Medicare, 12, 113, 385, 401-402
Menace de remplacement, 363
Ménages, logique de décision des –, 538
Métayage, 785
Mexique, 88, 435, 450-451, 785
Microéconomie, 531
  définition de la –, 17
  ou macroéconomie, 531
Microsoft, 3, 163, 165, 298, 431
  procès pour position de monopole contre, 247, 249, 274, 303-304
Migration de masse, 536
Miracle de l'Asie de l'Est, 787-789
Mise en vacances des banques de 1935, 611
Mobilité imparfaite du travail et –, 359
Modèle concurrentiel de base, 24-27, 212, 229, 244-246, 530-531
  éléments intervenant dans le –, 26
  marchés imparfaits et –, 244-246
Modèle de base de l'économie, 24-27
Modèle de plein emploi, 544-546
  commerce international et –, 567-568
  acquisitions publiques et –, 550-557
  inflation et –, 833
  investissement dans le –, 555
  l'État dans le –, 549-550, 829
  l'offre de monnaie dans le –, 606-607, 608-609, 714
  la croissance de la productivité dans le –, 583-584
  la politique monétaire dans le –, 735-737, 838-839
  le marché des biens et services dans le –, 544, 545
  le progrès technologique dans le –, 546
  les fluctuations économiques dans le –, 640, 646-647
  les marchés du capital dans le –, 544, 545
  marchés du travail dans le –, 544, 545
Modèles
  choix des consommateurs, 110-111
  d'équilibre général, 543-546
  équilibre concurrentiel de base, 231-233
  face à la réalité, 110-111
  plein emploi et –, *voir* Modèle de plein emploi
  pouvoir prédictif des –, 27
  utilisation par les économistes des –, 17
Modes opératoires de la politique monétaire, 713-715
  par les taux d'intérêt, 627, 713-715
  par l'offre de monnaie, 713-715
Mondialisation, 250, 425, 434-435, 478, 567-568, 767, 774, 777, 782, 828-830
  histoire de la –, 791
  marché du capital et –, 751-752, 760-763, 829-830
  PED et –, 793-797
Monétaristes et analyse des fluctuations économiques, 836
Monnaie, 603-629, 707-715
  comités monétaires (currency boards), 761-762
  comme instrument d'échange, 613, 616
  comme réserve de valeur, 614
  comme unité de compte, 613
  contrefaçon de –, 616-617

Monnaie (*suite*)
création de –, 612-622
crédit et –, 615-616
définitions de la –, 612-614, 616
demande de –, 605-609
fonctions de la –, 612-614
Grande Dépression et –, 611-612, 628
impression de –, 611-612
inflation et –, 514-516, 762-763
légale –, 614, 617
paiements électroniques et –, 618
revenu ou, 605-606
taux de change et –, 759, 761-763, 769
unique, 866-876
valeur à terme de la –, 199
vitesse de circulation de la –, 606
Monopoles, 247
concurrence imparfaite et –, 291-298
élasticité de la demande et –, 265
inconvénients des –, 291-295
Microsoft et problèmes des –, 247, 249, 274, 303-304
oligopoles et –, 263-286
politiques publiques vis-à-vis des –, 274, 291-298
pratiques d'exclusion et –, 274
production des –, 263-272, 291-294
profits des –, 267
propriété publique des –, 295-296
réglementation des –, 296-297
Monopoles naturels, 249, 269-272, 296-301
concurrence et –, 298
État et –, 250, 296-300
réglementation des –, 296-297
Morgan, J.P., 302
Motivations , *voir aussi* Incitations
épargne et –, 198-205
Mouvements séquentiels, 324-327
Multiplicateur, 661, 665-666, 674
monétaire, 620-622

N

NAFTA (North American Free Trade Agreement), *voir* ALENA
Napster, 8-9, 593
Nasar, Sylvia, 314
Nasdaq, 822
Nash, équilibre de –, 314-316, 318, 324
Nash, John, 314
National Center for Environmental Economics, États-Unis, 416
National Cooperative Research Act de 1986, États-Unis, 470
National Labor Relations Board, États-Unis, 359
Nations-Unies (ONU)/United Nations (UN), 783
Netscape, 273
New York Stock Exchange (NYSE), États-Unis, 13, 127-130
New York, N.Y., contrôle des loyers à, 86
Niveau de vie
croissance de la productivité et –, 584-586
dans les PED, 781-789
hausse du –, 584-586
mesure du –, 502, 785
Niveau général des prix, 603-604
Non-interventionistes, 834-836, 837
Nouveaux keynésiens
économistes Nouveaux classiques et –, 837, 838
fluctuations économiques du point de vue des –, 837, 838
Nouvelle économie, 3-4, 25, 647, 735-736
avantage comparatif et –, 430
compétences et –, 383
entreprises « point-com » et –, 171
financement de la –, 212
inégalité et –, 383
innovation et –, 459
pouvoir de monopole et –, 273
Nouvelles non anticipées, surprises, 135
Nouvelle-Zélande, 250
NPI (nouveaux pays industrialisés), 784

O

Occupational Safety et Health Administration (OSHA), États-Unis, 362
Offre, 57, 59-65, 71-89
concurrentielle, 166-167
contrôle des loyers et –, 222
de marché, 60-63, 66
décision de production et –, 167, 170-171
élasticité de –, 75, 77-78
emploi du terme –, 57, 59
en concurrence, 166-167
et demande, 847-848
excédentaire, 64
excessive, externalités négatives et –, 407-409
globale –, 537-539
pressions sur l'–, 810-813
prix et –, 57, 59, 66, *voir aussi* Élasticité-prix de l'offre
Offre de monnaie, 607, 728-729
banques et –, 617-623
contrôle de l'–, 623-627
dans le modèle de plein emploi, 607, 608-609, 714
mesure de l'–, 614-615
neutralité de l'–, 609
politique monétaire et –, 713-715
prix et –, 607-609
Offre de travail, 181-191
arbitrages (trade-offs) et –, 185
croissance de la population et –, 785-787
dans les PED, 785-787
élasticité de l'–, 182-184
salaire d'équilibre et –, 190-191
Oligopoles, 247, 276-286, *voir aussi* Concurrence imparfaite
barrières stratégiques à l'entrée et –, 283
comportement stratégique et –, 312
dans les industries musicales, 283
dissuasion d'entrer et –, 283-286
monopoles et –, 263-286
restrictions horizontales et –, 281
Opérations d'open market, 625-626, 627, 708-709, 711-712, 713-715, 775
Optique des biens finals pour le calcul du PIB, 494-498
optique du revenu et –, 498
Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), 55, 277, 481, 699, 699, 820-821
Organisation Mondiale du Commerce (OMC) / World Trade Organization (WTO), 317, 323, 446-451, 461, 791
Organisations, *voir* Entreprises

P

PAC, *voir* Politique agricole commune
Pacte de stabilité et de croissance, 873-882
Panique bancaire, 322-323, 628-629
Paradoxe du vote, 395
Pareto, Vilfredo, 226
Parité des taux d'intérêt, 772
Participation des femmes à la population active, 187, 545-546
Parts de capital, actions, 125-126, 129-130, 134-135
Passager clandestin, problème du –, 258
Passif des banques, 617-618, 621
Paternalisme, 419
Pauvreté, 131, 786, 816
Pays développés, 783
pays en développement (PED) et –, 786-787
Pays en développement, *voir* PED
Pays industrialisés, 783
PED (pays en développement), 781-798
agriculture dans les –, 784
capital et –, 785
commerce avec les –, 790-795
croissance de la population et offre de travail dans les –, 785-786
croissance tirée par les exportations dans les –, 789
défaillances institutionnelles dans les –, 785
délocalisation et –, 793-794
éducation dans les –, 785-786
égalité dans les –, 789
épargne dans les –, 785-786-787
inégalité dans les –, 785-786
insuffisance de technologie dans les –, 785
l'économie duale dans les –, 785
la vie dans les –, 785-787
logique des décisions publiques dans les –, 787-789
miracle en l'Asie de l'Est et –, 786-789
mondialisation et –, 790-795
NPI (nouveaux pays industrialisés) et –, 785
offre de travail dans les –, 785-787

pays développés et –, 786-787
planification centralisée et –, 787-790
secteurs à forte intensité de travail dans les –, 785
stabilité dans les –, 786
stratégies de développement pour les –, 789-798
substitution aux importations dans les –, 789
technologie dans les –, 786-788
Pell grants, bourses, 381
Penn World Table, base de données, 500
Pente, 43-45
d'une fonction de production, 143
d'une contrainte budgétaire, 97
élasticité et –, 92-93
négative, 44
positive, 44
Pénuries et excédents, 82-84
PepsiCo_ Inc., 306
Performance, rémunération liée à la –, 28, 365-371
Permis de polluer négociables (solution des –), 414
Personnes âgées, dépenses sociales en faveur des –, 562-563
Perte sèche, 224
Perte sociale sèche, 224
Perturbations socio-économiques et politique monétaire, 735-738
PG & E, *voir* Pacific Gas & Electric Company
Phillips, A.W., 811
Phillips, courbe de –, 817
arbitrage inflation-chômage et –, 810-813
augmentée des anticipations, 812
déplacement de la –, 811-813
PIB, *voir* Produit intérieur brut
PIB calculé dans l'optique de la valeur ajoutée, 497
Pic d'un cycle –, 637-639
Pièce, système de paiement à la –, 367
Piratage en ligne, proposition de loi américaine sur le –, 4-5
Plafond de verre (glass ceiling), 366
Planification par l'État, *voir* Économie centralement planifiée
Plein emploi, 478-486, 507, 529-530, 537, 543-546, 603, 638-640, 646, 652
fluctuations économiques et –, 636
inflation et –, 683-684-685, 691-694, 697, 810
Pluie acide, 415-416
Politique agricole commune, 862-866
Politique budgétaire, 688-690, 719, 721-726
Congrès américain et –, 739-741
discrétionnaires, 723-726
expansionniste, 723-724, 737-738
opérations d'open market et –, 775
politique monétaire et –, 739-741, 773-777
récessions et –, 723-724
retards dans la –, 739-741
taux de change et –, 775
Politique fiscale et loi de l'offre et de la demande, 80-81, 223-224
Politique monétaire, 606, 727-741
arbitrages (trade-offs) et –, 839-849
canal du crédit de la –, 627
crédibilité et –, 847
dans le modèle de plein emploi, 738-737, 838-839
demande globale et –, 739-741
discrétion et –, 836
élaboration d'une, 838-848
inflation et –, 650-652, 685-690, 714, 838-849
instruments de –, 625-627, 707-713
objectifs de la –, 827-828, 838-839, 840-841
opérations d'open market et –, 624-625, 626, 708-709, 711-712, 713-714, 775
politique budgétaire et –, 739-741, 773-777
réserves obligatoires et –, 624-626, 707-713
retards et –, 739-741
rôle et mécanismes de la –, 719, 727-730
taux d'escompte et –, 626, 627, 710
taux de change et –, 756-757, 773-775
taux d'intérêt et –, 484, 627, 685-690, 713-714, 716-741, 848
troubles socio-économiques et –, 734-738
Politiques commerciales, 428-433, 436-437
et modifications du taux de change, 576-578
traitement préférentiel et –, 794
Politiques contracycliques, 838
Politiques d'appauvrissement du voisin, 316-317, 442
Politiques industrielles, 470
Politiques macroéconomiques, courbe DGI et –, 697-698
controverses en matière de –, 827-852
et fluctuations économiques, 567-652
histoire des –, 719
internationales, 777
interventionnistes, 837-838
non interventionnistes, 834-836, 837
objectifs des –, 833-835
rôle des –, 719-741
stabilisation et –, 827, 833-835
Pollution, 392
permis de polluer et –, 416
pluies acides et –, 416-417
Pologne, économie de marché en –, 800
Population, croissance de la –
dans les PED, 786-787
offre de travail et –, 786-787
Population active , *voir aussi* Décision d'offre de travail
croissance de la –, 595, 597
définition de la –, 503
données statistiques sur la –, 182
le problème du capital humain et la –, 590
les femmes dans la –, 187, 545-546
participation à la –, 185-187
qualité de la –, 590, 595-597
taux de participation à la –, 505, 545, 585-586
Pouvoir de marché, 272
Pratiques d'exclusion, monopoles et –, 274
Pratiques « facilitantes » dans les oligopoles, 278
Pratiques restrictives en concurrence imparfaite, 278
conséquences des –, 282
mettre fin aux, 304-305
Pratiques restrictives horizontales, oligopoles et –, 282
Préférences, changements dans les, courbes de demande et –, 53
Préférences, description des –, 106-110
Préjugés, *voir* Discrimination
Preneurs de prix, 25, 141, 221
Prescott, Ed, 834
Préservation des ressources naturelles, 409-410
Prêteurs, 514, 515
Prêts, *voir* Crédits
Principal (d'un emprunt), 199
Prise de décision, *voir aussi* Choix
par l'État, 788-790
par les ménages, 538-539
recherche liée à la défense, 431
Privatisation, 790-791, 800, 802
dans l'ex-Union soviétique, 299
dans une économie centralement planifiée, 12, 299
mouvement en faveur de la –, 297
Prix, 8, 27-28, 49-66
ajustements des –, *voir* Changements de prix
changements dans les –, *voir* Changements de prix
commerce international et –, 671-674, 771-773
consensus à propos des –, 65
coût et –, 65-66
d'équilibre, 62-63, 66, 80-83
définition des –, 49, 65
demande et –, 49-58, 65-66, *voir aussi* Élasticité-prix de la demande
des actifs, 824-827
détermination des –, 65-66
du pétrole –, 66, 76, 84, 235-236
effet revenu et –, 105
en tant que mécanisme incitatif, 49
entrée sur le marché et –, 168
inflation et –, 514, 649-650, 714, 810, 811
information et –, 251
offre et –, 57, 59, 66, *voir aussi* Élasticité-prix de l'offre
qualité et –, 337
relatif, 35, 96, 748
rôle des –, 50
sur des marchés imparfaits, 248
taux de change en tant que –, 576, 577
taux d'intérêt et –, 132

Prix (*suite*)
utilité et –, 109-110
valeur et –, 65-66
Prix, guerre de –, 271
Prix, indice de
à la consommation, 516-520, 603-604
emploi du terme d'–, 493-494, 516
logiciel informatique et –, 522-523
problème du « panier fixe » et –, 520-521
Prix, niveau des –, 603, 604-609, 649
indice général du –, 604-605
offre de monnaie, demande de monnaie et –, 605-609
Prix-plafond, 85
Prix-plancher, 85, 110
Prix à la consommation, indice des –, 491, 518-521, 603-604, 772-773
Prix de l'électricité, 88, 105, 299-300
Prix de l'énergie, 66, 105, 697-699, 703, *voir aussi* Prix de l'électricité, Prix du pétrole
Prix de l'essence, 55-56
et demande d'automobiles de faible cylindrée, 55
taxes et –, 101
Prix du pétrole –, 75, 84, 235-236, 698, 699, 820-821
Prix prédateurs, stratégies de marketing et –, 285
Production
avec des facteurs multiples, 156-158
avec un seul facteur variable –, 142
coûts de –, 156, 164-165
efficacité de la –, 226
facteurs de –, 142
Productivité
Internet et –, 459
spécialisation et –, 430
Productivité, différences salariales et –, 363
Productivité totale des facteurs, analyse de la –, 594-598
Produit, 15, 834
courbe DGI et –, 692-694
coûts des récessions en termes de –, 508, 638-640
croissance et –, 584-586
des monopoles, 263-270, 291-293
différentes mesures du –, 501
écart de –, 501, 506-508, 636-637, 639-640, 693, 695
équilibre du –, 167, 539-539, 658-660, 665-666, 670, 675-678, 686-694, 822
et fonction de production, 143
final, 494-496, 498
global, 501
intermédiaire, 494-496, 497
marginal, 143-144, 145
mesure du –, 492-501, 508
niveau de –, 143
niveau de plein emploi du –, 537, 554, 555
par tête, 596-597
potentiel, 538
problèmes de mesure du –, 501
recettes et –, 163-164
restreint, 291-294
travail et –, 143
valeur du –, 494-498
Produit intérieur brut (PIB), 491, 492-502
activité illégale et –, 500
biens non marchands et –, 501
changement dans la qualité et –, 501
commerce international et –, 426
comparaison internationale des –, 500
d'équilibre, 538-539, 658-659, 675-676, 677-678, 686-694, 822
définition du –, 492
développement humain et –, 503
faiblesse du –, 501-502
flux circulaire et –, 498
flux, stocks et –, 508
indice déflateur du –, 493-494, 521-522, 603-604, 772-773
loi d'Okun et –, 507
niveau de vie et –, 501-502
nominal, 492-494, 605
optique de la valeur ajoutée pour le calcul du –, 497
optique des biens finals pour le calcul du –, 494-496, 498
optique du revenu pour le calcul du –, 497-498
potentiel, 499-501, 507-508, 537, 545-546, 554, 698-703, 820, 822
problèmes de mesure du –, 501
rapporté à la dette fédérale –, 556, 560, 561, 562
réel, 492-493, 499-501, 507-508, 584
réel à pondérations chaînées, 493
taux de croissance et –, 584
vert, 502, 598
Produits intermédiaires, 495, 496, 497
Produits joints, 158
Produits liés, 282
Profits
comptabilisation des –, 173-177
comptables, 173-177
de monopole –, 267
définition des –, 142
économie de marché et –, 26-27
économiques, 173-177
en tant qu'incitations, 26-27
entrée sur le marché et –, 168-171
non distribués, 125
publicité et –, 347-350
purs, 267
Programmes couplés (matching programs), 389
Programmes en faveur de l'agriculture, 86-87
Programmes sociaux en faveur de la classe moyenne, 391-392
Progrès technologique, 457-472, 482-483, 544-546
brevets et –, 461-463
concurrence et –, 467-468
concurrence imparfaite et –, 458-459
croissance de la productivité et –, 587, 591-595, 702-703
dans le modèle de plein emploi, 546
demande de capital et –, 207
demande de travail et –, 534-535
dépenses directes et –, 593
idées et –, 590-594
subventions en faveur du –, 469-471
Propension marginale à consommer, 662-664, 665
multiplicateur et –, 662, 665
Propension marginale à épargner, 664
Propension marginale à importer, 671, 672-674
Propriétaire unique d'un facteur de production essentiel, 285
Propriété intellectuelle, 461
Propriété publique, 295
Prospection (search)
concurrence imparfaite et –, 345-346
marché du travail et –, 346-347
problème de –, 343-347
transmetteurs intermédiaires d'information et –, 347
utilisation du terme, 345
Protection des consommateurs, 253
Protectionnisme, 789
commerce international et –, 250, 434-436, 441-447
et déplacement, 669-670
rationalité économique et politique du –, 441-446
utilisation du terme, 434
Publicité, 347-350
concurrence et –, 348
informative, 348
persuasive, 348
profits et –, 348-349

Q

Qualité
de la population active, 589
mesure des changements de –, 501
prix et –, 338
Quantité
d'équilibre, 62-63
sur les marchés imparfaits, 248
Quotas selon l'origine raciale –, 366

R

Rareté
arbitrages et –, 7, 35
choix et –, 24
Ratio de concentration sur la base des quatre premières entreprises, 272
Rationnement, 30-31
en Union soviétique, 789-799
par coupons, 30-31
par file d'attente, 30
par loteries, 30
Reagan, Ronald, 397, 694
Réalité contre modèles, 110-111

Récession, 499-500, 636-640
coûts en termes de produit d'une –, 507, 639-640
de 1997–1998, 770
de 2003, 171, 483, 552, 559, 562
politique budgétaire et –, 723-724
politique monétaire en période de –, 733-744
Recettes, 142
décisions de production et –, 163
marginales, 163, 248
production et –, 163
Réchauffement de la planète, 157, 410
Recherche de rente (rent seeking), 294
Recherche et développement (R & D)
avantages sociaux de la –, 468-469
brevets et –, 459-462
comme source de progrès technologique, 590-593
concurrence et –, 467-468
dépenses de défense et –, 457
en tant que bien public, 498-499
en tant que coût fixe, 464-465
marché du capital et –, 466
soutien de l'État à la –, 469-471
Redistribution du revenu, équité et –, 379-381
Réforme agraire, 784-785
Règle de politique monétaire, 686-688, 693-694, 731-740, 836, 843-844
et déplacements de la cible d'inflation, 737-738
et déplacements du taux d'intérêt réel de plein emploi, 737
pente de la –, 738-739
position de la –, 735-738
Règles de choix collectifs, 879-880
Réglementation des monopoles naturels, 296-297
Rémunération des dirigeants, 370
Rémunérations , *voir aussi* Modifications de salaire, Salaires
avantages annexes, 366-367
avantages et –, 366, 370
de l'encadrement, 369
incitations et –, 367-371
liées à la performance, 26, 365-373
Rendements
constants, 144-145
croissants, 144
décroissants, 143-144
Rendements d'échelle
constants, 152
croissants, 154
décroissants, *voir* Rendements décroissants
Rendements décroissants
facteurs de production et –, 143-144
principe (ou loi) des –, 34
Rente économique, 175-177
Rentes de monopole –, 267, 293
Rentes de quotas, 437-438
Réponses aux mesures réglementaires (regulatory measure response), 410-411
Réponses des impôts et subventions, 413-414
Réputation, 321
Réputation, solution aux problèmes d'incitations en termes de –, 340-341
Réseau des « vieux amis », 365
Réserve de valeur, 614
Réserves, 618-622
empruntées, 626, 710-711
excédentaires, 710-711
fractionnaires, 619
non empruntées, 711
obligatoires, 626-627, 707-713
Ressources
allocation des –, 589-590
choix et –, 24-26
Ressources et avantage comparatif, interactions entre, 433
Ressources naturelles
État et –, 418-419
préservation des –, 408-418
Restriction de la production, 292-293
Restrictions sur les échanges commerciaux, 435-437
Restrictions verticales de la concurrence, 281
Restrictions volontaires des exportations (RVE), 438
Retard externe, 741
Retard interne, 740, 741
Retraites par répartition, système de Social Security sous forme de –, 399-400
Revenu
contraintes budgétaires et –, 98-101
courbes de demande et –, 53-54
décision de consommation et –, 99-101, 162-164, 628-632
disponible –, 510, 628-632
en tant qu'instrument incitatif, 26
et dépenses des ménages, 99-100
et effet de la fiscalité, *voir* Redistribution du revenu
et monnaie, 605-606
exportations et –, 671
flux circulaire du –, 538-539, 550-551, 555
futur, 831
gains en capital et –, 497-498
global, 498
individuel et revenu national, 498
optique des biens finals contre optique du –, 498
par tête, 584-587, 782-786
personnel, 498
valeur nominale du –, 606
Revenu, PIB calculé dans l'optique du –, 497-498
Révolution de l'information, 431, *voir aussi* Nouvelle économie
Révolution verte, 784
Ricardo, David, 428, 430, 832
Richesse
consommation et –, 666
Richesse des Nations (La), d'Adam Smith, 5, 65, 220
Rigidité des prix, 644-649, 652
courbes de demande et –, 645
coûts et –, 644-645
risque et incertitude, 643-644
sources de –, 643-644
Rigidité des salaires, 674-675, 679, 682, 685
Risque, risques
budget et –, 562-563
incertitude et –, 643-645
investissements et –, 127-130, 668-670
marché et –, 668, 669
technologique, 669
Robinson-Patman Act de 1938, 270, 305
Roosevelt, Franklin D., 611
Rockefeller Foundation, 784
Rockefeller, John, 302
Royalties, 461
Royaume-Uni, 380
Rupture de contrat, 340
Russie, *voir aussi* Économie centralement planifiée, Union soviétique
échec du communisme en, 781
économie de marché et –, 800-801
l'avenir de la –, 802
transition économique en, 800-802
RVE (restrictions volontaires des exportations), 438

S

S & L's (Savings and Loan Associations), 610, 611
Salaire en termes de produit réel, 189
Salaire et emploi, la liaison complexe entre, 641-644
Salaire minimum, 84
et équilibre général, 235
et marchés du travail, 369
Salaires, *voir aussi* Rémunérations, Revenu, Modifications salariales
chômage et –, 641-642, 811
commerce international et –, 444-445
contrats et –, 643
d'efficience, 368, 643
d'équilibre, 190-191
de réserve, 186
décision d'offre de travail et –, 186
demande de travail et –, 642-643
élevés, 368
en tant que prix, 65
et produit réel, 189-190
indexés, 514
inflation et –, 514, 649-650, 810-811
nominaux, 185, 501-502, 642-643
réels, 185, 531-533, 535-536, 544-546, 641-642
rigides, 642-643, 646, 649, 652
risque et incertitude en matière de –, 643-644
Salariés, gestion des –, 367-368
Santé
assurance des soins de –, 341-343

Santé (*suite*)
coûts des médicaments et soins de –, 402-403
coûts des soins de –, 562-563
État et soins de –, 402-403
médicaments importés du Canada aux États-Unis et soins de –, 402
part dans les dépenses, 379
Schumpeter, Joseph, 467
Seconde Guerre mondiale –, 478-479
dette fédérale et –, 831
Secrets commerciaux, 463
Secteur de l'édition, 272
Secteur privé, 12
Secteur public, *voir* État
Secteurs industriels
concentration dans les –, 272-273
nombre d'entreprises dans les –, 272-273
Sécurité aérienne, coût de la –, 232
Sécurité de l'emploi
accroissement de salaire ou accroissement de la –, 360
syndicats et –, 361-362
Securities and Exchange Commission, États-Unis, 13, 253
Selden, George Baldwin, 463
Sélection adverse, *voir* Anti-sélection
Sensibilité aux variations de prix, 72
Services, mesure des changements dans les –, 501
Shapiro, Carl, 4
Sherman Antitrust Act de 1892, 301
Sida, HIV, 269
Signal, effet de (signaling), 337-338
Silicon Valley, 792-793
Singapour, 784, 789
Sites d'enchères, 10
« Smart cards », 618
Smith, Adam, 4, 65, 220, 243, 478
Social Security, 12, 385, 478
augmentations proposées pour les cotisations à la –, 400
avenir de la –, 486
comme système de retraite par capitalisation (fully funded program), 400-401
comptes de retraite individuels et –, 401
diminution des prestations offertes par la –, 402
en pourcentage des dépenses, 377-379
en tant que programme d'aide sociale –, 391
en tant que système de retraite par répartition, 400
faiblesse de l'épargne et –, 203
financement de la –, 400-402
indexation des prestations de la –, 514, 520-521
propositions pour l'âge d'éligibilité à la –, 402
Socialisme, *voir* Économie centralement planifiée
Sociétés commerciales, *voir* Entreprises
Soins médicaux, *voir aussi* Soins de santé
coût des –, 562-563
Soins programmés (Managed Care), 342
Solutions contractuelles aux problèmes d'incitation, 340
Solutions de marché aux problèmes d'incitation, 339-340
Sortie du marché, 52, 168-169
Souveraineté du consommateur, principe de –, 382, 419
Spécialisation
accroissement de la productivité et –, 430
avantage comparatif et –, 430-433
limites de la –, 430
Spéculation, 753-755
Stabilisateurs automatiques, 664, 721-727
Stagflation, 481-482, 814
Standard Oil, 301
Stock de capital, 508
Stock options, exercice des options, 6
Stocks, 660
comme instruments facilitant la production, 669
constitution de –, 669
investissement et –, 669
Stocks, flux et mesure du PIB, 508
Stocks, la fonction de facilitation de la production des –, 669
Stocks de produits agricoles, 88
Stratégie de « donnant-donnant » (de tit for tat), 324
Stratégies dominantes, 313-314, 316-318
Structures de marché, 246-249
Subsidiarité (principe de), 878-880
Substitution
aux importations, 788
et réchauffement climatique, 157
principe de –, 156-158
taux marginal de –, 118-118
Subventionnements croisés, 296-297
Subventions, 88-89, 388-390
en faveur de l'agriculture, 88-89
en faveur du logement, 389-390
en faveur du progrès technologique, 443-445
fiscales, 388-390
globales, 389
Suède, 380
Supérieur au sens de Pareto (ou Pareto supérieur), 880
Surplus
des consommateurs, 109-110, 221, 223, 227, 437
des producteurs, 221-224, 227
impôts et –, 550-555, 556
prix-plancher et –, 85-89, 110
Syndicats, 356-361
déclin des –, 359-361
effets économiques des –, 361-364
effets sur les salariés non syndiqués des –, 361
grèves déclenchées par les –, 359
histoire des –, 356-358
innovation et –, 361-362
la période de montée des –, 359
limite du pouvoir des –, 362-363
politique et –, 363
principe de substitution et –, 158
ressources Internet concernant les –, 360
sécurité de l'emploi et –, 362-363
sources de gains à court terme contre pertes à long terme, 361
Syndicats de travailleurs, *voir* Syndicat
Système bancaire américain, 609-628, 707-714
stabilité du –, 627-629
Système de capitalisation (fully-funded program) et Social Security, 399-400
Système de prix, l'économie de marché comme, 26
Système des réserves fractionnelles, 619
Système fédéral de réserve, 619-620, 622-628, 707-714, 845
Système financier international, 747-763
déficit dans le –, 556
marché des changes et –, 747-754, 760-763
Système fiscal
caractéristiques du –, 384-389
champ d'application du –, 386
efficacité du –, 385, 387-388
équité du –, 384-388
évaluation aux États-Unis du –, 384-388
flexibilité du –, 384, 388
progressivité du –, 383
régressivité du –, 383
simplicité administrative du –, 388
transparence du –, 384, 388
Système général de préférences (GSP — General System of Preferences), 793
Systèmes d'imposition progressive, 383
Systèmes financiers des économies modernes, 609-622
Systèmes fiscaux régressifs, 383

T

Taft-Hartley Act de 1949, 359
Taïwan, 748, 752, *voir aussi* PED
TANF (Temporary Assistance to Needy Families), États-Unis, 389-390
Tarif extérieur commun, 856
Taux d'épargne global, 205
Taux d'escompte, 626-627, 710
Taux d'impôt
déficits fédéraux et –, 481-484
indexation et –, 514
marginal, 383, 387
moyen, 386
Taux de change
anticipations et –, 755
appréciation du –, 576, 714
coopération internationale et –, 760-763
d'équilibre, 576-578, 748-755, 763
déficit commercial et –, 576-578

définition du –, 748
dépenses globales et –, 769-771
dépréciation et –, 576-577, 750, 759-760
détermination du –, 785-792
dollar et –, 577, 713-718, 761-763, 768-769, 771-773
emprunt à l'étranger et –, 579, 752-753
emprunt et –, 752-753
exportations et –, 577, 750-752
fixes, système de changes, 755-756
flexibles, 748, 759-763, 775
flottants, 759
gestion du –, 755-763
importations et –, 750-752
inflation et –, 768-769, 771-774
la stabilisation des –, 761-763
monnaie et –, 759-763, 769
offre, demande et –, 749-755
politique monétaire et –, 757-758, 773-776
politiques budgétaires et –, 774
pondéré par les parts commerciales, 576-577
prix des biens et services et –, 671-673, 771-773
réel, 753, 761
spéculation et –, 753-755
variations du –, 576-577
volatilité et –, 758, 761
Taux de change entre l'euro et le dollar, 578, 748-751, 760-761
Taux de chômage naturel, 507-508, 640, 812-813, 819-820, 833, 841
Taux de rotation du travail, 643
Taux d'intérêt
baisse du 3 janvier 2003 du –, 733
changements dans les –, 216-217
décision d'épargne et –, 200-203, 206-207, 215-217, 540-543
distribution de la richesse et –, 204
en économie ouverte, 568-570
épargne et –, 222
et taux d'escompte, 626-627, 710
étranger, 770-771
inflation et –, 730-738, 809-810
investissement et –, 541-542, 668-669
nominal, 201, 668, 686-688, 714, 730-732, 846-847
politique monétaire et –, 484, 626, 684-691, 713-714, 691-705, 848
prix et –, 132
directeur, 727-728
Taux d'intérêt des fonds fédéraux, 659-661, 743-752, 767-770, 809
cible pour le –, 716, 751, 815, 858-859
Taux d'intérêt réel d'équilibre, 552, 558-559, 738-739, 829
Taux d'intérêt réel de plein emploi, 552, 558-559, 738-739
Taux d'intérêt réels, 201, 668-669, 731-732, 829
après impôts, 678
courbe de dépenses globales et –, 677-678
excédents budgétaires et –, 829-830
fonction d'investissement et variations des –, 541, 552, 668-669
inflation et –, 730-732
marchés du capital et –, 684-685
politique monétaire et –, 684-691, 731-733, 738-739
Taux marginal d'imposition, 383, 386
Taux marginal de substitution, 118-119
Taux marginal de transformation, 228, 429
Tax Reform Act de 1988 (loi de réforme fiscale), 387
Taxes sur les cigarettes, 224-225, 237
Taxes sur les salaires, 384, 391
Taylor, John, 721
Technologie
dans les PED, 786-788
de l'information, 702-703, 774, 848
importations et exportations de –, 575
informatique, offre globale et –, 544-546
sources des progrès dans la –, 590-593
Technologies de l'information, 58, 346, *voir aussi* Industrie informatique, Nouvelle économie
Télécommunications, industrie des –, 273
Temporary Assistance to Needy Families (TANF, États-Unis), 389-390
Temps de travail, choix d'offre de travail et –, 182-187
Termes financiers, glossaire des –, 615
Terrorisme, 484, 556, 562-563, 734-738, 829
Théorèmes, 230
Théorie, 17
Théorie des jeux, 278-280, 313, *voir aussi* Comportements stratégiques
Théorie des marchés efficients, 132-136
Théorie du cycle de vie de l'épargne, 199
Théorie du cycle réel pour les fluctuations économiques, 138
Théorie du salaire d'efficience, 368
Thérapie de choc ou gradualisme, 800-801
Titres, investissement en, 125, 129
Tragédie des biens communs, droits de propriété et –, 29
Transferts, paiements de –, 722, 726
Transferts, programmes de –, 382, 388-391
Travail
comme facteur de production, 142
division du –, *voir* Spécialisation
en tant que facteur variable –, 142
excédent de travail, 787
production et –, 143
produit marginal en valeur du –, 189
qualifié et non qualifié, 383
taux de rotation du –, 643
Travailleurs, *voir aussi* Marchés du travail, Offre de travail, Décision d'offre de travail, Syndicats
découragés, 505
déplacés, 441
gestion des –, 367-368
motivation des –, 367-372
Silicon Valley et –, 792-793
Troc, 613, 617
Trusts, 301-302
Turing, Alan, 463

U

U.S. Steel Company, 301
« Un homme d'exception » (A Beautiful Mind), 314
Union douanière, 856-862
Union européenne (UE), 450, 451, 725, 776-777, 792, 800, 857-879
Union monétaire européenne (UME), 725, 759, 776-777, 845, 866-876
Union shops, 356
Union soviétique, 12, 297, 329, 410, 798-800, *voir aussi* Russie
Unions de crédit, 610
Unité de compte, 612-613
United Auto Workers (UAW), États-Unis, 356, 363
Urbanisation dans les PED, 786
Uruguay Round, 791
Utilité, 105-110
marginale, 106-108
prix et –, 109-110
Utilité marginale décroissante, 106-107

V

Valeur
actualisée, 200, 217-218, 236, 132-133
du produit, 493-498
du produit marginal du travail, 188-190
marginale, 65
prix et –, 65-66
réserve de –, 613-614
temporelle de la monnaie, 199-200
Variables, 18
Varian, Hal, 5
Variations de salaire
décision d'offre de travail et –, 184-185
sécurité de l'emploi ou, 361-363
Variations démographiques, courbes de demande et –, 54
Véhicules en mauvais état (lemons), 336
Villes, dans les PED, 786
Vitesse de circulation de la monnaie, 606
Volcker, Paul, succés de, dans la lutte contre l'inflation, 482, 693-694, 696

W

Wagner Act de 1937, 356
Westinghouse, 277
Wheeler-Lea Act de 1940, 253
Whitney, Eli, 464
Wilson, Woodrow, 305
World Wide Web, 458, 591, 775
Wright Brothers, 457, 458
Wright, Gavin, 235, 369
World Trade Organization (WTO), *voir* Organisation mondiale du Commerce (OMC)

Y

Yahoo, 734

Crédits

p. 10 (au-dessus) © CHG/Fotolia ; (en-dessous) © iStock.com/contrastaddict ; **p. 36** © iStock.com/EdStock2 ; **p. 55** © iStock.com/Tramino ; **p. 58** Pedro Tavares/Shutterstock.com ; **p. 76** Reuters/Jeff J. Mitchell UK ; **p. 86** emin kuliyev/Shutterstock.com ; **p. 101** javarman/Shutterstock.com ; **p. 157** © iStock.com/raphtong ; **p. 171** Noah Berger/AP/Reporters ; **p. 185** Shutterstock.com ; **p. 204** © Piccaya/Fotolia ; **p. 210** StockLite/Shutterstock.com ; **p. 232** Pavel L Photo and Video/Shutterstock.com ; **p. 235** Library of congress (Bibliothèque du Congrès) ; **p. 251** Ken Hurst/Shutterstock.com ; **p. 253** Reuters/Str Old ; **p. 255** © iStock.com/Turau ; **p. 269** Reuters/Mike Hutchings ; **p. 277** Reuters/Andrew Winning ; **p. 284** Joe Raedle/Getty Images ; **p. 300** Philip James Corwin/Corbis ; **p. 322** Bettmann/Corbis ; **p. 343** Brasiliao/Shutterstock.com ; **p. 359** Lennox Mc Lendon/AP/Reporters ; **p. 369** © Monique Pouzet/Fotolia ; **p. 382** Jonathan Noden-Wilkinson/Shutterstock.com ; **p. 400** Reuters/Kevin Lamarque ; **p. 412** Galen Rowell/Corbis ; **p. 415** Kevin R. Morris/Corbis ; **p. 431** Shutterstock.com ; **p. 434** Reuters/China Photos ; **p. 440** Denise Kappa/Shutterstock.com ; **p. 448** Reuters/Str Old ; **p. 459** Shutterstock.com ; **p. 464** Bettmann/Corbis ; **p. 483** Lisa F. Young/Shutterstock.com ; **p. 486** Corbis ; **p. 500** Joseph Calev/Shutterstock.com ; **p. 518** Bettmann/Corbis ; **p. 546** Johann Helgason/Shutterstock.com ; **p. 554** AP/Reporters ; **p. 575** Romanchuck Dimitry/Shutterstock.com ; **p. 591** (au-dessus) Roger Ball/Corbis ; (en-dessous) Sheldan Collins/Corbis ; **p. 597** Ed Bock/Corbis ; **p. 618** Veniamin Kraskov/Shutterstock.com ; **p. 644** Musée Henry Ford ; **p. 697** Bob Krist/Corbis ; **p. 725** Reuters/Kai Pfaffenbach ; **p. 729** Kathy Willens/AP/Reporters ; **p. 749** Permission de Carl Walsh ; **p. 759** Frank Rumpen/AP/Reporters ; **p. 762** Reuters ; **p. 792** Namas Bhojani/AP/Reporters ; **p. 818** (à gauche) Roger Ressmeyer/Corbis ; (à droite) Charles Bennett/AP/Reporters ; **p. 848** Walter Hodges/Corbis

Table de matières*

Sommaire VII
Avant propos XI
Présentation de l'édition française XV
Présentation des compléments XVII

Partie I Introduction 1

1 La science économique moderne 3

Où en est l'économie numérique 6
Qu'est-ce que la science économique ? 6
Arbitrages 7
Incitations 7
Les arbitrages et les incitations en pratique : le partage de musique en ligne 8
La tarification des services en ligne et les incitations 9
Sites d'enchères 10
Échange 10
Information 12
Distribution 14
Les trois grands marchés 15
Mise en garde contre les termes pièges 15
Microéconomie et macroéconomie : les deux branches de l'économie 16
La science économique 17
Identification et interprétation des relations économiques 18
Causalité et corrélation 18
Les raisons des désaccords entre les économistes 18
Vérification et application des connaissances 19

2 Raisonner en économiste 23

Le modèle concurrentiel de base 24
Consommateurs rationnels et entreprises maximisant leur profit 24
Les marchés concurrentiels 25

* Se reporter à la page 949 pour des précisions sur la signification des couleurs.

Marchés, échange et commerce électronique 25
Efficacité et distribution dans le modèle concurrentiel de base 26
Le modèle concurrentiel de base comme référence (comme *benchmark*) 26
Incitations et information : prix, droits de propriété et profits 27
L'arbitrage entre équité et incitations 28
Les cas de défaillance des droits de propriété 28
Systèmes autres que le système des prix 30
Domaine des choix possibles et arbitrages 31
Les contraintes budgétaires et temporelles 31
Frontière des possibilités de production 32
Les coûts 35
Les coûts d'opportunité 35
Arbitrages (trade-offs) 36
Ressources documentaires pour économistes sur Internet 36
Coût d'opportunité et commerce international 37
Les coûts d'opportunité de l'entrée à l'université 37
Les coûts irrécupérables 39
Les coûts marginaux 39
La voix des économistes 40
Vérification et application des connaissances 40
Annexe Comment lire un graphique 43

Partie II Marchés parfaits 47

3 Demande, offre et prix 49

Le rôle des prix 50
La demande 50
La courbe de demande individuelle 51
La courbe de demande du marché 51
Déplacements des courbes de demande 53
Les sources de déplacement des courbes de demande 53
Les prix de l'essence et la demande de SUV ou 4×4 55
Déplacements de la courbe de demande et mouvements le long de cette courbe 56
Premier principe fondamental de la demande, de l'offre et des prix 57
Demande d'ordinateurs et technologies de l'information 58
L'offre 59
L'offre de marché 59
Déplacements des courbes d'offre 60
Sources de déplacements des courbes d'offre 60
Déplacements de la courbe d'offre et mouvements le long de la courbe d'offre 61
Deuxième principe fondamental de la demande, de l'offre et des prix 61

La loi de l'offre et de la demande 62
L'utilisation des courbes de demande et d'offre 63
Demande et offre sur le marché du pétrole 64
Consensus quant à la détermination des prix 64
Troisième principe fondamental de la demande, de l'offre et des prix 65
Prix, valeur et coût 65
Vérification et application des connaissances 66

4 L'utilisation des concepts d'offre et de demande 71

L'élasticité-prix de la demande 72
Élasticité-prix de la demande et recettes 73
Les déterminants de l'élasticité-prix de la demande 75
Différences dans les réactions au choc pétrolier de 2000 76
L'élasticité-prix de l'offre 77
Court terme et long terme 79
Application des concepts d'élasticité-prix de demande et d'élasticité-prix d'offre 80
Ajustements de long terme et ajustements de court terme 81
Politique fiscale (*Tax Policy*) et loi de l'offre et de la demande 81
Pénuries et excédents 82
Les interférences avec la loi de l'offre et de la demande 84
Incitations et taxes sur les fenêtres 85
Les prix-plafonds 85
Le contrôle des loyers dans la ville de New York 86
Les prix-planchers 88
Les mauvaises surprises de la déréglementation 88
Autres solutions possibles 89
Vérification et application des connaissances 89
Annexe Élasticité et pente d'une courbe 92

5 Les décisions de consommation 95

Le problème central du choix du consommateur 96
La contrainte budgétaire 96
Choisir un point sur la contrainte budgétaire : les préférences des individus 98
Quel est l'impact de la variation du revenu sur la consommation ? 99
Ce que nous consommons 100
Le destin de l'impôt BTU 101
Retour sur la courbe de demande 102
L'obtention des courbes de demande 103
L'importance de la distinction entre effet substitution et effet revenu 103
Incitations, effets revenu et effets substitution 105

Théorie de l'utilité et description des préférences 105
Surplus du consommateur 109
Au-delà du modèle de base 110
Dans quelle mesure les hypothèses du modèle de base correspondent-elles à la réalité ? 110
L'économie comportementale (*Behavioral Economics*) 111
Les effets de dotation initiale 112
Aversion pour les pertes 112
Le biais en faveur du statu quo 113
Les conséquences de l'économie comportementale 113
Vérification et application des connaissances 114
Annexe Courbes d'indifférence et décision de consommation 117

6 La décision d'investir 123

Les possibilités d'investissement 123
Les dépôts bancaires 124
Les actifs immobiliers 124
Le calcul des taux d'intérêt 124
Les obligations 124
Les actions 125
Fonds communs de placement 126
Fonds indexés 126
Qualités souhaitables pour un investissement 127
Le rendement espéré 127
Le risque 127
Impact de la fiscalité 129
La liquidité 130
Anticipations et marché des actifs 131
La formation des anticipations 132
La théorie des marchés efficients 133
Efficience et marché boursier 134
Marchés efficients ou mouvements purement aléatoires ? 136
Vérification et application des connaissances 136

7 Les coûts de l'entreprise 141

Profit, coûts et facteurs de production 142
Production avec un seul facteur de production variable 142
Rendements décroissants 143
Rendements croissants 144
Rendements constants 144

Types de coûts et formes des courbes de coûts 145
Coûts fixes et coûts variables 145
Coûts totaux 146
Coût marginal et produit marginal 146
Coût moyen et courbe de coût moyen 148
Relation entre la courbe de coût moyen et la courbe de coût marginal 149
Les effets sur les courbes de coût des changements dans les prix des facteurs 149
Exemple : les activités de consultant Internet de Corinne 150

Les courbes de coût à court terme et à long terme 151
Les courbes de coût à court terme 152
Les courbes de coût à long terme 152
Définitions économiques 155

Production dans le cas de plusieurs facteurs 156
La minimisation du coût 156
Le principe de substitution 156
Le principe de substitution et le réchauffement de la planète 157

Les économies d'envergure (ou de gamme) 158

Vérification et application des connaissances 159

8 L'entreprise en concurrence 163

Les recettes 164

Les coûts 165
Les comptes de résultat des entreprises 165

Les principe de base de l'offre en concurrence 166

Entrée, sortie et offre du marché 168
Coûts irrécupérables et sortie du marché 169
La courbe d'offre de l'entreprise 170
La courbe d'offre du marché 170
La récession de 2001 : mesures de redressement ou fermeture définitive dans l'économie numérique ? 171

Offre à long terme et offre à court terme 172

Profits comptables et profits économiques 173
Les coûts d'opportunité 174
La rente économique 175
Coûts d'opportunité et entrée sur le marché de la peinture en bâtiment 176

La théorie de l'entreprise en concurrence 177

Vérification et application des connaissances 178

9 Le marché du travail 181

La décision d'offre de travail 182
Statistique de la population active 182
Le choix entre loisir et consommation 182
La participation à la population active 185
Arbitrages 186
La demande de travail des entreprises 188
La demande de facteurs 188
De la demande de facteur des entreprises à la demande de facteur du marché 190
Offre de travail, demande de travail et salaire d'équilibre 190
Vérification et application des connaissances 192
Annexe Courbes d'indifférence, offre de travail et décision d'épargner 194

10 Le marché du capital 197

L'offre sur le marché du capital 198
La décision d'épargne des ménages 198
La valeur temporelle de la monnaie 199
Inflation et taux d'intérêt réel 200
Application du modèle : l'épargne et le taux d'intérêt 201
Autres facteurs agissant sur l'épargne 203
L'épargne des ménages 203
Distribution de la richesse et taux d'intérêt 204
Pourquoi le taux d'épargne américain est-il si faible ? 205
L'épargne globale 205
Formes d'épargne 205
La demande sur le marché du capital 206
Nouvelles technologies et demande de capital 207
Un point de vue d'économie comportementale 208
Éducation et capital humain 210
Éducation et arbitrages économiques 211
Le modèle concurrentiel de base 211
Le financement de la nouvelle économie 212
Vérification et application des connaissances 213
Annexe A Courbes d'indifférence et décision d'épargner[3] 215
Annexe B Calcul de la valeur actualisée 217

11 L'efficacité des marchés concurrentiels 219

Marchés concurrentiels et efficacité économique 220
Surplus des consommateurs et des producteurs 221
Exemple : les pertes d'efficacité dues au contrôle des loyers 222
Premier principe fondamental des marchés concurrentiels : les ménages et les entreprises sont des « preneurs de prix » 222
Deuxième principe fondamental des marchés concurrentiels : le prix d'équilibre correspond à la maximisation du surplus social (égal à la somme du surplus des consommateurs et du surplus des producteurs) 223
Le site Digital Economist 224
Impôts et efficacité 224
Problèmes d'efficacité 226
Efficacité au sens de Pareto 226
Conditions d'efficacité au sens de Pareto de l'économie de marché 227
Efficacité de l'échange 227
Efficacité de la production 227
Échange et distribution 228
Efficacité de la combinaison des biens produits 228
Marchés concurrentiels et efficacité au sens de Pareto 229
Marchés concurrentiels et répartition des revenus 229
Troisième principe fondamental des marchés concurrentiels les marchés concurrentiels sont efficaces au sens de pareto 229
Analyse en équilibre général 231
Modèle de base de l'équilibre concurrentiel 231
Arbitrages indirects et sécurité des enfants dans les transports aériens 232
Marché du travail et accentuation des disparités salariales 234
Salaire minimum et équilibre général 235
Évolution de l'équilibre général au cours du temps 235
Cas où l'analyse en équilibre partiel est suffisante 236
Au-delà du modèle concurrentiel de base 237
Vérification et application des connaissances 237

Partie III Marchés imparfaits 241

12 Introduction aux marchés imparfaits 243

Extension du modèle concurrentiel de base 244
Marchés imparfaits — idée clé n°1 : l'imperfection comme source des défaillances des marchés 246
Concurrence imparfaite et structures de marché 246

Prix et quantité en concurrence imparfaite 248
Politiques publiques 249
La Federal Trade Commission 249
Marchés imparfaits — idée clé n°2 : le rôle de l'imperfection de la concurrence 249

Information imparfaite 249

Commerce et concurrence 250
Le problème de l'information 250
L'ampleur du problème 251
Le prix comme vecteur d'information 251
Les marchés de l'information 252
Information, concurrence et Internet 252
Les politiques publiques en matière d'information 253
Marchés imparfaits — idée clé n°3 : les effets de l'imperfection de l'information 254

Externalités 254

Incitations et environnement 255
Politiques publiques en cas d'externalités 256
Marchés imparfaits — idée clé n°4 : l'impact des externalités 256

Biens publics 256

Marchés imparfaits — idée clé n°5 : les conséquences de la présence de biens publics 258

Aperçu sur les développements qui suivent 258

Vérification et application des connaissances 259

13 Monopole, concurrence monopolistique et oligopole 263

La production en situation de monopole 264
Exemple : l'entreprise (fictive) Cimenteries du Brabant 266
Profits en situation de monopole 267
Discrimination par les prix 267
Afrique du Sud, sida et discrimination par les prix 269

Économies d'échelle et monopoles naturels 270

Appréciation du degré de concurrence 272
Le nombre d'entreprises dans le secteur 272
Différenciation des produits 272
Externalités de réseau, économie numérique et pouvoir de monopole 273

Équilibre en situation de concurrence monopolistique 274

L'oligopole 276
La collusion 276
Europe : lourdes sanctions pour non-respect de l'interdiction des ententes et des pratiques commerciales illicites 277
La théorie des jeux comme outil de modélisation de la collusion 278
Les pratiques commerciales restrictives 281
Les conséquences des pratiques restrictives 282
La dissuasion à l'entrée 283

Barrières résultant de mesures prises par les pouvoirs publics 283
À la recherche des oligopoles 283
Arbitrages et prédation : le cas d'American Airlines 284
Propriété exclusive d'un facteur de production essentiel 285
Information 285
Stratégies de marché visant à dissuader les entrants potentiels 285
L'importance des imperfections de la concurrence 286
Vérification et application des connaissances 286

14 Les politiques publiques en matière de concurrence 291

Les inconvénients des monopoles et d'une concurrence restreinte 291
Restriction de la production 292
Pertes dues à une mauvaise gestion (*managerial slack*) 293
Réduction des efforts en faveur de la recherche et du développement 293
Recherche de rente 294
Autres inconvénients de la restriction de la concurrence 294
L'utilisation d'internet pour renforcer la discrimination par les prix 295
Politiques envers les monopoles naturels 296
Nationalisation 297
Réglementation 297
Stimulation de la concurrence 298
Les aspects moins glorieux de la privatisation 299
La déréglementation de l'électricité en Californie 300
Les politiques antitrust 301
Limiter les positions dominantes sur le marché 301
La définition des marchés 302
Le Département américain de la justice et les lois antitrust 302
Les incitations comme solution du problème Microsoft 303
Mettre fin aux pratiques restrictives 304
Faire respecter les lois antitrust 305
Quand Coca-Cola et Pepsi veulent racheter leurs concurrents 306
Vérification et application des connaissances 308

15 Les comportements stratégiques 311

Le jeu du dilemme du prisonnier 313
Stratégies dominantes 313
Équilibre de Nash 314
Exemple 1 : la collusion 314
Exemple 2 : les hommes politiques et les attaques personnelles contre l'adversaire 315
Exemple 3 : les dépenses militaires 315
Exemple 4 : les propriétaires de clubs sportifs et les salaires des joueurs 315

Les politiques commerciales « d'appauvrissement du voisin » (beggar-thy-neighbor policies) 316
Comportement stratégique dans des jeux plus généraux 317
Jeux avec une seule stratégie dominante 318
Jeux sans stratégie dominante 318
Le solveur de jeu à somme nulle 319
Les jeux répétés 320
Réputation 321
Les paniques bancaires 322
Stratégie de « donnant-donnant » (de *tit for tat*) 324
Institutions 324
Mouvements séquentiels 324
Information et raisonnement stratégique 326
Incohérence temporelle 327
Les engagements irréversibles 327
Vérification et application des connaissances 330

16 Information imparfaite sur le marché des biens 335

Le marché des voitures d'occasion et la sélection adverse 336
Envoyer des signaux 337
Apprécier la qualité à partir du prix 338
Le problème des incitations 338
Les solutions de type marché 339
Les solutions de type contractuel 340
Les solutions fondées sur la réputation 340
Le marché de l'assurance-santé 341
La souscription d'une assurance-santé 342
Le problème de la prospection (*search*) 343
Problèmes d'incitations et d'information sur le marché immobilier 344
La recherche d'emploi 345
Prospection et concurrence imparfaite 345
Les technologies de l'information et les intermédiaires 346
Prospection (*search*) et marché du travail 346
Prospection et collecteurs intermédiaires d'information 347
La publicité 347
La publicité et la concurrence 348
La publicité et les profits 348
L'importance de l'information imparfaite 350
Vérification et application des connaissances 351

17 Imperfections sur le marché du travail 355

Les syndicats 356
Brefs rappels historiques 356
Révolution industrielle et bouleversement de la structure de la population active 356
Émergence et évolution du syndicalisme en Europe 357
Naissance et évolution du syndicalisme aux États-Unis 359
Causes du déclin de la syndicalisation dans les pays industrialisés 360
Les sites des syndicats américains 361
Conséquences sur l'économie 361
Des gains à court terme au prix de pertes à long terme 361
Conséquences sur le personnel non syndiqué 362
Sécurité de l'emploi et innovation 362
Les syndicats et la politique 362
Les limites du pouvoir des syndicats 362
La menace de remplacement 363
La menace de chômage 363
Écarts de salaires 364
La discrimination 365
Motiver les salariés 367
Rémunération à la pièce et incitations 367
Salaire d'efficience 368
Autres incitations 369
Le salaire minimum 369
Internet et le marché du travail 370
Les compléments de salaire 370
Vérification et application des connaissances 371

Partie IV Questions de politique économique 375

18 Le secteur public 377

Pourquoi l'État intervient-il dans l'économie ? 379
La taille de l'état dans différents pays 380
Les arbitrages entre équité et efficacité 382
Inégalités et économie numérique aux États-Unis 383
Le système fiscal américain en pratique 384
Les caractéristiques d'un « bon » système fiscal 384
Aperçu du système fiscal américain 385
Évaluation du système fiscal américain 386
Transferts 389
Aides sociales 389

L'aide au logement 390
L'assurance sociale 391
Le coût des programmes d'assurance sociale 391
Pourquoi l'assurance sociale n'est pas seulement un programme d'assurance 391
L'élaboration des programmes publics 392
Les défaillances de l'État 393
Incitations et contraintes 394
Procédures d'élaboration du budget et de détermination des dépenses 394
Imperfections de l'information 395
Méthodes de décisions collectives 395
Controverses actuelles en économie publique 397
Que faire face au déficit public et à l'endettement qui en résulte ? 397
Social Security 399
Soins de santé 401
Analyses de politique économique 402
Vérification et application des connaissances 403

19 Économie de l'environnement 407

Externalités négatives et surabondance de l'offre 408
Les politiques économiques visant à faire face aux problèmes d'environnement 409
Solutions fondées sur les droits de propriété 410
Réglementation 410
Le réchauffement de la planète et la lente adoption du procole de Kyoto 411
Arbitrages économiques et arbitrages environnementaux 412
Taxes et subventions 413
La solution du permis négociable 414
La réduction des pluies acides 415
Les autres modalités d'intervention 416
Le National Center for Environmental Economics 416
Les ressources naturelles 417
Information et environnement 419
Biens sous tutelle et environnement 419
Environnement, crise et décisions publiques 419
Vérification et application des connaissances 420

20 Échanges internationaux et politiques commerciales 425

L'échange entre pays 426
Interdépendance sur le marché des biens 426
Interdépendance sur le marché du travail 426

Interdépendance sur le marché du capital 427
L'échange multilatéral 427
L'avantage comparatif 428
David Ricardo 428
Avantage comparatif et frontières des possibilités de production 429
Avantage comparatif et spécialisation 430
Pourquoi la spécialisation accroît la productivité 430
Les limites de la spécialisation 430
Quels sont les déterminants de l'avantage comparatif ? 430
Les dotations naturelles 430
L'avantage comparatif des États-Unis à l'âge d'Internet 431
Les dotations acquises 432
La supériorité des connaissances 432
La spécialisation 432
Les interactions entre avantages comparatifs 432
Les coûts perçus de l'interdépendance 433
L'échange et la controverse sur la mondialisation 434
Échanges internationaux et politiques économiques 435
La politique commerciale 436
Les droits de douane 436
L'évaluation des pertes dues aux droits de douane 437
Les quotas 437
Les restrictions volontaires aux exportations 438
Autres barrières non tarifaires 438
Les « lois sur la loyauté des pratiques commerciales » (*fair trade laws*) 439
Les lois antidumping 439
Les pays « substituts » et les voitures de golf canadiennes 440
Les droits de douane compensatoires 440
Les raisons politiques et économiques de la protection 441
Licenciements de salariés et mises en faillite de sociétés 441
Les politiques d'appauvrissement du voisin (*beggar-thy-neighbor*) 442
Les salaires dans les secteurs exposés 443
Une concurrence accrue 444
Distribution et libéralisation des échanges 444
Libéralisation des échanges dans les technologies de l'information et de la communication et dans les services financiers 445
L'argument des industries naissantes 446
La théorie de la politique commerciale stratégique 446
La coopération internationale 446
Le GATT et l'OMC 446
La guerre de la banane 447
Les protestations contre l'OMC 448
Les blocs commerciaux régionaux 449
L'organisation mondiale du commerce 449
Vérification et application des connaissances 451

21 Les changements technologiques 457

Les liens entre l'évolution technologique et la concurrence imparfaite 458
La nouvelle économie et l'innovation 459
Les brevets et la production des idées 459
Propriété intellectuelle et effets de redistribution 460
L'arbitrage entre efficacité à court terme et innovation 461
Exemple : le cas de l'entreprise « Melons sucrés » 462
L'étendue de la protection apportée par un brevet 463
Les secrets commerciaux 463
Les limites des brevets 463
L'égreneuse de coton d'Eli Whitney 464
La R & D en tant que coût fixe 464
L'apprentissage par l'expérience (*learning by doing*) 465
L'accès aux marchés financiers 466
La concurrence schumpétérienne 467
La recherche fondamentale comme bien public 468
Soutien apporté par l'État au progrès technologique 469
Les subventions 469
Les problèmes internationaux 470
La protection 470
L'assouplissement des mesures antitrust 470
Progrès technologique et croissance économique 471
Compétitivité 472
Vérification et application des connaissances 472

Partie V Introduction à la macroéconomie 475

22 Analyse macroéconomique et perspectives économiques 477

L'obligation de créer les conditions du plein emploi et de la croissance 478
Le redémarrage de l'économie 481
La stagflation 481
La victoire contre l'inflation 482
Déficits publics et déficits commerciaux 482
Le redémarrage de l'économie (bis) 483
De nouveaux défis 484
La mauvaise surprise de la crise financière et économique 485
Les trois objectifs clés en matière de performances macroéconomiques 486
Le redémarrage de l'économie (ter) : l'évolution du chômage pendant et après la crise 2008-2010 487
Aperçu sur la suite 488
Vérification et application des connaissances 488

23 Les mesures du produit et du chômage 491

Les méthodes de mesure du produit et de la croissance 492
La mesure du produit intérieur brut 492
Les méthodes de mesure du PIB : la valeur de la production 494
L'optique de la production des biens finals 494
Le Bureau of Economic Analysis 495
Le logiciel informatique est-il un bien final ou un bien intermédiaire ? 496
L'optique de la valeur ajoutée 497
L'optique du revenu 497
Différences entre le revenu individuel et le revenu national 498
Comparaison entre l'optique de la production des biens finals et l'optique du revenu 498
Le PIB potentiel 498
Les éléments pris en compte dans la mesure du PIB 500
Problèmes de mesure du produit 501
La mesure du niveau de vie 502
Un PIB vert 502
Chômage 503
Statistiques du chômage 504
Les formes de chômage 506
Écarts de production et taux de chômage naturel 507
Flux et stocks 508
Vérification et application des connaissances 508

24 Coût de la vie et inflation 513

Les coûts de l'inflation 514
Qui est victime de l'inflation ? 514
Les coûts pour l'économie 515
Les coûts de la déflation 516
Mesurer l'inflation 516
L'hyperinflation en Allemagne dans les années 1920 518
Instituts en charge du calcul des indices de prix à la consommation aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni 519
Les autres mesures possibles de l'inflation 520
L'importance de l'indice des prix 520
Le calculateur d'inflation 521
La mesure du prix et de la quantité des logiciels informatiques 522
L'expérience de l'inflation aux États-Unis 522
Vérification et application des connaissances 523

Partie VI Analyse macroéconomique en plein emploi 527

25 Le modèle de plein emploi 529

L'équilibre macroéconomique 530

Le marché du travail 531

Déplacements de la demande et de l'offre de travail 534

Les marchés du travail et l'Internet 535

La migration de masse vers les États-Unis au XIXe siècle 536

Le marché des biens 537

Le PIB potentiel 537

Demande et produit d'équilibre 538

Le marché du capital 540

L'épargne des ménages 540

L'investissement 541

L'équilibre sur le marché du capital 543

Le modèle d'équilibre général 543

L'utilisation du modèle d'équilibre général 544

Vérification et application des connaissances 546

26 Les finances publiques en plein emploi 549

La structure des dépenses publiques et des impôts 550

L'extension du modèle de base de plein emploi 551

La prise en compte du secteur public 552

L'État et le marché du capital 552

Effets des changements dans la fiscalité 554

Variation budgétaire équilibrée des impôts et des dépenses publiques 555

Fuites et injections 556

Déficits et dettes dans différents pays 556

L'incorporation de l'État 557

Avantages et coûts des déficits et des excédents budgétaires 557

Distribution, déficits et transferts entre générations 558

L'histoire récente des excédents et des déficits publics aux États-Unis 559

Facteurs exerçant une influence sur le budget américain 561

Les facteurs de changements dans le budget public 562

Vérification et application des connaissances 563

27 Économie ouverte et équilibre de plein emploi 567

L'économie ouverte 568
Le marché du capital en économie ouverte 568
Le marché du capital dans une petite économie ouverte 569
Le marché du capital dans une grande économie ouverte : le cas des États-Unis 570
L'identité fondamentale du commerce international 572
Données concernant le commerce extérieur américain 573
Le déficit de la balance commerciale 573
Les exportations et importations américaines de haute technologie 575
Les taux de change 576
Les exportations nettes et le taux de change 578
Le déficit commercial américain pose-t-il un vrai problème ? 579
Vérification et application des connaissances 580

28 Croissance et productivité 583

La hausse des niveaux de vie 584
Les facteurs explicatifs de la productivité 586
Quel est le rythme de la croissance économique dans le monde moderne ? 587
Le stock de capital et le rôle de l'épargne et de l'investissement 587
L'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre 589
La réallocation des ressources des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité 589
Le progrès technique et le rôle des idées 590
La production des idées 592
Les dépenses en recherche et développement (R & D) 593
Productivité totale des facteurs et sources de la croissance 594
La productivité totale des facteurs pendant les années 1990 595
Les ordinateurs et la croissance de la productivité 596
L'analyse économique de la croissance : concepts clés 597
La croissance économique a-t-elle des limites ? 598
Arbitrages et coûts de la croissance économique 599
Vérification et application des connaissances 599

29 Monnaie, prix et Banque centrale 603

Les prix et l'inflation 605
La demande de monnaie 605
La vitesse de circulation de la monnaie 606
L'offre de monnaie 607

Le niveau des prix 607
Combien les Américains détiennent-ils d'argent liquide ? 608
Le système financier dans les économies modernes 609
Quand Atlanta imprimait de la monnaie 611
La création de monnaie dans les économies modernes 612
La monnaie se définit par les fonctions qu'elle remplit 612
La monnaie comme unité de compte 612
La monnaie comme instrument des échanges 613
La monnaie comme réserve de valeur 613
Mesure de l'offre de monnaie 614
La monnaie et le crédit 616
Les « billets Boggs » et la signification de la monnaie 616
Offre de monnaie et comptabilité des banques 617
L'échange, la monnaie et l'Internet 617
La monnaie électronique 618
Comment les banques créent de la monnaie 619
Les multiplicateurs monétaires dans le cas de plusieurs banques 620
Les Banques centrales 622
La Réserve fédérale 623
Comment la Fed agit sur l'offre de monnaie 625
Opérations d'open market 625
Les Banques fédérales de Réserve et les Banques Centrales internationales 625
Les variations du taux d'escompte 626
Les réserves obligatoires 626
La sélection de l'instrument approprié 627
Le recours à des instruments non conventionnels 627
La stabilité du système bancaire américain 627
Réduire la menace de paniques bancaires 628
Vérification et application des connaissances 629

Partie VII Fluctuations macroéconomiques 633

30 Introduction à l'analyse des fluctuations macroéconomiques 635

Les fluctuations de l'activité économique 636
La détermination des dates des sommets et des creux cycliques 639
Estimation des coûts d'une récession en termes de produit 640
Fluctuations de l'emploi et arbitrages 640
Les raisons des fluctuations économiques 641
Salaires nominaux et salaires réels 642
La lenteur de l'ajustement des salaires nominaux 643
Les contrats de travail salarié 643
Salaires d'efficience 643

Risque et incertitude 643
La lenteur de l'ajustement des prix 644
Le rôle des coûts 644
Risque et incertitude 644
Information et mesure du cycle économique 645
L'étude des fluctuations économiques : quatre idées clés 646
La rigidité des salaires 646
Analyse des fluctuations — idée clé n° 1 : la rigidité des salaires 646
La rigidité des prix 647
Analyse des fluctuations — idée clé n° 2 : la rigidité des prix 647
Productivité cyclique et productivité structurelle 647
Ajustement de l'inflation 649
Les causes d'ajustement de l'inflation 649
Analyse des fluctuations — idée clé n° 3 : l'arbitrage à court terme entre inflation et chômage 650
Inflation, politique monétaire et dépense globale 650
Analyse des fluctuations — idée clé n° 4 : inflation, politique monétaire et dépenses globales 651
La politique de cible d'inflation 652
Les liens entre les quatre idées clés 652
Vérification et application des connaissances 653

31 Dépenses globales et revenu national 657

Analyse revenu–dépenses 658
L'identité revenu national–produit 659
Le produit d'équilibre 659
Les déplacements de la courbe de dépenses globales 660
Formulation mathématique 661
Aperçu sur la suite de ce chapitre 662
Consommation 662
Revenu disponible 662
La propension marginale à consommer 662
La propension marginale à épargner 664
Impôts et pente de la courbe de dépenses globales 664
Propension marginale à consommer, impôts et multiplicateur 665
Anticipations du revenu futur 665
Richesse 666
Investissement 666
L'investissement et le taux d'intérêt réel 667
Volatilité de l'investissement 668
L'investissement en stocks 669
Les conséquences macroéconomiques de l'investissement 670
Les achats publics de biens et services 670
Les exportations nettes 671
Les exportations 671

Les importations 673
Conséquences macroéconomiques 673
L'introduction du commerce international dans l'équation de dépenses globales 674
Exemple de calcul du produit d'équilibre 674
Dépenses globales et taux d'intérêt réel 677
Incitations et taux d'intérêt réel après impôts 677
Vérification et application des connaissances 678

32 Demande globale et inflation 683

Taux d'intérêt réel et marché du capital 684
La courbe demande globale–inflation 686
La règle de politique monétaire de la Fed 686
Inflation et dépenses globales 687
Les déterminants de la pente de la courbe *DGI* 687
Variables susceptibles de provoquer un déplacement de la courbe ***DGI*** 689
Politique budgétaire 689
Les modifications dans la règle de politique monétaire 689
Comment les autres Banques centrales réagissent-elles en cas d'inflation? 690
Autres facteurs susceptibles de provoquer un déplacement de la courbe *DGI* 690
Exemples de facteurs ayant provoqué des déplacements de la courbe *DGI* 691
L'utilisation de la courbe *DGI* 692
Effet d'un déplacement de la courbe ***DGI*** sur le produit 692
La désinflation Volcker 693
Déplacement expansionniste de la courbe *DGI* 694
La baisse d'impôts Pendant la présidence Kennedy 695
Les arbitrages difficiles 696
Politique macroéconomique et déplacements de la courbe *DGI* 697
Déplacement de la courbe d'ajustement de l'inflation 697
Modifications dans les prix de l'énergie 697
Les chocs dans le prix du pétrole au cours des années 1970 699
Changements dans le PIB potentiel 699
Les années 1990 700
Le FOMC 701
Croissance de la productivité et bol de punch 702
Vérification et application des connaissances 704

33 Les banques centrales et les taux d'intérêt 707

Le marché interbancaire 708
Une journée à la Direction des opérations financières de la Fed (*Trading Desk*) 708
La cible de la Fed pour le taux des fonds fédéraux 710

La demande de réserves 710
L'offre de réserves 711
Les opérations d'open market 711
L'équilibre sur le marché des fonds fédéraux 712
Les modes opératoires de la politique monétaire 713
Inflation, offre de monnaie et taux d'intérêt nominal 714
Vérification et application des connaissances 716

34 Le rôle de la politique macroéconomique 719

Les arbitrages entre inflation et chômage 720
L'ancien arbitrage entre inflation et chômage 720
Le nouvel arbitrage entre stabilité du produit et stabilité de l'inflation 720
La politique budgétaire 721
Les stabilisateurs automatiques 721
Les mesures de politique économique discrétionnaires 723
Le recours à la politique budgétaire discrétionnaire pour lutter contre les récessions 723
L'Economic Report of the President 724
Le déficit de plein emploi 724
Les transferts budgétaires 725
La politique monétaire 727
La courbe *DGI* et le rôle de la politique monétaire 727
La conduite de la politique monétaire 727
Le « Livre beige » (Beige Book) 728
L'annonce des decisions de la Fed 729
Taux d'intérêt réels et taux d'intérêt nominaux 729
La règle de politique monétaire de la Banque centrale 731
L'importance des valeurs réelles en termes d'incitations 732
Les Banques centrales ne sont-elles sensibles qu'à l'inflation ? 733
La baisse du taux d'intérêt du 3 janvier 2001. Le 11 septembre 2001 733
La bulle dot-com et la stabilité macroéconomique 734
La position de la droite représentant la règle de politique monétaire 735
Le taux d'intérêt réel d'équilibre 735
La cible d'inflation 737
La pente de la droite représentant la règle de politique monétaire 738
Les interactions entre la politique monétaire et la politique budgétaire 739
Vérification et application des connaissances 741

Partie VIII L'économie mondialisée 745

35 Le système financier international 747

Les déterminants du taux de change 748
Offre et demande sur le marché des changes 749
Exportations et importations 750
Prêts et emprunts à l'étranger 752
Spéculation 753
Incitations et taux de change réel 754
La gestion du taux de change 755
Le système des taux de changes fixes 755
La fixation du taux de change 756
La politique monétaire dans un système de changes fixes 757
La réduction de la volatilité du taux de change 758
Les systèmes de taux de change flexibles 759
Les crises financières mondiales de la fin du XXe siecle 760
La stabilisation du taux de change 761
Les comités monétaires et la dollarisation 762
Les États peuvent-ils stabiliser les taux de change ? 763
Vérification et application des connaissances 763

36 La politique économique en économie ouverte 767

La courbe *DGI* en économie ouverte 768
Inflation, taux d'intérêt et taux de change 768
Taux de change et dépenses globales 769
Exportations nettes et déplacements de la courbe *DGI* 770
Taux d'intérêt à l'étranger et déplacements de la courbe *DGI* 770
Taux de change et inflation 771
Facteurs de production et biens intermédiaires importés 771
Parité des taux d'intérêt et incitations 772
Inflation des prix à la consommation et taux de change 772
Les taux de change des devises étrangères 773
Politique monétaire et politique budgétaire dans une économie ouverte 773
Politique monétaire en régime de taux de change flexibles 773
Politique budgétaire en régime de taux de change flexibles 774
Les nouvelles technologies et l'intégration des marchés financiers mondiaux 775
Coordination des politiques économiques 775
Un dollar fort est-il une bonne chose pour les États-Unis ? 776
Vérification et application des connaissances 777

37 Économie du développement et de la transition 781

Économie du développement 783
Les objectifs de la Banque mondiale en matière de développement 784
Les conditions de vie dans les pays en développement (PED) 785
Les succès de l'Asie de l'Est 787
Les autres stratégies en matière de développement 789
Mondialisation et développement 790
La mondialisation : une perspective historique 791
Flux migratoire spécifique dans la Silicon Valley. Arrivée d'ingénieurs indiens dans la Silicon Valley et départ de capitaux de la Silicon Valley vers l'Inde 792
Les échanges commerciaux 793
Externalisation et délocalisation 793
Les perspectives en matière de développement 794
Le problème du « milliard du bas de l'échelle » (*bottom billion*) 795
Une catégorie nouvelle : les pays émergents 795
Croissance et atténuation des inégalités dans les pays du tiers-monde 797

Les économies en transition 798
Le système économique communiste 798
Les échecs du communisme 798
La marche vers une économie de marché 799
Gradualisme ou thérapie de choc 800
Comparaison entre les stratégies de transition 801
Retour sur la transition 802
Les anciens pays communistes 22 ans après la chute du Mur 803

Vérification et application des connaissances 803

Partie IX Autres questions macroéconomiques 807

38 Inflation et chômage 809

L'ajustement à court terme de l'inflation 811
Des prix aux salaires 811
Courbe de Phillips et chômage cyclique 812
Le taux de chômage naturel 812
Anticipations et déplacements de la courbe d'ajustement de l'inflation de court terme 814
Les effets redistributifs de l'inflation et du chômage 816
Les points de vue des prix nobel en matière d'inflation et de chômage 817
Modifications du taux de chômage naturel 818
Les Prix Nobel d'économie 819
Génération du baby-boom et taux de chômage naturel 819
Modifications du PIB potentiel 820
Chocs inflationnistes 820

La théorie de l'inflation — trois idées clés : chômage cyclique, anticipations et chocs inflationnistes 821

Combinaison de la courbe demande globale–inflation et de la courbe d'ajustement de l'inflation 822

Vérification et application des connaissances 823

39 Les grands débats de politique macroéconomique 827

Les déficits sont-ils aussi préoccupants qu'on le dit ? 828

Les déficits selon la vision traditionnelle 829

Les conséquences économiques des excédents et des déficits budgétaires 830

Les conséquences de la dette publique pour les générations futures 831

Les autres façons d'aborder le problème du poids de la dette 831

La dette n'aurait pas d'importance « parce que nous nous la devons à nous-mêmes » 831

L'équivalence ricardienne 832

Les objectifs de la politique macroéconomique 833

Les différents points de vue des non-interventionnistes 834

La théorie du cycle (économique) réel : l'intervention n'est pas nécessaire 834

La macroéconomie des nouveaux classiques : l'intervention est inefficace 834

L'intervention est contreproductive 834

Conditions d'arbitrage et choix de politique économique 835

Le choix entre règles et mesures discrétionnaires 836

La perspective interventionniste 836

La Réserve fédérale doit-elle avoir une cible d'inflation ? 838

Cible d'inflation et arbitrages de politique économique 839

Politique de cible d'inflation : les arguments pour 839

Politique de cible d'inflation : les arguments contre 840

Les Banques centrales et les politiques de cible d'inflation 840

Les communiqués de la Fed — ou comment arbitrer au mieux entre les objectifs de politique économique 841

Les conséquences des politiques de cible d'inflation 842

Les mandats des Banques centrales 843

Les politiques de cible pour le niveau des prix 844

Déflation et taux d'intérêt nominal nul 845

Crédibilité 846

Chocs d'offre, chocs de demande et arbitrages en matière de politique économique 847

Politique macroéconomique et économie numérique 847

Vérification et application des connaissances 849

Annexe Les cibles de niveau des prix 852

40 L'intégration économique européenne 853

Historique de la construction de l'Union européenne 854

Les grandes questions économiques européennes 856

L'Union européenne en tant qu'union douanière 857

Les effets d'une union douanière sur le commerce et le bien-être 857

Création et détournement de commerce (illustration numérique) 858

L'intégration économique lorsque les secteurs sont en concurrence imparfaite 860

Le marché unique européen 860

La Politique agricole commune 862

La monnaie unique et ses conséquences 866

Les coûts et les avantages d'une monnaie unique 866

L'Europe entre boom et crise 868

L'indépendance de la Banque centrale 868

BCE : de l'indépendance en pratique 869

Les États-Unis d'Europe et la théorie des zones monétaires optimales 871

Monnaie unique et critères de Maastricht. 872

Le pacte de stabilité et de croissance en pratique 873

La politique budgétaire et la monnaie unique en Europe 875

L'harmonisation fiscale 875

Institutions et règles de choix collectifs dans une Europe élargie 876

Les institutions européennes 876

Les deux visions de la construction européenne 877

Partage de souveraineté dans une Europe élargie 878

Réduire les risques de blocage dans les choix collectifs 879

Vérification et application des connaissances 881

Glossaire 885

Index 905

Crédits 923

Table de matières 925

* Cette table de matières a été constituée de manière à pouvoir repérer et distinguer aisément les nombreux encadrés présents dans le livre (cf. page XIX). Les lignes de couleur correspondent à ces encadrés comme indiqué ci-dessous :

Exemple typique

Sites Internet

Illustration économie numérique

Raisonner en économiste

Perspective internationale

Idées clés

Principes d'économie moderne

Les *Principes d'économie moderne* de J. E. Stigliz, J.-D. Lafay et C. E. Walsh constituent un outil d'apprentissage exceptionnel, tant pour les étudiants des 1er et 2e cycles que pour les personnes qui souhaitent acquérir une formation solide en économie et se tenir informées des derniers développements de la science économique moderne. Dans ses versions américaine et française, cet ouvrage est l'un des manuels d'économie les plus connus et les plus utilisés dans le monde.

Les **principes fondamentaux de la micro et de la macroéconomie modernes** y sont exposés de façon simple et progressive, mais sans compromis sur la rigueur d'analyse et avec le souci constant d'établir des liens entre les **analyses théoriques** et le **monde réel**. Le lecteur est initié progressivement aux avancées les plus récentes de la discipline. Cette **quatrième édition française** a été **profondément remaniée**, notamment les chapitres concernant les **questions macroéconomiques. La crise économique et financière de 2008-2010 a profondément changé notre perception des réalités économiques. Il est plus que jamais important de comprendre les mécanismes qui sont entrés en jeu, et pourquoi ils l'ont fait de façon aussi brutale et massive**.

Les références à l'**Europe ont été mises à jour et multipliées, et ceci bien au-delà du chapitre européen** propre à l'édition française.

On retrouve dans cette nouvelle édition les qualités pédagogiques qui ont fait le succès des éditions précédentes, avec dans chaque chapitres des **applications pratiques**, des **encadrés** associés aux sujets traités, une **synthèse** des principaux points à retenir et une série d'**exercices**. L'emploi de la **couleur** renforce aussi beaucoup la qualité pédagogique du texte.

Joseph E. Stiglitz

est professeur à l'Université Columbia, lauréat du prix Nobel d'économie 2001, auteur ou éditeur (au sens anglo-saxon) de centaines d'articles et de livres scientifiques, notamment de Economics of the Public Sector *(Norton), manuel best-seller de premier et deuxième cycles. Joseph Stiglitz a occupé d'importantes fonctions comme président du* Council of Economic Advisers*, sous Bill Clinton puis comme économiste en chef de la Banque mondiale. Selon le magazine* Time*, il fait partie des 100 personnes les plus influentes du monde.*

Jean-Dominique Lafay

est professeur émérite à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et ancien directeur du Laboratoire d'économie publique, auteur de nombreux livres et articles scientifiques consacrés aux décisions publiques et aux interactions entre économie et politique. Il a notamment écrit La dimension politique de l'ajustement économique *(avec J. Lecaillon, Paris : OCDE). Jean-Dominique Lafay a exercé des fonctions administratives nationales, notamment celles de directeur scientifique pour le droit et l'économie et de vice-chancelier des universités de Paris.*

Carl E. Walsh

est professeur d'économie à l'Université de Californie Santa Cruz, après avoir enseigné aux universités de Princeton et d'Auckland. Le Professeur Walsh est connu pour ses recherches en économie monétaire et son manuel de deuxième cycle Monetary Theory and Policy *(MIT Press). Il a été économiste senior à la Banque fédérale de San Francisco et chercheur invité dans plusieurs Banques fédérales de Réserve, ainsi qu'au* Board of Governors *de la Fed.*

L'un des manuels d'économie les plus utilisés dans le monde !

Présentation de l'ouvrage et des auteurs au verso.

Les compléments associés aux *Principes d'économie moderne* de Stiglitz-Lafay-Walsh ont été conçus pour offrir une expérience d'apprentissage interactive qui conduit les étudiants à être actifs, à interagir avec le contenu du manuel, à approfondir les concepts importants, à compléter des informations, à visualiser les effets concrets de certains événements, et à reconstruire par eux-mêmes des concepts économiques et leur utilisation.

Ces compléments multimédia sont insérés dans les pages du manuel (version numérique). Ils précisent, détaillent et complètent le contenu et permettent de s'assurer de la maîtrise des notions, définitions et concepts importants présentés dans le manuel.

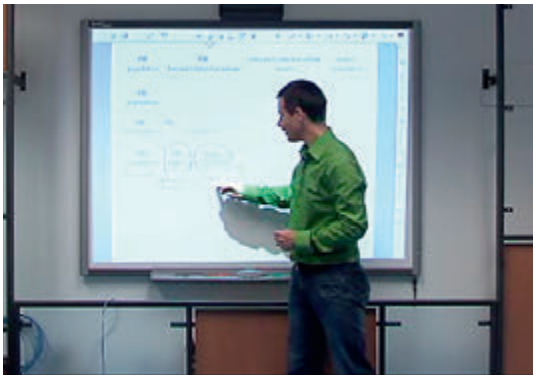
Ces compléments comportent des **animations avec voix-off** facilitant l'apprentissage.

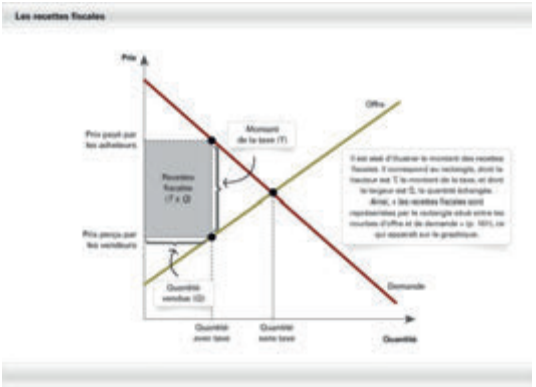
Ils offrent des **vidéos** pour préciser et détailler certaines démonstrations.

Ils proposent des **outils de simulation** permettant d'appliquer les concepts étudiés et de visualiser les effets sur l'activité économique d'un pays.

Ils incluent des **graphiques, figures et tableaux** en complément de ceux du manuel.

Ils incluent également de très nombreuses **questions avec leur solutionnaire détaillé**. Ces questions permettent de tester au cours de la lecture compréhension et maîtrise des connaissances étudiées et d'appliquer les concepts à des cas réels.





Franck Jovanovic *est professeur d'économie à la TELUQ - l'Université à distance et en ligne du Québec. Il y développe des cours en ligne basés sur les nouvelles technologies et y expérimente de nouvelles approches pédagogiques. Au niveau international, il conseille plusieurs universités aux nouvelles formes d'enseignement basées sur le numérique et l'interactivité et forme des professeurs à ces approches. Il a étudié l'économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il a enseigné l'économie dans de nombreuses universités en France et au Canada. Ses recherches portent principalement sur l'économie financière, son influence sur les marchés financiers, son histoire et ses liens avec les autres disciplines.*

NOTO VERSION NUMÉRIQUE

http://noto.deboeck.com : la version numérique de votre ouvrage

- 24h/24, 7 jours/7
- Offline ou online, enregistrement synchronisé
- Sur PC et tablette
- Personnalisation et partage
- Ressources complémentaires disponibles pour les enseignants

STIECO
ISBN 978-2-8041-7472-9
ISSN 2030-501X

www.deboeck.com

9 782804 174729